la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

16e année. — No 310. — Nouvelle série no 9. Décembre 1947. — Prix : 25 francs

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire

(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	130 fr.
Un an	250 fr.

EXTERIEUR

Six mois	150 fr.
Un an	300 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer, et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II°)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures

le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 9

(DECEMBRE 1947)

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire et au redressement de la C. G. T., en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1947 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le Carnet du Sauvage

Film rapide

Que d'événements au cours de ce mois !

Mon dernier Carnet avait été écrit juste après la conférence de Force Ouvrière. Les débats passionnés et tumultueux du Comité Confédéral National devaient faire vite oublier la conférence de Force Ouvrière. On ne regardait plus en arrière. On regardait en avant ; rendez-vous était pris pour le 19 décembre. Après une vaste consultation des syndiqués et des non-syndiqués, la C. G. T. se prononcerait alors sur un grand mouvement d'ensemble, dans un nouveau C. C. N. Les événements de Marseille ont eu vite fait à leur tour de bouleverser le scénario et de faire oublier conférence de Force Ouvrière, C. C. N. de novembre et C. C. N. du 19 décembre. La grève générale de Marseille, après son arrêt des cheminots marseillais, allait entraîner la paralysie des chemins de fer en remontant le Rhône et faire déclencher la grève générale des cheminots, sur laquelle toute une série de grandes grèves allaient se brancher, grève des ports et docks, grève des métallurgistes de la région parisienne, grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Tout le grand jeu, quoi.

Cette fois, Ramadier n'a pas tenu. Il s'est affalé, liquéfié. Un cabinet Blum a été impossible. Guy Mollet y est peut-être pour quelque chose ; en quoi il n'avait sûrement pas tort. Les socialistes ont suffisamment fait la besogne des autres. Mais c'est plutôt Depreux que Guy Mollet qui a fait écarter le cabinet Blum.

Le ministre de l'Intérieur Depreux avait été trop mou à Marseille ; il n'avait pas donné de consignes assez fermes ; en fait il n'avait pas fait verser la grande flaque de sang attendue par les staliniens, mais aussi par nos bourgeois. Les partisans de la manière forte ont écarté ces socialistes qui refusaient de jouer les Noske. Et Schuman est venu. Un cabinet Schuman dont chacun escomptait hier l'échec et l'usure rapide aujourd'hui; un cabinet faisant l'intérim avant l'entrée en scène du général de Gaulle.

La grève insurrectionnelle a fait long feu. Les vagues de grèves, se succédant par fédérations, ont rappelé 1920, mais n'ont pas mieux réussi. Le cœur n'y était pas plus en 1947 qu'en 1920. Les grands mouvements ne se font pas sur commande. Le Kominform peut en être assuré. Il est vrai que nos staliniens peuvent s'estimer satisfaits. Ils le sont d'ailleurs. Le vin d'honneur offert par l'Union parisienne des syndicats au généralissime Frachon est là pour l'attester. On a fait mieux qu'à Verdun, Nancy et au Métro. La deuxième grande opération avec ses grèves générales de grands centres, Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Béziers, Nice, et d'industries maîtresses, chemins de fer, ports et docks, mines, métallurgie marque un développement de l'action. La prochaine fois on fera mieux encore. Jamais deux sans trois d'ailleurs. Le camarade Hénaff est ulcéré que Paris ne soit pas en flèche. La prochaine fois, on opérera face non à un hôtel de ville provincial ou à une préfecture, mais face au pouvoir central. Et l'on verra ce que l'on verra.

Les consignes du Kominform

Les événements de Marseille ont gagné toute la France. Une manifestation contre l'augmentation du prix des tickets de tramway entraîne des arrestations. La protestation contre ces arrestations amène la foule à envahir hôtel de ville, palais de justice, et à rendre visite aux cafés chic. Coups de feu. Un mort. Grève générale locale. Arrêt des chemins de fer, localement, régionalement, nationalement. La C. G. T. lance toute une série de vagues de grèves.

La cause première de ces mouvements, l'augmentation des tramways de Marseille, son exploitation contre la nouvelle municipalité gaulliste, est parfaitement naturelle. Il faut même dire qu'on n'y était pas allé avec le dos de la cuiller en fait d'augmentation. A force de reculer les échéances il arrive un moment, il est vrai, où les solutions moyennes sont impossibles. Mais l'utilisation du mécontentement au fur et à mesure qu'il s'est grossi jusqu'à devenir une tempête de colère a été trop savante pour ne pas devoir quelque chose à l'art de la stratégie.

Il fallait devant la conférence de Londres montrer la faiblesse du gouvernement français et la puissance en France du parti russe. Il fallait ruiner le plan Marshall, amener la France à le refuser ou l'Amérique à le retirer. Il fallait créer une crise politique insoluble ; Ramadier parti, rendre impossible un cabinet Blum ou même un cabinet Schuman. Et par là-dessus pousser à l'inflation et à la catastrophe financière.

Que visait-on par la grève générale ? Ramener un cabinet à participation stalinienne, docile à Moscou ? C'est possible, mais peu probable. Faire chanter le gouvernement par la menace de guerre civile ? Même ébranler si fort le régime qu'il suffise de peu pour l'abattre ? Le caractère politique de la grève générale n'a fait de doute pour personne. Mais il était non moins clair que ce n'était pas la révolution, mais l'instauration du totalitarisme stalinien qui était en marche.

Libre à nos trotzkistes d'aider au triomphe du stalinisme. Qu'ils s'en expliquent entre eux. Mais nous ne pratiquons pas la politique de Gribouille. Nous sommes pour la guerre civile aboutissant à la libération des travailleurs, nous ne sommes pas les dupes et les complices du fascisme rouge.

C'est en vertu de ces sentiments que les cheminots et les postiers syndicalistes ont offert une telle résistance, que chez les mineurs, les métallurgistes, les dockers, même là où nos camarades ont suivi le mouvement, il n'y a pas eu le grand élan des jours d'espoir.

Le temps n'est plus des espérances soulevées par l'Internationale communiste. Les soviets partout !

La belle période de l'Internationale communiste fut courte. Cinq à six ans tout au plus. Encore ne fut-elle jamais une véritable Internationale. Les Russes, soulevés par la Révolution, dominaient de si haut toutes les autres sections, qu'ils furent toujours seuls à parler, et les autres à écouter. Le jour où Lénine mort, les soviets mis au rancart, les difficultés s'accumulant, l'Etat russe se forgeant, l'Internationale communiste perdit son caractère originel pour devenir peu à peu un simple instrument politique de l'Etat russe, une véritable cinquième colonne.

On pouvait annoncer sa dissolution au cours de la guerre. Il y avait beau temps que l'Internationale communiste avait cessé de vivre. Elle était morte avec le socialisme en Russie. Ce qui l'avait remplacée, ses sections dans chaque pays, continuerait à être animé par les ambassades russes. Nul besoin de le crier sur les toits. Jusqu'au jour où la Russie, non la Russie des soviets, mais la Russie tout court, la Russie de Staline, a voulu frapper un grand coup et signifier à l'Amérique qu'une nouvelle phase dans leur lutte commençait. Ç'a été la conférence de Varsovie, la formation du Kominform. Le Komintern a fait place au Kominform. La Russie n'avait pas assez de ses Etats satellites ; il lui fallait des partis

satellites. Au premier rang, ceux de France et d'Italie.

De là les consignes de Varsovie, la mobilisation insurrectionnelle en France et en Italie.

Pour la révolution prolétarienne de France et d'Italie ? Allons donc. Pour le service du totalitarisme russe. Pour le service du nouveau tsar rouge.

Artisans de la scission

Allons-nous voir prochainement la scission dans la C. G. T. ? Scission ou déchirure.

Parmi les sous-produits du dernier mouvement, Frachon a, sans aucun doute, voulu coiffer la minorité de Force Ouvrière du bonnet des jaunes. Le dernier C. C. N. avait montré que Jouhaux et Bothereau en avaient assez ; de là à leur sortie, il n'y avait plus loin. Sans attendre ce moment, Frachon s'est ingénié à les mettre avant en posture de briseurs de grève. Jouhaux pourrait ensuite s'en aller. Tous les hurleurs de Stalinie lui crieraient à la chienlit. Se joindraient aux hurleurs les camarades trotzkistes, traitant, eux, Jouhaux de jaune et Frachon de freineur. Pour un freineur, Frachon ne paraît pas avoir trop mal opéré. Même s'il a feint parfois d'exécuter les consignes sans entrain. Ce n'est pas sur la mine mais aux actes qu'il faut juger le joueur. Le Kominform n'a pas le droit d'être mécontent.

La déchirure avait déjà bien commencé dans deux corporations comme les Postiers et les Cheminots. L'un des résultats les plus certains des derniers événements sera d'avoir donné un rude élan aux deux jeunes Fédérations syndicalistes des Postiers et des Cheminots.

On comprendrait mal que l'opposition syndicale groupée autour du **Combat syndical** des P. T. T. et qui avait poursuivi son effort au sein de la Fédération postale confédérée, mais vient d'en démissionner, ne rejoigne pas la Fédération syndicaliste dont Mourgues est le secrétaire. Non plus que les postiers de Force Ouvrière. Non plus que le syndicat des agents des P. T. T. reconstitué par Digat et quelques vieux militants postiers. Ces derniers reprochaient à la Fédération syndicaliste de n'avoir pas constitué qu'un seul organisme pour les agents et de les avoir scindés en quatre organisations alors que pour les ouvriers et les employés elle maintenait un seul syndicat national. C'est là un grief peut-être sérieux mais nullement insurmontable. Je crains davantage l'hésitation de certains camarades ; pour ne pas essuyer l'épithète de briseurs de grève ou d'associés des briseurs de grève, tomberont-ils du côté des staliniens ? Ils oublieraient en ce cas que les staliniens sont les pires briseurs de grève, eux qui ont brisé cette arme entre les mains des ouvriers russes et qui prétendent qu'ici la grève est l'arme des trusts.

Même nécessité de rassemblement chez les Cheminots. Si Ouradou et Clerc n'ont pas l'intelligence de faire rallier par les cheminots de Force Ouvrière la Fédération syndicaliste des cheminots fondée l'autre dimanche, et dont Mehudin, Laurent, Lafond et Bodeau sont les animateurs, ils courent le grand risque de voir leurs éléments y aller sans eux. J'ai passé quelques heures au congrès constitutif de l'autre dimanche. Parmi les choses qui m'ont frappé, le nombre de jeunes présents dans la salle, un bon tiers, et pas les moins intéressants dans les débats. Une génération de jeunes se lève chez les cheminots, cela ne fait pas de doute. A côté d'eux, pas mal d'anciens, parmi les meilleurs des luttes de 1920, et de moins anciens encore pleins d'allant.

Tout ce que je me permettrai de dire aux militants de la Fédération syndicaliste des Cheminots, c'est de les mettre en garde contre une réaction peut-être naturelle mais dangereuse. Par réaction contre la phraséologie révolutionnaire de Tournemaine, qu'ils ne se rejettent pas vers le corporatisme. Qu'ils aient l'ambition de défendre les revendications des cheminots plus sérieusement que la Fédération stalinienne c'est un sentiment légitime et louable. Mais qu'ils ne s'en tiennent pas là. Qu'ils aient aussi l'ambition de faire jouer aux cheminots leur rôle révolutionnaire, pour la véritable révolution, non pour l'instauration en France du totalitarisme russe, du fascisme rouge. Qu'ils ne comptent pas exclusivement sur le nombre. C'est bien d'avoir la masse. Ce n'est pas suffisant. Ils connaissent comme moi, j'imagine, ces faits qui se sont passés dans un dépôt de cheminots de la banlieue parisienne. Au vote secret, 165 ouvriers se prononcent contre la grève, seulement 15 pour. Mais les 15, sitôt le vote terminé, se constituent en piquet de grève et immobilisent le dépôt. Les 165 ont accepté passivement. Que nos camarades de la Fédération syndicaliste des cheminots apprennent aux 165 à avoir autant de cran que les 15 et il y aura quelque chose de changé.

D'autres Comités d'action syndicaliste se sont formés qui ne vont pas tarder à se transformer en fédérations, notamment chez les mineurs, dans les métaux, dans les services publics. Le mouvement de ces Comités, parallèle à celui de Force Ouvrière, constitué généralement d'éléments qui s'en sont détachés lui reprochant son manque de vigueur, entraîne tous les éléments minoritaires et oblige Force Ouvrière à presser le pas.

De leur côté, les staliniens de la C. G. T. ne vont pas manquer de régler le conflit qui s'est définitivement aggravé entre eux et Force Ouvrière. Ils ont reporté le C. C. N. qui devait se réunir le 19 décembre. Son premier ordre du jour était périmé, évidemment. Un autre s'imposait : la leçon à tirer du mouvement qui vient de finir. Ce n'est pas au sein d'une commission exécutive que le débat peut se limiter. Frachon veut sans doute gagner du temps. Peut-être reporter le débat après la prise des cartes confédérales pour l'année 1948. Malice assez grossière.

Sous sa signature, suivie de son titre de secrétaire général de la C. G. T., dans « l'Humanité » du 28 novembre, Frachon a écrit de Force Ouvrière : « En termes clairs, un groupement qui agit de la sorte **ne saurait avoir rien de commun avec le mouvement syndical traditionnel.** Tous les travailleurs le considéreront comme une entreprise de trahison et de briseurs de grève. »

Rien de commun. C'est la rupture, c'est la scission annoncée publiquement par Frachon lui-même. Il peut vouloir gagner quelques semaines maintenant. Il ne veut certainement pas revenir en arrière.

Jouhaux s'y prêterait-il — rien n'indique qu'il le veuille — resterait à savoir ce que désirent faire les militants de base de Force Ouvrière. Un fort courant s'était affirmé lors de la première conférence nationale. A la deuxième, le courant sera beaucoup plus puissant. Sans attendre, les éléments de Valenciennes et de Maubeuge ont annoncé la constitution de nouveaux syndicats, et même de nouvelles unions locales. Les éléments de Lille et de Roubaix ne semblent pas loin de cette position. Ceux du Pas-de-Calais non plus. D'autres régions, comme la Loire, pensent de même. Leur poids risque de faire pencher vers la scission immédiate la conférence qui va se réunir ces jours-ci.

Frachon aura été l'artisan habile de la scission. Il pourra se frotter les mains et retrousser ses manches.

Syndicalisme régénéré

On parle de régénérer le syndicalisme. Il en a grand besoin. Pourvu qu'il ne soit pas régénéré à la façon dont le socialisme a été rénové il y a trois ans. Qu'apportent les jeunes militants qui sont à Force Ouvrière ? Au nom de quelles conceptions se battent-ils ? S'ils s'en tiennent au vieux réformisme de leur chef de file, on ne voit pas ce qu'il y aura de régénéré. S'ils se contentent des formules sur un

meilleur partage du revenu national et des histoires sur l'estampillage des billets, ils n'iront pas très loin. Ces formules sonnent peut-être bien au Conseil économique ; elles détonnent dans le mouvement syndical. De quel partage, de quel éventail de salaires peut-il s'agir ? Et qui effectuerait le partage ? Quel serait le rôle laissé aux syndicats ?

Le syndicalisme ne se régénérera qu'en revenant à ses principes traditionnels d'indépendance, de lutte de classes et d'internationalisme. Il ne se régénérera que dans la mesure où les syndicalistes révolutionnaires cesseront d'être dispersés ou passifs.

Ces derniers jours, j'ai entendu deux, même trois sons de cloche différents. Un jeune camarade m'a écrit : qu'attendez-vous pour envisager un Cartel de toutes les forces antimajoritaires de la C.G.T. ? Je sais le fossé qu'il y a entre elles. Mais les événements ont marché. Le problème, le seul problème d'aujourd'hui est le suivant : parviendrons-nous, avant que le P. C. n'arrive au pouvoir, à recréer en France les conditions d'un possible regroupement révolutionnaire ? Il faut essayer de chercher un compromis loyal et temporaire avec les réformistes.

Un groupe de camarades veut établir une déclaration affirmant que les courants Vie Ouvrière et Force Ouvrière sont des courants politico-syndicaux l'un et l'autre, l'un s'appuyant sur le parti stalinien, l'autre sur le parti socialiste, alors que le syndicat doit se regarder comme le groupement essentiel et rester fidèle à l'esprit de la charte d'Amiens.

Un autre camarade se refuse absolument à considérer comme des « alliés » les dirigeants de Force Ouvrière, même comme des alliés provisoires. Il ne veut surtout pas faire de « nationalisme », de « patriotisme ». Il croit que ce qui est essentiel, c'est le groupement des syndicalistes révolutionnaires autour de la trinité indépendance, lutte de classes, internationalisme. Sur aucun de ces points, dit-il, il ne rencontrera Jouhaux.

Ce groupement étant fait, rien n'empêcherait que nous soyons dans le deuxième morceau de la C.G.T., sans nous réfugier dans l'autonomie. Mais il faut qu'il se fasse préalablement, ou à l'occasion de la scission, et qu'il soit bien clair pour tout le monde que nous sommes dans la deuxième C. G. T. pour l'animer de nos idées.

Cette discussion se poursuivra certainement. Elle s'impose d'ailleurs. Mais il ne faut pas perdre de vue que les événements pressent, que le danger de voir un régime stalinien s'installer en France n'est pas pour l'an 2000, que notre mouvement syndical, dans sa partie non stalinisée, cherche sa voie ; que ce serait une faute pour les syndicalistes révolutionnaires de ne pas se jeter à corps perdu dans le mouvement ; non en formant une C. G. T. à eux — il y en aura combien déjà ? celle des staliniens ; celle qui va leur être opposée ; la C. F. T. C. ; la C. N. T. ; sans oublier celle que préparent les gaullistes. Allons-nous en constituer une autre, la cinquième ou la sixième ? C'est la faute à éviter.

D'autant que les jeunes des Comités d'action syndicaliste comme ceux de Force Ouvrière demandent avec insistance, avec passion, le concours des partisans du syndicalisme révolutionnaire. C'est de cet effort commun que peut sortir un syndicalisme régénéré. Sans oublier le passé, pensons au présent. Si les chefs de Force Ouvrière ne retiennent contre les staliniens que la colonisation syndicale et leurs succès sur cette chasse gardée, il nous sera facile de faire comprendre à leurs troupes les raisons plus importantes de notre propre opposition : le sort lamentable imposé aux ouvriers russes ; l'escroquerie qui consiste à faire passer leur étatisme tyrannique pour le communisme ; le fascisme rouge installé en Russie, puis en Europe orientale ; le danger de guerre qu'ils représentent, plus que l'Amérique. Tout cela qui nous distinguait hier des chefs de Force Ouvrière, je doute que cela nous distingue aujourd'hui ou demain de leurs militants de base.

Fourriers de De Gaulle

La première vague de mouvements insurrectionnels commencée à Verdun et Nancy et couronnée par la grève du Métro, avant les élections municipales, avait déclenché le grand succès de de Gaulle à ces élections. Paris et nombre de grandes villes s'étaient donné des municipalités gaullistes.

La deuxième vague a terriblement renforcé le sentiment réactionnaire de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Une couche même de la classe ouvrière se laisse entamer et tourne ses regards vers le sabre. Comme le boulangisme il y a cinquante ans, le gaullisme incarne l'appel au soldat pour résoudre les problèmes politiques devant lesquels le parlement se montre incapable. Comme alors, des radicaux en grand nombre et pas mal de socialistes sont entraînés. La boussole radicale n'a jamais été solide. Quant aux socialistes trop d'entre eux en arrivent à prendre une administration municipale ou autre fonctionnant recta pour du socialisme. Faut que ça marche ! Au besoin par la manière forte. Quitte à s'apercevoir au bout de peu de temps que la manière forte militaire n'a rien à voir avec ce qu'ils désiraient. Ils voulaient sortir du pétrin. Ils retombent dans un précipice. Mais l'aventure est engagée ; elle continuera malgré leurs regrets.

Ce qu'il faut, c'est ne pas laisser l'aventure s'engager. Sinon c'en est fait pour vingt ans de dictature. Napoléon III n'a pas duré davantage. Mussolini non plus. Staline ne durera pas beaucoup plus, même en Russie.

Nos staliniens ne sont pas de cet avis. Ils se figurent que de Gaulle ne tiendrait pas quinze jours et qu'ils lui succéderaient. Aussi se moquent-ils de faire son jeu. Ils s'en réjouissent même. Qu'il vienne vite. Le plus tôt sera le mieux.

Ils se font délibérément les fourriers de de Gaulle. Comme leurs camarades allemands se firent les fourriers de Hitler. Il ne devait pas durer non plus. Il a duré onze ans, de 1933 à 1944. S'il avait été joueur moins casse-cou, s'il n'avait pas risqué le coup en 1939, qui sait combien de temps il aurait tenu ?

Pousser Hitler au pouvoir, pour qu'il s'y use en trois mois, fut, paraît-il, l'une des grandes idées de Staline, le stratège génial qui ne se trompe jamais. Pousser de Gaulle au pouvoir serait-il sa consigne ? C'est bien possible. En ce cas, il ne fait guère de doute que le résultat serait pareil. Les circonstances ne sont pas plus favorables à une telle tentative. Elles le sont même moins. Ni à la première épreuve de force ni à la seconde, nos staliniens ne l'emporteront vraisemblablement. Mais à chaque fois ce sera la classe ouvrière qui sera saignée dans la personne de ceux de ses éléments qui confondent le stalinisme de 1947 avec le communisme d'octobre 1917, le fascisme rouge avec l'émancipation des travailleurs. Et même dans la personne de révolutionnaires moins aveugles, hélas ! mais résignés à se battre partout où des ouvriers se battent.

Une légende

Il est une légende, flatteuse mais imméritée, en train de s'accréditer, à laquelle il est temps que je coupe les ailes publiquement. On écrit, on dit que j'ai été secrétaire de la C. G. T. C'est un bon camarade du « Libertaire », en rendant compte de ma brochure l'an dernier, qui m'a donné ce titre. Il croyait vraiment que j'avais un temps occupé cette fonction. Je l'ai détrompé, comme j'ai détrompé un rédacteur de « Combat » qui avait repris cela. J'ai appartenu au Comité confédéral de 1904 à 1914. C'est tout. Mais le syndicalisme révolutionnaire alors n'avait pas que des militants professionnels. J'étais un de ces militants sans fonction. Je le suis resté.

P. MONATTE.

Parmi nos lettres

Le « galibot » Lecœur

La rectification suivante nous est adressée au sujet de Lecœur et de ce qu'il est dit de lui dans l'étude sur la politisation des Houillères nationales :

Il faut lire (R. P. de nov., p. 39-247) : « Lecœur, qui est né en 1911.. » au lieu de : « qui est né en 1903... »

Voici d'ailleurs quelques renseignements complémentaires sur la compétence professionnelle de Lecœur, président actuel du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais.

Né en septembre 1911, il a travaillé, dès l'âge de 13 ans, comme galibot aux mines de Bruay : 97 *journées en 1924 et 42 journées en 1925. Pour ces 139 journées, il a gagné un salaire de 1.509 fr. 25, soit en moyenne 10 fr. 86 par jour.*

Ensuite, il a travaillé aux mines de Lens, *toujours en qualité de « galibot » :*

234 journées en 1925 ; 192 en 1926 ; et 28 en 1927.

Pour ces 454 journées, il a gagné 6.504 fr. 10, soit en moyenne 14 fr. 02 par jour.

Lecœur totalise ainsi 593 journées de travail en deux ans et demi, ce qui est une sorte de record dans l'absentéisme.

Cette activité réduite limite singulièrement ses « droits à la retraite » en tant que mineur. Avec le régime actuel, il pourra toucher, à 55 ans, une retraite annuelle de 322 fr. 55 !

Le parti des fusilleurs

Nous avons reçu la lettre suivante :

Je vous prie de noter que je ne désire pas me réabonner à votre intéressante revue. Vous avez donné dans votre numéro d'août-septembre 1947 (p. 45-173) une fausse statistique du nombre des fusillés par les Allemands et des fusillés par des Français depuis la Libération pour servir une cause que je considère comme exécrable.

Je vous dis d'ailleurs ça à regret : la R. P. étant la seule publication qui m'intéressait en cette sinistre époque.

Lucienne BLOCH.

P. S. — *Renseignements pris au ministère des A. C., aucune statistique de cette nature n'a été communiquée à la presse.*

Le reproche d'avoir donné une fausse statistique nous avait été particulièrement sensible. Cette statistique, nous l'avions empruntée à une circulaire de l'Institut des hautes études américaines. Nous nous sommes retournés de ce côté. Voici les précisions que nous en avons reçues :

Les renseignements que nous avons publiés nous ont été communiqués par un membre du cabinet de M. Mitterrand. Leur exactitude a été confirmée lors d'un débat à la Chambre où certains de ces chiffres, notamment celui concernant les exécutés sans jugement, ont été reconnus exacts par le ministre de la Justice et celui des Déportés (voir le Journal officiel)

Cependant, il est bien exact que ces statistiques n'ont pas été communiquées officiellement à la presse. Notre Institut d'ailleurs ne saurait être assimilé à un journal ou à une agence quelconque. Je vous signale cepepndant qu'une erreur de frappe s'est glissée dans un intitulé, erreur que nos lecteurs ont d'ailleurs rectifiée d'eux-mêmes. Il ne faut pas lire « fusillés là la suite de jugements de tribunaux militaires français » 1944-1945, mais « fusillés à la suite de jugements de tribunaux français » 1944-45.

Le point de fait tranché, que Lucienne Bloch nous permette d'ajouter quelques mots. Dans cette sinistre époque, il n'est rien de plus sinistre que d'être obligé de perdre ses illusions et la confiance qu'on avait mise dans le mouvement communiste. Mais la vérité avant tout. Ce n'est pas servir une cause exécrable que de détromper les trompés et de démasquer les trompeurs. Le parti stalinien s'est vanté d'être le parti des fusillés. Il mérite plutôt d'être appelé le parti des fusilleurs.

Centenaire de 1848

Le camarade Baillieux, de Charleville, nous adresse quelques suggestions :

Au seuil de 1948, ne pourriez-vous pas consacrer un numéro de la R. P. au centenaire du mouvement ouvrier de 1848 ? Cela apporterait des documents aux jeunes qui en manquent et instruirait aussi les vieux qui ont oublié ; en outre, ce serait commémorer nos ancêtres qui ont tant fait pour le mouvement ouvrier.

Pensez-y, assemblez les matériaux et sortez-nous quelque chose d'objectif et de complet.

Nous nous préoccupons depuis quelque temps de commémorer 1848 du mieux que nous pourrons. Nous le ferons avec d'autant plus de soin que la période actuelle présente beaucoup d'analogies avec celle de 1848. Mêmes vastes espérances, même confiance naïve dans l'Etat, et hélas ! même perspectives de journées de juin.

Nous n'oublions pas non plus que le centenaire du Manifeste communiste tombe l'an prochain.

Baillieux aborde un autre sujet qui serait mieux à sa place dans l'« Entre nous », mais aujourd'hui cette rubrique est accaparée :

Une petite critique : je suis allé au congrès de Force ouvrière, *à titre d'observateur. J'ai remarqué l'absence totale de notre revue. Je crois qu'il faudrait, lorsque se tient une assemblée groupant de nombreux militants ouvriers, que vous envisagiez de faire vendre notre revue à l'entrée des congrès. Ce serait une bonne et utile propagande. Invitez les camarades des départements à en faire autant dans leur sphère.*

Baillieux a raison. Mais nous n'avons pas tout à fait tort. Nos amis devraient nous aider davantage. C'est eux qui peuvent et doivent faire pénétrer notre revue partout ; au congrès de Force Ouvrière, ils étaient un certain nombre, certains comme Baillieux, d'autres plus engagés. Nous ne l'avons appris que par la suite. Un seul a profité de sa venue à ce congrès pour venir s'entretenir avec nous. N'est-ce pas eux qui auraient dû se charger de faire connaître la R. P. dans cette circonstance ?

Il serait facile de trouver dans notre vie quotidienne des symptômes préconcentrationnaires. Le plus typique, me semble-t-il, dans la France (et dans le monde) d'aujourd'hui, c'est la passivité. Des masses considérables se comportent actuellement comme si l'univers était absurde. Un tel sentiment, même sans arriver à la pleine conscience, provoque immanquablement une dépression paralysante. Que sert donc de lutter si pèse sur nous une fatalité absurde, si le monde est un idiot criminel, et que reste-t-il d'autre à faire qu'à chercher une fuite chacun pour soi, si tant est qu'on en ait encore le désir ? C'est aussi bien la résignation des queues devant les boutiques que l'étrange acceptation de la troisième guerre mondiale.

David ROUSSET.

(novembre 1947)

La grève des instituteurs de la Seine

Quinze jours de grève complète des instituteurs parisiens : voilà un événement sensationnel ! Jamais les pédagogues n'avaient volontairement abandonné leur travail, laissé muettes leurs classes, fermé délibérément les portes des écoles ; jamais encore ils n'avaient fait « leur » grève, car on ne peut compter pour telle leur participation, réduite à quelques-uns d'entre eux, aux grèves politico-syndicales des 12 février 1934 et 30 novembre 1938, moins encore les esquisses velléitaires, incomplètes et impuissantes que leur firent dessiner, de-ci de-là, des dirigeants syndicaux débordés on ne peut plus largement par le mouvement actuel. Il s'agit cette fois d'une grève totale arrêtant non seulement les leçons, sans souci des beaux programmes coupés en tranches, mais aussi tous les à-côtés très réalistes, plus directement sensibles aux parents, de la pédagogie en action : je veux dire les garderies et les cantines.

Ce serait déjà suffisant pour retenir l'attention. Mais ajoutez à cela que cette grève, partie pour une revendication intéressant tous les instituteurs du pays, et même tous les enseignants (et même tous les fonctionnaires) se déclencha dans la Seine seulement et contre l'avis des organismes nationaux et fédéraux, qu'elle s'arrêta précisément le jour même où ces mêmes organismes démarraient à leur tour (sans grande ardeur, ni conviction, il est vrai ; ajoutez surtout qu'elle ne se déroula pas au milieu d'un « Sahara politique » — pour reprendre l'expression d'un camarade de ma sous-section, celle du neuvième arrondissement de Paris — mais qu'au contraire elle se produisit au cœur même d'une grande manœuvre « communiste », bouleversant le pays et prenant les allures d'un coup de force, et il ne fait plus de doute que la grève des instituteurs mérite un examen approfondi.

J'en étudierai d'abord le caractère original, ce qui m'amènera sans doute à pénétrer prudemment dans les arcanes du programme revendicatif des fonctionnaires, fourré réservé jusqu'ici à de grands spécialistes comme notre camarade Lavergne, calculateur émérite, grand chasseur de textes et de barèmes devant l'Eternel, irremplaçable dans la « bagarre » des comités, commissions et sous-commissions (et dans cette bataille-là seulement). Je déroulerai ensuite le « film » de la grève, au moins celui des principaux épisodes, et l'on y verra toujours en arrière-plan, et souvent même en « gros plan », les excroissances politiques, car pour aussi résolument apolitique qu'elle fût, notre grève ne cessa pas — au contraire — d'intéresser les grands stratèges, théoriciens et praticiens de « l'élargissement des objectifs ». Et puis, j'essaierai pour conclure, et aussi chemin faisant, d'en tirer des leçons, des positives et des négatives. Mais je veux tout de suite en dégager la principale : l'extraordinaire combativité des instituteurs et spécialement des institutrices, en grève (une vraie « radicalisation »), une ardeur telle que nombre de militants, qui se trouvaient hier encore à plusieurs kilomètres « en avant des masses », furent bel et bien « tournés par la gauche », une volonté générale de lutte qui s'accompagna toujours d'un sérieux et d'une compétence remarquables. Tout cela se montrait d'un coup dans le plus petit comité local comme au comité central de grève. Les camarades d'autres corporations qui eurent l'occasion d'y assister s'en déclarèrent agréablement surpris. L'action directe avait tout haussé à un niveau supérieur. Nul doute qu'elle ait beaucoup appris à chacun de nous. Et je connais de mes collègues — pour qui cette grève fut la première et peut-être la dernière — qui en garderont une vue toute différente de celle qu'ils avaient sur la pensée et sur l'action syndicales.

Mais il y eut l'effarante confusion de la fin ! Nous en reparlerons.

Caractère de la grève

Que notre grève ait été purement revendicative, professionnelle, corporative, dans son origine, ses buts et ses moyens, personne ne l'a sérieusement contesté. La presse, dans sa grande majorité, l'a reconnu.

Les preuves n'en manquent pas : ne serait-ce que le fait qu'elle fut suivie par la quasi-unanimité du personnel enseignant; et l'on sait que cette masse de plus de douze mille hommes et femmes (avec nette majorité féminine) est politiquement très hétérogène et que l'influence stalinienne, si elle s'y exprime avec cette ferveur religieuse qu'on lui connaît, ne s'étend pas à plus de deux mille d'entre eux (en y comprenant les zones floues). Il est important aussi de préciser que le mouvement fut mis en branle par le bureau de la section de la Seine du Syndicat national, et plus spécialement par son secrétaire général, le camarade Breuillard, dont l'habileté manœuvrière est proverbiale (qu'il ne voie là rien de péjoratif) et qui est cordialement haï des staliniens pour leur avoir ravi la direction de la section. La neutralité politique de la grève se confirme quand on voit s'y associer des groupements aussi tièdes, incolores et particularistes que la Société pédagogique des Directeurs ou que l'Association des professeurs de cours complémentaires. Elle éclate enfin avec la participation fidèle du syndicat chrétien, en rébellion, lui aussi, avec ses organismes nationaux (1).

C'est surtout l'opportunité du mouvement qu'on a discutée. L'argument nous intéresse peu quand nous le trouvons dans la presse ou dans la bouche d'un ministre. Il retient au contraire toute notre attention quand il est mis en avant par des militants très avertis. L'objectif principal, pour ne pas dire unique, de la grève était le reclassement de la fonction

(1) J'ai eu sous les yeux un curieux document : « Hautes Etudes américaines ». — Destin français. No 19 (?). « La grève des instituteurs parisiens et la situation de l'éducation nationale ». — L'auteur en s'appuyant sur des faits d'ailleurs fort bien vus, veut prouver que la grève fut d'inspiration stalinienne. Mais là, il ne sait pas ce qu'il dit.

enseignante » (j'éclairerai ce point tout à l'heure), vieille revendication devenue très aiguë depuis près de trois ans et sur laquelle les instituteurs ont été lanternés par tous les gouvernements depuis la « Libération ». On peut et l'on doit s'étonner qu'ils n'aient pas agi plus tôt, et, en particulier, au cours de l'année scolaire 1946-1947, après leur congrès de Grenoble qui avait pris sur ce point les résolutions les plus nettes.

Ce recul continuel de l'action qui se révèle aujourd'hui très lourd de conséquences, et qui s'opéra en dépit des efforts d'une gauche active (animée particulièrement par la tendance de « l'Ecole Emancipée »), doit être attribué à plusieurs causes : d'abord aux illusions démocratiques persistantes de la masse des instituteurs, plus encore aux habitudes bureaucratiques, si bien intentionnées qu'elles puissent être, profondément enracinées chez les dirigeants du Syndicat national, et aussi, avant tout peut-être, à la tactique de défense gouvernementale des militants staliniens qui dépassèrent en opportunisme les réformistes les plus invétérés. Il suffisait de mettre en avant l'idée seule d'action directe, pour les trouver contre soi avec leur agressivité coutumière et les arguments rebattus : « la grève ne paie pas », « la grève est l'arme des trusts », « billevesées gauchistes », etc... Il n'y a pas si longtemps que, dans ma propre sous-section, « le stalinien de service » donnait la grève du Livre comme exemple de mouvement dérisoire et inutile !

Si donc nos staliniens sont devenus maintenant des professeurs d'action directe, et même des gréviculteurs patentés, tout le monde sait qu'il n'y a pas longtemps que cela les démange, qu'il a fallu que les grands ministres communistes soient remerciés, et surtout qu'ils aient entendu, bon gré, mal gré, les voix venues du Très Haut. Pourquoi donc déclencher la grève, au moment même où ils sautaient sur l'occasion comme la pauvreté sur le monde ? Parce qu'il était juste et indispensable de le faire. Parce que le gouvernement, manquant encore à ses promesses, n'avait pas fait connaître aux dates prévues son plan de reclassement de la fonction publique, parce que le 15 novembre était l'extrême limite que nos propres organisations, après plusieurs reculs, avaient acceptée, parce que le projet Teitgen qu'on avait mis en avant contenait une réelle menace contre les enseignants (nous dirons pourquoi), enfin parce que les instituteurs, soudain radicalisés, voulaient l'action.

Avant d'exposer comment cette grève fut préparée et comment, en fin de compte, elle se déclencha il me paraît indispensable d'introduire le lecteur dans le terrain aride des revendications des travailleurs de la fonction publique, plus particulièrement des revendications des instituteurs.

Reclassement, revalorisation, minimum vital

La grande pitié des fonctionnaires est chose connue. Pour eux, et plus encore peut-être que pour les travailleurs de l'industrie et du commerce, se repose sans cesse la question de l'adaptation de leurs traitements au prix de la vie. La revalorisation est donc une revendication permanente ; arracher chaque année (et même plusieurs fois par an) un certain nombre de milliards au gouvernement, voilà toute la lutte des fonctionnaires, toute la bataille jamais terminée de la « revalorisation de la fonction publique ». C'est ce qu'on peut appeler « le problème des crédits ». Et là-dessus tous les fonctionnaires s'accordent pour soutirer le plus possible au ministre-Harpagon.

Mais comment ces crédits seront-ils répartis entre les différentes catégories d'agents ? Les voilà tous l'oreille dressée et commençant, les uns les autres, à se regarder de travers car dans la mesure où les uns en ont un peu plus, il faut que les autres en aient un peu moins. On comprend que selon le barreau de « l'échelle » où on les classe, selon « le pli de l'éventail » où ils se trouvent placés, ils mangeront plus ou moins au banquet des crédits. Et voilà le problème du « reclassement des fonctions publiques », et plus particulièrement celui de la fonction enseignante. Cette dernière question a servi de thème de propagande aux partis de « gauche », comme assortiment de la défense de l'Ecole laïque, leitmotiv de tous les programmes du Grand Parti pendant tout le temps où M. Thorez fut ministre (serait-il indiscret de demander pourquoi ce président, naguère chargé de la fonction publique, n'a pas attaché son nom à ce fameux « reclassement » plutôt qu'à un statut plus ou moins « scélérat » ?).

Nous abordons maintenant « le problème des indices ». De la même façon que, dans l'industrie, les différentes catégories professionnelles, les membres de la maîtrise et des cadres se voient affecter un coefficient par rapport au salaire du manœuvre pris comme base, de même les fonctionnaires vont se battre (je dis bien : se battre) pour l'indice le plus élevé possible par rapport à celui du fonctionnaire le moins payé. Ce n'est pas facile de contenter tout le monde et son père. Une commission ministérielle, dénommée : commission Coyne, s'était en vain essayée à résoudre la quadrature du cercle. En désespoir de cause, l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires (U.G.F.F.) avait été chargée de mettre d'accord les différentes catégories ; elle y était parvenue tant bien que mal et avait déposé ce qu'on a appelé le plan de l'U.G.F.F. (Il faut dire que la question se compliquait du fait que la Fédération postale, dont le poids spécifique est considérable, a toujours fait cavalier seul). Bref, les instituteurs avaient tout lieu d'être satisfaits du sort que leur faisait ce plan. Pendant longtemps, ils avaient été assimilés aux commis des administrations ! Le plan de l'U.G.F.F. les classait avec les contrôleurs et contrôleurs principaux des P.T.T., avec les inspecteurs des régies financières, et leur accordait l'indice 230 au début, l'indice 440 en fin de carrière (100 étant l'indice du fonctionnaire le moins payé). Défendre ces « parités », telle était la revendication essentielle mise en avant par les instituteurs et pour laquelle les pédagogues de la Seine luttèrent principalement.

Ils se trouvaient, depuis septembre, en face d'un obstacle nouveau : le plan Teitgen, auquel l'estampille officielle donnait plus d'importance qu'à tous les autres plans. Celui-ci détruisait insidieusement les parités si chères. Bien entendu, il commençait par réduire, pour toutes les catégories moyennes, les coefficients de l'U. G. F. F. C'est ainsi que nos « pairs » se voyaient attribuer 185 à la base, 360 au sommet. Mais, par faveur spéciale, les instituteurs, s'ils partaient bien à 185, ne parvenaient qu'à 315 (au bout de combien d'années d'apostolat pédagogique !) ; seul, un centième du personnel (?) — les directeurs de plus de six classes, probablement — sautait d'un coup à l'échelon 360. Ce qui était

naturel pour les uns devenait très exceptionnel pour les autres. Au fond, les parités, les fameuses parités, étaient par terre. Il faut insister sur ces choses pour bien comprendre le point de départ et le point d'arrivée de la grève des instituteurs parisiens. On ne l'a peut-être pas fait suffisamment avant de partir en bataille, car le seul mot de « reclassement » restait un peu vague et prêtait à des acceptions très variées.

Troisième problème : il ne suffit pas de déterminer des coefficients ; encore faut-il s'entendre sur l'unité, ce traitement du lampiste sur lequel s'appuie tout cet édifice si laborieusement construit. Car si l'instituteur de quarante ans (je suppose) a le coefficient 300, cela veut dire qu'il touchera trois fois ce que le cantonnier, qui aborde pour la première fois sa route nationale, se voit généreusement allouer. Et voilà comment nos revendications se relient à celle du minimum vital. (La loi portant statut des fonctionnaires, disons la loi Thorez si vous le voulez bien, avait fixé — au moins théoriquement — à 120 % du minimum vital le traitement du fonctionnaire le moins payé.)

Par ce côté, la lutte des instituteurs s'unit à celle de tous les travailleurs. Par le total des crédits à arracher au gouvernement, elle est celle de tous les fonctionnaires. Par le reclassement, elle est spécifiquement celle des enseignants de tous les ordres et singulièrement celle des lampistes parmi ceux-là que sont les instituteurs.

Ce dernier point avait le numéro un dans les objectifs de notre grève. Cela fut dit et répété au cours de la lutte par les dirigeants que tentaient sans cesse de déborder les « élargisseurs » staliniens. Je dis quant à moi que s'il est probable que cela fut toujours clair pour « les têtes » de notre mouvement, ce l'était beaucoup moins peut-être pour la masse des grévistes où je prenais mon modeste rang. Car si je me suis efforcé de résumer les problèmes posés, avec la prétention de les rendre clairs, ils sont en réalité affreusement compliqués (on l'a vu à chaque fois qu'un audacieux essayait de mettre des chiffres derrière les mots).

Mais il me faut maintenant aborder l'histoire de la grève.

La préparation du mouvement

L'assemblée générale du 6 novembre vota, sur la proposition de Breuillard, une motion très précise : unanimement une première partie déclarant que les instituteurs de la Seine étaient décidés à user de la grève, sans garderies ni cantines; à une grosse majorité, une seconde partie organisant sur ce point un referendum dans toutes les écoles. Les staliniens opposèrent au referendum la discussion et le vote dans les sous-sections. Nous n'avons pas ici, je crois, la religion du referendum ; nous n'en faisons pas une panacée à tous les maux du syndicalisme. Mais, en l'occurrence, il s'imposait pour donner à la grève la base la plus large possible ; il était la condition de la réussite massive du mouvement. C'est parce qu'il fut effectué, que des camarades qui votèrent « non » furent pourtant de fidèles grévistes ; dans ma sous-section, une institutrice, qui s'était opposée à la grève, la fit jusqu'au bout et montra une grande activité au comité local de grève.

Le referendum eut lieu dans la journée du 10 décembre. Il porta sur cette question : « Etes-vous partisan d'une grève, sans garderie ni cantine, décidée en accord avec le Cartel des Services publics (je demande de retenir ce point) et ayant pour objectif le reclassement de la fonction enseignante ? » Il était indiqué que « toutes les précautions seraient prises pour que le mouvement n'ait, à aucun moment, un caractère politique ». Ce paragraphe, dénoncé par les staliniens comme une tentative de « torpillage » de la grève, s'il était nécessaire, demeurait quand même un peu vague. On connaît les résultats de la consultation : 77 % des maîtres et maîtresses répondirent « oui ». (Le déroulement démocratique du referendum ne saurait être sérieusement contesté.)

Il est important de rappeler ici deux déclarations de Breuillard à l'assemblée générale dont j'ai parlé : « Les résultats de la lutte que nous entreprenons intéressent une génération de maîtres d'écoles. Il ne sera peut-être plus question du reclassement avant vingt-cinq ans ». Il ajoutait : « Les instituteurs de la Seine partiront en flèche, mais ils entraîneront derrière eux le Syndicat national et tous les instituteurs du pays » (ce point, surtout, est essentiel).

Le conseil syndical se réunit plusieurs fois pour « interpréter » les résultats du vote. Il opposa ce que j'appellerai les « activistes » et les « formalistes » qui prenaient argument du membre de phrase prévoyant l'accord des organismes supérieurs (ces derniers avaient tort, selon moi, car le « oui » des instituteurs était, dans l'esprit, sans restriction (2). Allait-on faire la grève dès le lundi 17, puisque aussi bien la date fatidique du 15 était passée sans que le gouvernement ait daigné faire connaître ses projets ? Nous ne partîmes pas ce jour-là, et c'est au plus haut point regrettable ; le retard de quatre jours devait peser sur tout notre mouvement et nous jeter au milieu de la « grande bagarre » où son caractère propre se fondit. Qu'on m'entende bien : je ne suis pas un corporatiste ; mais si, pour une grève revendicative, je ne pose pas la question : qui dirige ? je la pose au contraire, et bien haut, pour une grève généralisée dont les objectifs sont, au départ, obscurs même à ceux qui la font.

Il y eut, le lundi 17, une réunion du conseil syndical élargi aux secrétaires de sous-sections. Elle restera fameuse. Aigueperse et Bonissel y représentaient le bureau du Syndicat national, Lavergne celui de la Fédération de l'Enseignement. Ils combattirent la grève, tous les trois, et longuement. Les militants se trouvèrent, en fin de compte, en face de deux motions : celle de Garmy, reportant « à plus tard » le départ du mouvement ; celle de Gallienne stipulant son déclenchement pour le vendredi 21 novembre. Cette situation ne manque pas d'une pointe d'humour : Garmy était, hier encore, l'ardent défenseur des positions staliniennes ; les « communistes » utilisaient depuis longtemps son éloquence naturelle ; c'est contre la liste Breuillard qu'il fut élu au conseil syndical. Or, Breuillard se résolut pourtant à voter sa motion (je n'insisterai pas sur ce qu'a d'énigmatique, pour moi au moins, la position de Garmy ; je me contenterai de constater qu'il a raté le dernier virage). Gallienne, au contraire, est au conseil syndical un des représentants de « l'Ecole Emancipée »; pour les staliniens, il est le « trotskyste » mille

---

(2) Le plus piquant est que Bonissel et Aigueperse épiloguent maintenant encore sur ce membre de phrase pour montrer que le referendum a été mal « interprété ». Il faut donc admettre que les douze mille grévistes ont mal compris leur propre pensée !

et mille fois maudit. Ils se comptèrent pourtant sur sa motion ! Par appel nominal, le vote, réservé aux conseillers syndicaux, donna 22 voix à la grève le 21, contre 20 voix à la « grève différée » (la majorité ne se composait pas seulement des staliniens et des membres de « l'Ecole Emancipée », mais aussi de plusieurs amis de Breuillard). La presse devait faire un sort à ce vote difficile, et, plus particulièrement, « le Populaire » qui — il faut bien l'enregistrer — fut en cette occasion, et pendant tout le mouvement, le plus hostile et le plus fourbe.

Je crois que Breuillard s'est trompé ce jour-là. Il eut beau déclarer tout de suite que le vote était acquis et qu'il n'y avait pour lui qu'un devoir : l'organisation immédiate de la grève (et il tint parole, selon moi). Son opinion, contraire non seulement à ce que pensait alors la masse du personnel, mais encore à ce qu'il avait lui-même déclaré le 6 novembre, devait nuire à la grève et favoriser les opérations que les staliniens menèrent contre lui, souvent avec succès.

La partie adverse

Pour les instituteurs, le patron c'est le ministre de l'Education nationale, et plus encore peut-être le ministre des Finances. L'Université est dirigée, depuis longtemps déjà, par Naegelen, nimbé d'une auréole de « grand ami des instituteurs ». On me fera difficilement croire cependant que s'il l'avait voulu, vraiment voulu, notre reclassement n'eût pas été depuis longtemps acquis. Cet ex-professeur d'école normale connaît pourtant la situation de l'école laïque; il sait que le recrutement des maîtres est tari et que les écoles normales qui recrutaient naguère l'élite des élèves de l'enseignement primaire supérieur doivent maintenant se contenter de candidats médiocres, et pires (encore n'en trouvent-elles pas assez !) Mais il est notre ami, et puisqu'on nous le dit, nous devons le croire. Il nous l'a encore répété dans l'appel-adjuration qu'il nous fit à la veille de notre mouvement qualifié par lui de « dangereux et d'inopportun ». Nous n'avons pas été gentils avec lui, et il nous le fit bien voir quand, le matin du 21, les policiers, sur l'ordre du ministre de l'Education nationale, affirmèrent-ils, pénétrèrent dans certaines écoles et exigèrent l'ouverture des portes.

Au fait, ce matin-là, il n'était plus ministre que pour « expédier les affaires courantes ». La question s'est posée un moment de savoir si nous devions partir en grève alors que nous n'avions plus de ministre. Nos dirigeants eurent raison, là encore, de ne pas être trop formalistes. Notre reclassement était posé depuis longtemps devant les conseils du gouvernement ; un hiatus de quelques jours ne devait pas nous arrêter, le pouvoir n'était pas vacant. Aussi bien, nous vîmes revenir bientôt notre sympathique ministre. Il était demeuré, malgré les assurances que, la veille encore, il avait données à Breuillard : écœuré par notre manque de confiance, il ne voulait plus, disait-il, faire partie d'aucun gouvernement ! Bien entendu, c'est pour nous défendre qu'il était resté...

Pendant toute la durée de la grève, il se drapa dans sa dignité et refusa de recevoir nos représentants. Nous n'eûmes accès aux cabinets ministériels que par l'intermédiaire des délégations officielles du Syndicat national ou de l'U.G.F.F. (celles-ci ne parurent pas tellement enchantées de l'intrusion de nos délégués !)

Mais, même derrière le décor, il n'en est pas moins vrai que notre grève faisait du bruit...

Les premiers jours

Donc, la grève démarra le vendredi 21 novembre. Il s'avéra, dès le premier jour, qu'elle était un succès : on peut évaluer à 90 % le contingent gréviste. Et il devait grossir le lendemain ! Je passe sur les incidents pittoresques, dus au fait que les écoliers y furent quelquefois mêlés, et que la presse a mis en vedette. Je dirai seulement quelques mots de l'attitude de la police : elle varia selon les lieux ; il y eut quelques arrestations de piquets de grève. Pour la première fois, le caractère quasi sacré des écoles, ces temples du savoir, fut violé par les «flics» qui exigèrent en maints endroits l'ouverture des portes (mais les élèves aussi faisaient la grève !). Dans ma propre école, j'ai vu arriver « Police-Secours », quelques minutes après que le piquet de grève eut terminé son office et j'ai entendu le brigadier interpeller avec arrogance le directeur qui n'en pouvait mais !

Des réunions de grévistes se tinrent quotidiennement par arrondissement ou commune. Le comité départemental de grève se réunit, lui aussi, chaque jour et même plusieurs fois par jour. Il comprenait, outre le conseil syndical, les représentants des organisations participantes, un délégué par sous-section (deux si la sous-section comptait plus de cent adhérents). Il faut dire que toutes les réunions étaient publiques (cela aura beaucoup d'importance).

Bref, la grève était magnifiquement partie, et les instituteurs parisiens attendaient impatiemment la décision de grève générale que prendrait sans doute le Conseil national de leur syndicat qui était convoqué pour les 22 et 23 novembre.

Le Conseil national et ses suites

On sait que cela ne se passa pas ainsi. Le Conseil national comprend les représentants des sections départementales, pratiquement les secrétaires. A une forte majorité, il vota finalement une motion accordant un délai de dix jours au gouvernement et demandant aux instituteurs de la Seine, tout en conservant leur organisation de grève, de reprendre provisoirement le travail. L'hypothèque politique pesa fortement sur cette prise de position. Nous sommes à un tournant décisif du mouvement. Que vont faire les grévistes parisiens ?

Le comité départemental de grève se divisa : la majorité opta pour la continuation de la lutte ; la minorité, avec Breuillard, se prononça pour l'arrêt. Les deux partis se mirent d'accord pour consulter une deuxième fois « la base » par un referendum sur cette question : « Etes-vous partisan de la poursuite de la grève ? »

Les assemblées locales du lundi matin, 24 novembre, se trouvèrent placées en face du problème. Je pris, dans la mienne, une position sur laquelle j'engage ma responsabilité devant mes camarades de « l'Ecole Emancipée » ; si certains d'entre eux furent de mon avis, d'autres ne le furent pas. Mais je pense que cela restera sur le terrain de la discussion fraternelle. Je posai la question : Faut-il arrêter cette grève ? Et je répondis : Oui, il faut l'arrêter.

J'exposai que ces trois jours de grève avaient fait la démonstration de notre volonté et de notre cohésion, que le coup était vigoureusement marqué contre le gouvernement et, aussi, sur l'esprit de nos dirigeants syndicaux. La motion du Conseil national était nette et affirmative : il fallait la prendre au mot. Pourrions-nous poursuivre la grève pendant dix jours d'abord, puis plus longtemps encore si elle devenait nationale, sans risquer l'effilochage ? Rien n'était pire qu'une grève usée, mourant de consomption. La rentrée en bloc, au contraire, était loin d'être une défaite. Notre unanimité attestait que nous repartirions de plus belle sur un mot d'ordre national si le gouvernement faisait fi de notre protestation. Je rappelai que nous étions partis « en flèche » pour être suivis par nos camarades des départements. Enfin, je ne me fis pas faute de déclarer qu'au fur et à mesure que notre grève durerait en s'affaiblissant, les risques de « colonisation », de « politisation » deviendraient plus grands.

Je reconnais volontiers — et pour m'en réjouir — que j'avais surestimé les dangers immédiats d'effilochage du mouvement. Mais je ne suis pas sûr que la fin de la grève ait tellement infirmé ma position. Tout cela n'est pas assez clair encore pour en juger définitivement.

Ma sous-section me suivit dans sa grande majorité. Mais, le résultat du referendum me donna largement tort : par 7.100 voix environ contre 4.500, les instituteurs de la Seine décidaient de poursuivre la grève (la majorité était nette surtout dans les sous-sections de banlieue). Une nouvelle ardeur nous enflamma, et la quasi-totalité des minoritaires fut, je crois, parfaitement disciplinée. Les premières défections ne devaient se manifester qu'un peu plus tard. Nous étions maintenant partis jusqu'au 4 décembre au moins, date à laquelle le gouvernement avait annoncé qu'il ferait connaître son plan de reclassement.

Le rebondissement du mouvement et la montée de l'influence stalinienne

Les staliniens considérèrent le referendum comme leur victoire. Ils y virent l'occasion d'avoir la peau de Breuillard qu'ils accusèrent d'avoir mal défendu notre cause devant le Conseil national et que « l'Humanité » commença de couvrir d'injures. Ils obtinrent contre lui des votes de sous-sections ; ils marquèrent des points ; dans les réunions du comité départemental de grève, leurs « mobilisations » se firent plus imposantes. (Le camarade Breuillard, un moment sérieusement ébranlé, devait, par la suite, reprendre sensiblement du poil de la bête et réussir, malgré tout, à mener sa barque avec intelligence et habileté.)

Au premier comité qui suivit le referendum, les militants staliniens, s'appuyant sur ses résultats, proposèrent l'élargissement du bureau de grève qui ne représentait plus, disaient-ils, la volonté de lutte du personnel. Ils posèrent cinq candidatures dont trois staliniens, mais aussi deux camarades de « l'Ecole Emancipée » qu'ils avaient oublié de consulter ! Le comité, pour que la majorité du bureau ne soit pas renversée, accepta finalement six camarades : deux staliniens, deux « Ecole Emancipée » et deux amis de Breuillard qui avaient voté pour la continuation de la grève. Mais il fut entendu que cette adjonction « d'eau chaude » serait la dernière.

En même temps, dans la masse des grévistes, des courants particularistes se faisaient jour. Le vote du Conseil national avait aggravé le dissentiment latent que j'ai toujours constaté — sans me l'expliquer très clairement — entre Parisiens et provinciaux. On vit poindre des propositions tendant à la modification des objectifs de grève ; des sous-sections votèrent même des motions favorables au « traitement spécial » des instituteurs de la Seine (telles celle du 18e arrondissement, celle de Noisy-le-Sec). On parla même d'un syndicat départemental pour la Seine ! Le comité central de grève réagit, il est vrai, contre ces courants. Ils n'en ont pas moins existé, et ils subsistent.

Mais, dès le lundi 24 novembre, les staliniens frappèrent un grand coup. Le bureau du syndicat départemental de l'Enseignement (tous les degrés) est entre leurs mains : il lance le mot d'ordre de la grève à tous les ordres d'enseignants. Loin de moi l'idée de sous-estimer le renfort que la grève des deuxième et troisième degrés pouvait nous amener. Pourtant, la vérité oblige à dire que les staliniens « bluffèrent ». Cette grève des instituteurs les irritait autant qu'elle les servait : elles les servait, dans leur mouvement général, au besoin même comme « alibi », en raison de son caractère manifestement apolitique ; elle les irritait, parce qu'elle faisait malgré tout la preuve qu'une grève pouvait être déclenchée et conduite sans leur direction. Il leur fallait, à tout prix, la « soutenir », « l'aider », la chaperonner. Voyons ce qui se passa réellement : dans l'enseignement supérieur la grève ne toucha que le Centre de la recherche scientifique et, très partiellement, la Faculté des Sciences ; dans l'enseignement secondaire, elle ne dépassa guère le noyau des professeurs communistes et communisants (elle fut beaucoup plus large pour le mouvement de deux jours patronné par la Fédération nationale de l'Enseignement, mais ceci est une autre histoire) ; le premier jour, seul le lycée Jacques-Decour ferma ses portes ; il devait d'ailleurs les rouvrir après des batailles homériques entre professeurs de nuances différentes. Dans l'enseignement technique, trois établissements seulement firent grève : le collège Estienne, fidèle à la tradition syndicaliste du Livre (il vota unanimement la reprise en même temps que les instituteurs), le collège technique du Perreux et l'Ecole normale supérieure technique (grève des étudiants) ; tous les autres collèges techniques et les écoles professionnelles fonctionnèrent quasi normalement, après quelques oscillations deci de-là (je ne parle pas des centres d'apprentissage qui étaient entrés en grève en même temps que nous). Le renfort fut donc assez limité.

Notre grève, pourtant, se maintint solidement jusqu'au 4 décembre. Il faut, je crois, parler un peu des meetings centraux qui se tinrent à la Mutualité. Le premier fut organisé par le Comité départemental de grève et les pédagogues débordaient les limites d'une salle archicomble. Je n'en veux retenir que les interventions d'Aigueperse et de Lavergne. Le premier fut accueilli à la tribune par des bordées de sifflets et d'imprécations. Oh ! je pense qu'il n'est pas toujours mauvais que des dirigeants syndicaux, par trop bureaucratisés, prennent sur le vif la température de « la base » ! La colère des instituteurs grévistes ne manquait pas de justifications, et elle eut raison de s'exprimer un peu violemment. Il restait que le camarade Aigueperse représentait devant nous le Syndicat national des instituteurs. Il le rappela dignement au début de son discours, haché d'interruptions. Ce qu'il dit

respirait une évidente honnêteté, mais montrait, avec non moins d'évidence, le fossé qui sépare une conception très spéciale (très spécialisée) d'un syndicalisme de bureaux, et le syndicalisme d'action directe. Lavergne eut un peu plus de chance, parce qu'il vint après, encore que le récit de ses « batailles » dans de multiples commissions souleva parfois les rires. Certes, le camarade Lavergne connaît sur le bout du doigt la question du reclassement; rien ne fera pourtant qu'il la connaisse jamais comme les instituteurs grévistes la connaissent depuis trop longtemps.

Le second meeting fut organisé par le Syndicat départemental de l'Enseignement (à direction stalinienne), mais le comité de grève des instituteurs y participa. Il fit salle comble lui aussi. Je rapporte ici l'avis de beaucoup de ceux qui y assistèrent : la rhétorique stalinienne y montra déjà le bout de l'oreille Quant au troisième meeting, il n'emplit guère plus que la moitié de la salle ; le comité de grève des instituteurs avait refusé sa participation, en raison de « l'élargissement » des mots d'ordre. Je n'y étais pas, mais je sais que, cette fois, les staliniens y régnèrent.

Ainsi donc, la « colonisation » de notre mouvement se poursuivait comme il fallait s'y attendre. Je ne dis pas qu'elle réussit partout, et complètement. Mais elle se fit lourdement sentir. Malgré elle, et contre elle, la grève restait cependant solide et cohérente quand, le jeudi 4 décembre, le gouvernement fit connaître son plan de reclassement de la fonction publique.

Ultimes délibérations

J'ai assisté à la première partie de ce comité central de grève qui se tint à la salle de la Grange-aux-Belles — riche de vieux souvenirs — et qui dura toute la nuit du jeudi au vendredi — avec une interruption de minuit à deux heures.

Nous entendîmes le compte rendu de la déclaration de Schuman (assisté de Biondi) à la délégation de l'U.G.F.F. Il nous fut fait par l'un de nos deux camarades qui s'y étaient subrepticement glissés. On a dit : c'est le plan Teitgen ! Il est vrai que la plupart des coefficients demeurent ceux du plan Teitgen ; il est non moins vrai que les instituteurs sont « accrochés » aux inspecteurs des régies financières, et que l'indice de fin de carrière n'est plus 315, mais bien 360. La parité est rétablie. Oh ! je ne crie pas victoire. Je n'ai jamais posé la question du traitement de l'instituteur — et je n'entends pas commencer aujourd'hui — comme l'ont toujours posée nos dirigeants syndicaux. Mais enfin, l'objectif numéro un de notre grève était le reclassement, c'est-à-dire essentiellement les parités. Ce n'est pas moi qui ai fixé les objectifs de la grève ; je n'en suis que plus à l'aise pour dire que nous n'avons pas lutté pour rien.

De la discussion qui suivit je ne retiendrai que quelques interventions. Le camarade Millot, le jeune secrétaire de ma sous-section, qui, dans un arrondissement difficile, mena le mouvement avec tout à la fois de la fermeté et de la souplesse, posa fort justement la question du rythme d'avancement : il n'y a pas parité réelle si le fonctionnaire assimilé arrive à son traitement maximum au bout de quinze ans tandis que nous n'y parvenons qu'après vingt-cinq ou trente ans. Je crois que c'est maintenant ce problème que la direction syndicale devrait mettre en avant.

Mon camarade Bossut, secrétaire de la sous-section de Nanterre, a des qualités de tribun qui le font ressembler moins à un instituteur du type classique, qu'à un militant « métallo » de la bonne époque. De fait, il essaya de placer l'instituteur débutant, avec son coefficient 185, dans la hiérarchie d'une usine comme Renault. Il eut bien raison d'insister sur ce point ; il faut d'abord penser au traitement de début de l'instituteur.

Pennetier fut le seul qui s'efforça de mettre des chiffres derrière les formules abstraites. Aussi, son exposé fut-il très goûté. On s'empara dans les sous-sections des calculs — qu'il recommença d'ailleurs deux fois — et qui ne donnaient au pauvre pédagogue entrant dans la carrière qu'une augmentation dérisoire (peut-être ces calculs étaient-ils quand même un peu hâtifs ?).

La plupart des exposés me semblèrent si énergiques que je pensai « in petto » que notre grève allait rebondir encore. Breuillard lui-même, dans une intervention nuancée, s'il dit qu'en tant qu'instituteurs nous avions une demi-satisfaction, affirma que, sur le plan des fonctionnaires, la lutte lui paraissait inévitable. Il n'y eut que Garmy pour jeter de l'eau froide, et il se fit un peu houspiller. Certains de ses arguments ressemblaient pourtant beaucoup à ceux qui le faisaient applaudir, il y a six mois, par ses amis staliniens. Mais il eut le mérite de dire des vérités désagréables, mais des vérités quand même, sur l'étendue réelle des mouvements que certaines sections de province avaient déclenchés.

Quoi qu'il en soit, c'est la reprise du travail que le comité de grève allait décider. Son bureau unanime — je dis bien : unanime, staliniens compris — lui proposa la rentrée pour le samedi, 6 décembre ; quelques interventions ayant fait des réserves, les staliniens du bureau se séparèrent de l'unanimité et un vote dut avoir lieu : il donna 129 voix pour la reprise du travail contre 35 pour la participation à la grève de deux jours décidée la même nuit par plusieurs fédérations de l'U.G.F.F., dont la Fédération de l'Enseignement.

Il est vrai que cette grève de quarante-huit heures ne signifiait rien. On ne fait pas une « grève d'avertissement » après la bataille. Ce qui pouvait se justifier, c'était une grève, sans limitation de durée, avec des objectifs très précis en partant des propositions gouvernementales. La grève de deux jours n'était qu'un exutoire. C'est un fait pourtant qu'elle fut suivie par la majorité des instituteurs de province. Pour se séparer, encore une fois, de nos camarades des départements, il fallut sans doute de solides raisons aux dirigeants de notre grève. Etait-elle usée à ce point ?

En tout cas, la suite a montré que la solution adoptée était la meilleure. Aurions-nous fait la grève de deux jours, que nous serions rentrés sur l'ordre de liquidation générale donné brusquement par les chefs staliniens. Nous aurions pris notre part de la défaite. Alors qu'il n'est pas vrai que nous soyons battus ! Le décalage dans le départ comme dans la fin de la grève des instituteurs de la Seine lui a conservé son sens et sa valeur.

La dernière journée, celle des grands exploits staliniens

Notre grève avait donc pris fin. Le comité de grève se réunissait encore dans l'après-midi du vendredi, 5 décembre; mais ce n'était que pour régler certaines questions posées par la reprise du travail. Les staliniens ne l'entendaient pas de cette oreille (y compris les « unanimistes » de la veille). Ils firent une

mobilisation générale, et la grande salle de la Bourse était pleine à craquer — ce n'étaient peut-être pas seulement des instituteurs qui l'emplissaient. Les grands ténors donnèrent de la voix. Marcel Prenant, lui-même, s'était déplacé, et il adjura les instituteurs de poursuivre leur mouvement. Une délégation de « communaux » (!) annonça tout simplement que les écoles rouvertes ne seraient pas chauffées ! Tout se passa, au milieu des vociférations et des injures, dans une atmosphère de bagarre. On contesta la valeur du vote de la veille et — je ne sais trop pourquoi — dans cette salle « climatisée », on vota de nouveau : la majorité se prononça encore pour la reprise du travail, mais de nombreuses sous-sections (plus de quarante) se déclarèrent « non mandatées ». C'est ce qui incita le comité de grève à décider, pour le lendemain, un troisième referendum. On en connaît les résultats : 6.600 voix pour la reprise immédiate contre 2.600 pour la participation à la grève de deux jours.

Nos staliniens allaient-ils s'incliner ? Allaient-ils faire preuve de la même discipline que les minorités des deux premiers referendums avaient révélée ? Non pas. Ils crièrent à la trahison, organisèrent un comité de grève dissident et appelèrent les instituteurs à la lutte ! Quelle lutte ? Celle qui les ferait réintégrer leurs classes, deux jours plus tard, sur les injonctions du général Frachon. Ils s'étaient précipités, tête baissée, dans une impasse, et, avec eux, un nombre très réduit d'instituteurs « gauchistes ».

Le stalinien de ma sous-section (un jeune croyant comme nous fûmes, à d'autres périodes il est vrai, de jeunes croyants) m'affirmait avec assurance que cette grève de deux jours se transformerait en grève illimitée. Il avait compté sans Frachon, et Frachon avait compté sans... des inspirations divines.

Il reste que cette fin de grève fut, à cause de leurs exploits, pénible et confuse. Elle devait, à cause d'eux, écœurer un certain nombre de camarades que le déroulement du mouvement avait emballés.

Conclusion... provisoire

La grève des instituteurs de la Seine n'en restera pas moins un mouvement progressif. Elle aura été instructive pour tous, et éducative pour un grand nombre. Elle fut, je l'ai dit, une preuve, rare dans notre corporation, d'énergie et de cohésion. Ses résultats pratiques sont indéniables, bien qu'on ne puisse pas encore les mesurer exactement.

Quant à ses leçons immédiates, ses conséquences profondes, il est un peu trop tôt pour les embrasser. Mais on peut les prévoir. Les problèmes qui se poseront, au lendemain de la grève, au syndicat des instituteurs, sont ceux qui se posent déjà dans le mouvement syndical tout entier. La crise du syndicalisme ne nous épargnera pas ; elle ne peut pas nous épargner. Entre autres mérites, notre grève aura eu celui de mettre en lumière ces problèmes que masquaient une fausse unité, une unanimité hypocrite.

J'ai la conviction que, de ces discussions devenues plus claires, le syndicalisme universitaire, comme le syndicalisme ouvrier tout entier, sortira finalement plus jeune et plus vaillant.

R. GUILLORE.

Notre point de vue

sur la grève de l'Enseignement

Nous ne méconnaissons pas un instant l'aspect politique du présent mouvement des grèves françaises. Mais nous voulons souligner toutefois le caractère assez particulier de la grève de l'Enseignement dans l'ensemble de ces grèves :

1° La grève des instituteurs parisiens fut préparée et préconisée par Breuillard (de l'U. C. E. S.) et ses amis minoritaires. Seule une coïncidence malheureuse a voulu que cette grève éclatât le jour où tombait le gouvernement Ramadier.

2° La question du reclassement de la Fonction publique ne date pas d'hier. Voici un an et demi qu'on lanterne les fonctionnaires. Quant aux propositions gouvernementales du 4 décembre, elles ne sont que le projet Teitgen à peine amélioré.

En conséquence, nous approuvons pleinement l'attitude de la F. E. N. :

1° qui décida, le 23 novembre, d'accorder au gouvernement un délai de dix jours pour apporter une réponse satisfaisante au problème du reclassement et conseilla aux instituteurs parisiens d'interrompre momentanément leur grève pour la reprendre au bout de dix jours ;

(Nous voyons là non un désir de briser l'admirable mouvement des instituteurs, mais la solution de prudence d'une Fédération qui ne veut pas qu'on puisse lui reprocher de ne pas avoir épuisé toutes les chances de conciliation et qui craint — l'expérience a démontré que cette crainte était vaine — que la grève ne s'effrite par lassitude).

2° mais qui, au bout des dix jours annoncés, les propositions gouvernementales se révélant toujours aussi nettement insuffisantes, décide une grève d'avertissement de quatre jours.

Il nous semble en effet que le gouvernement a dû tabler sur la peur du communisme chez les minoritaires de la C. G. T. et sur leur répugnance à engager un mouvement de grève dans les circonstances actuelles, pour présenter un projet de reclassement quasi inchangé, partant aussi inacceptable que le précédent. Il appartient à de véritables militants syndicalistes de ne pas se prêter à ce chantage. C'est pourquoi la décision de la F. E. N., lançant une grève de quatre jours, nous semble particulièrement heureuse. Nous espérons que la totalité des syndiqués participera à ce mouvement dont le caractère limité dans le temps traduit bien la modération sans enlever à sa fermeté.

(Nous approuvons de même la position de la F. E. N. à propos des lois d'exception).

DELAUNAY et M. ISSERT
(Collèges modernes)

Le grand mouvement qui commence en France et en Grande-Bretagne entre 1830 et 1836 n'a pas besoin d'hommes politiques. Tout au contraire il doit les redouter. Les chefs de partis ne songent qu'à régner et à durer.

Le mouvement ouvrier sera sans cesse sollicité. Il aura une défiance instinctive vis-à-vis des partis. Si pendant quelque temps, il leur prête sa force, la déception viendra vite.

Edouard DOLLEANS
(Histoire du Mouvement ouvrier)
1830-1871

Un conseil d'action syndicaliste dans les Services publics

Le manifeste suivant, signé par une cinquantaine de militants parisiens, a été lancé à tous les agents des Services publics et de Santé :

Nous attendions pour juger des perspectives de redressement de notre mouvement syndical.

Les jeux sont faits. Une majorité artificielle, représentant moins de 10 pour 100 des syndiqués, impose sa loi : celle d'un syndicalisme politique proscrivant la démocratie, méconnaissant les intérêts véritables des agents des Services publics et de Santé.

Au lendemain d'une grève politique, aux résultats négatifs pour la base, le malaise atteint son comble. Après avoir déserté les réunions où la liberté de parole est devenue un délit d'opinion, où il est impossible de discuter des questions revendicatives, les agents des Services publics et de Santé quittent une organisation syndicale dont les méthodes employées les font douter du syndicalisme et de ses buts.

Il est temps de réagir. L'heure du travail fractionnel, des batailles de tendances en champ clos, de chapelles d'affinité, des compromis boiteux au sein d'appareils sans efficacité et sans prestige est révolue.

C'est pourquoi des syndicalistes, libres de toute obédience, de toute conception, de tout grade, vous lancent un appel au regroupement.

Regroupement de tous les agents des Services publics et de Santé, syndiqués ou non syndiqués, adhérents à un parti ou sans parti, en dehors des conceptions philosophiques et religieuses.

Regroupement : pour un syndicalisme libre, échappant à la tutelle des partis politiques, à l'emprise des Pouvoirs publics.

Regroupement : pour défendre la liberté d'expression, bafouée, jugulée au nom d'une discipline qui est la dictature d'un appareil s'arrogeant tous les droits qu'il veut supprimer à la base pour mieux l'opprimer.

Regroupement : pour un syndicalisme purifié, où les droits et les devoirs sont égaux pour tous, où les responsabilités ne conféreront pas des privilèges et des avantages.

Regroupement : pour un syndicalisme de justice et de progrès social où l'impartialité du responsable remplacera la partialité de syndicalistes politiciens ou de délégués au service d'un parti.

Regroupement : pour la défense des intérêts individuels et collectifs, sans souci de buts particuliers, dans un véritable esprit d'unité fait de fraternité humaine et de commune compréhension.

Sur ces bases, les signataires se proposent : le retour à l'unité réelle par l'indépendance, à l'indépendance par le refus à toute soumission, à la démocratie par le suffrage universel. Plus de cumul des mandats politiques rétribués et syndicaux ; votes à bulletins secrets ou consultation par referendum sur les grandes questions et sur le choix des militants aux fonctions syndicales ; liberté des candidatures pour les délégations diverses.

Pratique d'une démocratie réelle par la représentation proportionnelle des différentes conceptions dans les postes responsables, par la liberté d'expression dans la presse et les réunions corporatives, par le choix des militants d'après leur capacité.

Organisation d'une structure syndicale avec le souci d'accorder la plus grande liberté et une représentation équitable à toutes les catégories ; plus de catégories mineures parce qu'elles ne sont plus dans la ligne.

Détermination de la politique et de l'action syndicales en fonction des intérêts des agents des Services publics et de Santé, et non du jeu subtil des intérêts impérialistes ou de la tactique électorale de partis politiques.

Syndicalisme constructif, dans l'intérêt de la corporation et des Services publics et de Santé, par la lutte contre la politisation des Services publics et de Santé, par une participation plus large à la gestion.

Action permanente pour l'amélioration de notre sort par un travail intelligent, solidement étudié, par l'éducation des militants, la participation d'une masse sans cesse plus large aux postes responsables.

Agents des Services publics et de Santé,

Le syndicalisme véritable se meurt, un syndicalisme autoritaire, se rapprochant sans cesse du syndicalisme caporalisé des pays fascistes le remplace.

Il prépare votre asservissement et la dictature. Déjà la liberté du travail est menacée.

Il n'est que temps d'agir. Diffusez cet appel autour de vous. Organisez-vous sur les bases qu'il définit.

Pour un mouvement syndical libre, indépendant, démocratique, compétent ; pour une C. G. T. libre,

Agents des Services publics et de Santé,

Rassemblez-vous dans le Comité d'Action Syndicaliste des travailleurs des Services publics et de Santé !

Envoyer la correspondance à l'adresse suivante : Comité d'Action Syndicaliste des Services publics et de Santé, 15, rue de Steinkerque, Paris (18e).

Les événements de Marseille vus côté magistrature

Le *Figaro* du 15 novembre a publié ce très curieux récit des incidents qui se sont produits au palais de justice de Marseille et d'où ont découlé les événements :

1o Le procureur de la République, M. Serre, a eu une entrevue mercredi au moment de l'émeute — dans son cabinet du palais de justice où il avait été amené en voiture parce qu'il était malade — avec une délégation non pas des émeutiers mais des parlementaires communistes (députés et conseillers de la République).

Assistaient aussi à l'entretien les cinq substituts et un commandant de gendarmerie.

2o La délégation des parlementaires a sommé le procureur de libérer sur l'heure les personnes arrêtées, sinon le feu devait être mis au palais de justice.

3o Se tournant vers le commandant de gendarmerie, le procureur demanda : « Etes-vous capable de protéger le palais contre les manifestants ? » La réponse du commandant étant négative, le procureur déclara aux parlementaires : « Je vais faire juger immédiatement les personnes arrêtées » (comme c'était son droit).

Jeudi, le préfet des Bouches-du-Rhône est venu demander au procureur de la République d'offrir sa démission. Le procureur a refusé.

Le Conseil des ministres d'hier matin, passant par-dessus cette réponse, a obligé le procureur à faire admettre ses droits à la retraite, nommant à sa place l'avocat général Reboul près la cour d'appel d'Aix, lui-même requis d'occuper immédiatement ses nouvelles fonctions.

Le procureur d'Aix, M. Gallut, se rendit lui-même à Marseille pour en informer le procureur.

Les soixante-deux membres du tribunal de Marseille, informés de cette visite inopinée, se réunirent immédiatement en Assemblée générale et refusèrent l'installation du nouveau procureur.

A 18 heures, l'avocat général Reboul, tenu au courant de cet événement, refusait sa nouvelle fonction.

A 18 h. 30, deux cents avocats de la ville, convoqués par le bâtonnier, les avoués, les membres du tribunal de commerce, les greffiers, les huissiers assuraient de leur sympathie le procureur Serre.

A 19 heures, le maire, M. Carlini, téléphonait à M. André Marie pour lui déclarer que des incidents étaient à redouter s'il insistait pour forcer le procureur à se retirer.

On apprenait, d'autre part, que ce matin le Bureau de l'Union fédérale des magistrats devait se réunir en présence du président de l'Association nationale des avocats et devait ensuite aller voir M. André Marie.

Dès maintenant, elle aurait donné mission à tous les candidats possibles à la succession de M. Serre, de refuser le nouveau mandat de procureur de la République à Marseille qui pourrait être offert ou imposé.

De plus, elle serait décidée à demander à ses adhérents de se mettre en grève au cas où M. Serre ne serait pas maintenu dans ses fonctions.

Bilan négatif chez les cheminots

La grève des chemins de fer n'est pas un événement purement « cheminot » : elle fait partie intégrante d'une agitation générale à base politique.

Est-ce à dire que, sur le plan économique, les cheminots aient lieu de s'estimer satisfaits et que leur situation soit si bonne qu'ils n'aient rien à réclamer ? Evidemment non, et leur mécontentement était tel qu'il a été relativement facile de l'exploiter à des fins autres que leur seule satisfaction.

La grève, et surtout une grève des chemins de fer, est un outil puissant, mais délicat à manier. Son déclenchement nécessite une double préparation : démontrer d'abord aux cheminots que tous les autres moyens d'obtenir satisfaction ont échoué et qu'elle reste le seul argument à employer; saisir l'opinion publique des causes et du déroulement du conflit de façon à s'attirer la sympathie des usagers qui vont pâtir de la situation et qui sont hostiles d'instinct à un acte dont ils seront les premiers à souffrir.

Nous allons revenir sur la première de ces conditions; quant à la seconde, elle n'a été remplie qu'au moment où la grève était virtuellement terminée. L'affiche et les tracts du Comité de grève de la Région parisienne aux usagers des chemins de fer, qui auraient dû précéder tout mouvement revendicatif, n'ont été publiés qu'après la condamnation de ce mouvement par l'opinion publique, après de multiples incidents entre les grévistes arrêtant les trains et les voyageurs.

Déclenchement de la grève

Les journaux du jeudi 20 novembre annonçaient que les représentants de la Fédération des cheminots seraient reçus le vendredi 21 par la direction de la S.N.C.F. pour y exposer les revendications corporatives.

C'est pendant cette entrevue, et avant d'en connaître les résultats que, sur un mot d'ordre occulte mais assez bien synchronisé, des débrayages commencèrent sur l'ensemble des régions, à Paris, en banlieue, en province.

Faute criminelle qui devait peser sur tout le mouvement et en compromettre la réussite. On n'en peut trouver l'explication — politique — que dans la démission prématurée du ministère Ramadier escomptée pour la semaine suivante seulement. L'agitation prévue pour la semaine du 24 au 29 novembre, en vue de réintégrer l'élément communiste au sein du nouveau gouvernement, devait donc être déclenchée tout de suite et sans autre préparation.

De nombreux centres débrayèrent donc dès le vendredi 21 sans aucun ordre fédéral et sans l'assentiment officiel de l'organisme corporatif. Récidive extrêmement grave.

Qu'en juin dernier la grève ait devancé les directives fédérales, cela était déjà fâcheux du point de vue syndical et constituait implicitement un blâme à l'égard de dirigeants qui devenaient des suiveurs. Mais tout rentra rapidement dans l'ordre logique et les organismes fédéraux prirent en main la direction de la grève, la mise en marche des trains de ravitaillement, le gardiennage des gares, des dépôts, des ateliers. Il s'ensuivit une unanimité presque absolue, une victoire totale et une reprise rapide du trafic normal : les cheminots faisaient fonctionner le chemin de fer.

Que la même fédération se soit à nouveau laissé déborder par une partie de ses effectifs moins de cinq mois après, ce pourrait être une condamnation définitive de ses méthodes. Nous disons « ce pourrait être », car il serait piquant qu'une fédération à direction communiste majoritaire fût désavouée par ses éléments communistes, si l'on n'avait la certitude que le déclenchement des événements a eu lieu au su et avec l'approbation tacite des membres communistes de la direction fédérale.

Déroulement

Il est bien évident qu'une grève démarrant dans ces conditions présentait peu de chances de réussite. Certes, et nous l'avons dit, les sujets de mécontentement ne manquaient pas et les anonymes dirigeants du mouvement tablaient beaucoup là-dessus. Pourquoi n'ont-ils pas laissé la Fédération suivre le processus habituel des conflits : établissement du cahier des revendications, présentation de ce cahier (direction S.N.C.F., ministère), agitation parallèle (journal corporatif, tracts, réunions syndicales), appel à l'opinion publique (tracts, affiches), menaces, déclenchement ? Même le mobile politique qui a fait brusquer la décision pouvait être camouflé par l'accomplissement précipité de ces préparatifs : entrevue le vendredi 21 novembre avec la direction de la S.N.C.F. qui ne pouvait, pour les salaires et la révision trimestrielle des salaires, que renvoyer au ministre responsable; demande d'audience à ce ministre qui aurait ou bien demandé un délai, ou bien refusé de se prononcer sur certaines demandes comme celle de la révision trimestrielle, question d'ordre général et gouvernemental; mise en demeure et décision de grève. La fin de semaine se prêtait fort bien à cette manœuvre. Elle n'a pas été tentée parce qu'on a surestimé l'influence des militants communistes sur la masse des syndiqués, parce qu'on a cru que leur débrayage entraînerait d'abord les sympathisants, puis les hésitants cédant à la solidarité syndicale. Or les communistes furent à peu près seuls à obéir au mot d'ordre occulte et dans de nombreuses localités où les communistes n'étaient qu'une faible minorité, ils s'abstinrent de débrayer.

Quel devait être le rôle de la Fédération devant cet acte d'indiscipline syndicale ? Elle avait le choix : ou bien elle prenait, dans les vingt-quatre heures au maximum, la direction du mouvement, lui donnant, malgré l'absence de pourparlers préalables, une base à caractère syndical apparent sinon réel, ou bien elle ordonnait à ses éléments turbulents et indisciplinés une reprise immédiate du travail en attendant la fin de ses tractations avec les pouvoirs publics.

Elle ne prit aucune décision immédiate. Sa majorité ne pouvait que s'incliner devant un ordre lancé par le parti dont elle dépend.

Nous avons sous les yeux un document qui démontre que l'agitation était bien prévue pour la semaine suivante et que, seule la démission prématurée de Ramadier a fait brusquer les choses.

En voici la teneur :

« *Cheminots, alerte !*

« *Un grave danger menace notre outil de travail, la S. N. C. F.*

— L'augmentation du prix du charbon va accroître les dépenses de la S. N. C. F. de près de 15 milliards.

— *Plus de crédit pour la reconstruction de nos gares, de nos ateliers, ceux pour les œuvres sociales réduits.*

— *Des transports routiers avec équipement et carburant venant des U. S. A. vont concurrencer le rail.*

— *On a déjà envisagé la liquidation de près de vingt mille cheminots et les retraités risquent de crever de faim.*

« *Le droit syndical prévu dans la Constitution républicaine serait remis en cause.*

« *Cheminots de base, techniciens, agents des cadres et de maîtrise, pour faire barrage à ces visées qui menacent votre outil de travail, vos existences et vos libertés.*

« *Assistez en masse à l'assemblée constitutive du Comité de défense de la S. N. C. F. et de la République, qui se tiendra le mardi 25 novembre, à 18 heures, au cinéma Saint-Martin. (Organisée sous l'égide de la Confédération Générale du Travail.* »

On remarquera que :

Ce document ne comporte ni en-tête d'une organisation syndicale, ni signature de militants organisateurs de la réunion. Un post-scriptum : « (organisée sous l'égide de la C.G.T.) » éclaire vaguement le lecteur ;

Ce tract, distribué le jeudi 20 novembre, ne parle pas de grève imminente, et ne fait même pas mention des revendications professionnelles vitales des cheminots. Il s'agit seulement de la constitution d'un comité de défense de la S.N.C.F. et de la République (sic) ;

La réunion organisée n'a pas un caractère d'urgence puisqu'elle est fixée au 25.

Or, dès le lendemain 21, commençaient les débrayages.

Que faisait pendant ce temps la Fédération ?

De vives discussions opposaient les uns aux autres les membres de la majorité et ceux de la minorité, adhérents du groupe Force Ouvrière. Une réunion du bureau fédéral fut enfin fixée au lundi 24. A cette dure réunion succéda le lendemain mardi 25 une orageuse assemblée de la commission exécutive, au cours de laquelle il fut décidé par la seule majorité que la Fédération proclamerait la grève (qui en était à son cinquième jour) et qu'elle en prendrait la direction.

Ce même soir avait lieu au cinéma St-Martin la réunion dont il est parlé ci-dessus. A la tribune des militants du syndicat de Paris-Est, dans la salle une grosse majorité de grévistes. C'est à Hénaff qu'avait été confié le soin de réconforter l'assemblée et de donner aux cheminots les renseignements professionnels qu'ils attendaient ! Après lui, le secrétaire fédéral Hernio apporta la toute fraîche décision de la C.E. de proclamer la grève générale des chemins de fer. On eût aimé entendre un autre secrétaire fédéral, l'ancien secrétaire général de la Fédération, Ouradou, membre et ancien secrétaire du syndicat de Paris-Est, mais ce haut fonctionnaire fédéral, du groupe F. O., n'a pas l'audience de son propre syndicat.

La décision fédérale venait trop tard et n'améliora en rien la situation des grévistes. On n'enregistra aucune recrudescence dans les débrayages. La foi des cheminots en grève en fut néanmoins un peu soutenue, mais ce résultat moral fut le seul bénéfice de ce geste platonique.

Cette foi et cet espoir ravivés firent que certains éléments crurent pouvoir amener à eux une partie de leurs camarades au travail par des actes de force : occupation des gares, dépôts ou ateliers après expulsion des non-grévistes, arrêt des trains dont les machines dételées étaient ramenées dans les dépôts pour n'en plus ressortir, etc.

Nous ne parlerons pas des sabotages criminels qui ne peuvent être que l'œuvre de fous surexcités par une propagande mal assimilée, ou d'agents provocateurs, ou de quelques-uns de ces évadés des camps d'épuration, ou même de non épurés toujours à l'affût d'occasions d'amener un coup de force contre le régime. Qu'il s'agisse de sabotages propices à la thèse gouvernementale ou d'attentats commis bien à point contre un leader politique, tant qu'on n'a pas mis la main sur les auteurs, on ne peut demeurer qu'indécis en songeant que toutes les hypothèses sont possibles.

Mais un peu partout la force répondit à la force : des cheminots, des voyageurs s'opposèrent aux grévistes, la police, les C.R.S. intervinrent. Une partie des grévistes furent alors influencés en sens inverse. Ils allèrent peu à peu se faire pointer dans les permanences installées par la S.N.C.F., leurs effectifs s'amenuisèrent et l'on sentit approcher la fin de ce mouvement si mal engagé.

Et maintenant ?

Au terme de cette courte bataille on peut établir un bilan qui se solde par un fâcheux débit au compte du mouvement syndical cheminot, sans parler de sa répercussion sur le mouvement syndical tout court :

Affaiblissement numérique de la force fédérale par le départ individuel de très nombreux syndiqués écœurés ou leur adhésion à d'autres formations ;

Affaiblissement de l'autorité fédérale, suite à cette perte numérique et à la méfiance des non-grévistes qui resteront syndiqués ;

Transformation au sein de la fédération des deux courants majoritaire et Force Ouvrière en deux blocs devenus ennemis irréductibles et possibilité (sinon probabilité) d'une nouvelle scission ;

Activité fédérale en partie dépensée pour faire amnistier les victimes de ce mouvement.

On peut cependant porter à son crédit :

L'éclaircissement d'une situation déjà trouble avant guerre et que l'après-guerre n'avait pas améliorée. Nous voulons parler de la mainmise sur la majorité des organismes syndicaux par une minorité active, dynamique, ayant le grand mérite d'être partout présente et sachant s'imposer, mais s'inspirant uniquement de directives politiques extra-syndicales ;

La possibilité d'une reconstitution d'un syndicalisme indépendant de toute doctrine et de toute emprise politique ou religieuse.

Un peu partout les minorités brimées, et incapables de se faire entendre par les voies syndicales normales, s'organisent. Elle le font, en vérité, en ordre dispersé et parfois divergent : qui dans la fraction Force Ouvrière, qui dans la C.N.T., qui dans le Comité d'action syndicaliste, devenu Fédération syndicaliste des cheminots.

Il est souhaitable que ces divers courants se rejoignent, forment bloc et soient le noyau actif d'un syndicalisme régénéré. En dehors ou au-dedans de la C.G.T. ? Il ne peut y avoir là qu'une question d'opportunité ou d'actualité puisque, de toute façon, le but final doit être la réunion dans une même centrale de tous les salariés quelles que soient leurs opinions philosophiques, ayant la possibilité d'exposer et de défendre leur point de vue syndical au sein de toutes les assemblées corporatives.

Paul BERLOT.

Dire la vérité est révolutionnaire.

GRAMSCI
(manchette du premier numéro de l'**Ordine Nuovo**)

Gaz et Électricité ! Non à la grève politique

Le Comité national de grève a, en date du 10 décembre, décidé de mettre le point final à cette grève générale dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle n'a pas apporté à ses protagonistes le succès qu'ils en espéraient.

Il convient aujourd'hui, en toute objectivité, de faire le point et de tirer les enseignements que la situation syndicale comporte. Pour ma part, je vais essayer de m'y employer pour ce qui concerne les industries du gaz et de l'électricité.

Dans l'électricité et le gaz, force est de reconnaître que l'ensemble des agents n'a pas répondu à l'ordre de grève, malgré le désir des majoritaires de la Fédération de l'Eclairage et des Forces motrices.

Le secrétaire général de la fédération a annoncé 25.000 grévistes. Si nous admettons le chiffre de 20.000, sur un effectif de 100.000 électriciens et gaziers sur tout le territoire, on conviendra que le résultat n'est pas fameux.

A Paris, à la C. P. D. E. et au Gaz de Paris, seuls les ouvriers de la production ainsi que ceux de l'éclairage public ont cessé le travail ; les employés et ouvriers de la distribution (c'est-à-dire ceux ne travaillant pas dans les usines) se sont prononcés à une forte majorité contre la grève et ont travaillé.

Pourtant, la direction de ces syndicats croyait bien avoir tout le personnel en main.

Au Gaz de banlieue, le personnel des usines et de la distribution n'a pas cessé le travail. Un vote à bulletin secret, parmi les seuls syndiqués, a donné une faible majorité contre la grève dans les usines; mais, à la distribution, une forte majorité s'est prononcée contre l'arrêt du travail.

En province, que s'est-il passé ? Je ne suis pas exactement renseigné, n'ayant pas été tenu au courant par la majorité du bureau fédéral pendant tout le déroulement de la grève ; ce que je n'ignore pas, c'est que la plupart des syndicats des grandes villes se sont prononcés contre la grève.

Est-ce à dire que ces syndicats qui se sont prononcés contre cette grève généralisée n'aient pas conscience des difficultés d'existence de la classe ouvrière en général et des électriciens et gaziers en particulier ? Que non pas.

Est-ce dire que ces syndicats ne soient pas mus par des sentiments profondément syndicalistes ? Au contraire.

Pour ma part, je suis intimement persuadé que si le caractère politique de cette grève n'était pas nettement apparu aux travailleurs de nos industries, s'ils avaient eu la conviction d'entrer dans une lutte *pour, et uniquement, le mieux-être de leur famille, pour une plus juste rémunération du travail, alors : ils n'auraient pas hésité à entrer dans la bataille.*

Ce n'est pas par marotte que des militants prêchent l'indépendance des syndicats envers les partis politiques ; c'est que l'expérience leur a prouvé que, hors de cette indépendance, il n'était pas possible de rassembler tous les éléments de la classe ouvrière.

S'il en était besoin, l'échec enregistré dans les industries du gaz et de l'électricité, bien que de nombreux syndicats se soient laissé mettre une direction syndicale à tendance politique, prouverait bien que les électriciens et gaziers sont attachés à cette indépendance du syndicalisme.

Comment s'expliquer, alors, que de nombreux syndicats aient à leur tête une direction dont toute l'action syndicale est toujours dépendante de la politique d'un parti ?

C'est très simple. Il faut convenir et déplorer que cela tient au fait que les éléments actifs ne sont pas légion ; que l'intelligence cède souvent le pas à l'audace et au bavardage. Ajoutons à cela toutes les petites manœuvres dont sont capables les brigueurs de postes de direction et qui rebutent les camarades bien intentionnés et loyaux.

Les gaziers et électriciens de ce pays imbus de syndicalisme apolitique auront-ils, à la lumière de ces derniers événements, pris conscience de leur force ?

Sauront-ils s'organiser pour placer à la tête de leur organisation syndicale des hommes reflétant leurs convictions, des militants préoccupés seulement de défendre les intérêts de leurs camarades ?

C'est ce que je leur souhaite, pour l'avenir du syndicalisme libre et indépendant.

C. DELSOL.

Impressions de deux militants des Métaux

E. POUSSEL

Dans *le Cri du Peuple* d'octobre 1931, Monatte s'élevait contre les grèves politiques. Il va sans dire qu'aujourd'hui nous nous trouvons, avec la gravité de l'heure en plus, dans un cas semblable, camouflé derrière des revendications justifiées.

Il ne s'agit pas de critiquer systématiquement ; le terme classique est toujours vrai : « La critique est aisée, etc... », mais nous sommes bien obligés de constater que depuis longtemps le mouvement ouvrier ne joue plus son rôle et que le mouvement syndical ne se détermine plus lui-même, mais selon les courants qui l'animent en fonction des divers gouvernements.

Les grèves actuelles sont justifiées par la misère ouvrière, mais une augmentation de salaire, et même la détermination du salaire vital par période, ne peut être qu'un palliatif, car les prix prennent constamment les devants. Ce qu'il faut ce n'est pas seulement augmenter les salaires en fonction du prix de la vie, mais améliorer les conditions d'existence ouvrière.

C'est l'absence de politique ouvrière de la C. G. T. qui nous a entraînés dans l'impasse actuelle et qui permet libre cours à toutes les démagogies.

Aujourd'hui le groupe Force ouvrière essaye de réagir, un peu trop tard ; par son indécision, quand ce n'est pas par sa carence, il s'est trouvé coupé de certaines bases prolétariennes. C'est ainsi qu'il trouve peu d'audience dans la métallurgie et le bâtiment qui sont des industries-clés.

Et d'autre part, Force ouvrière détenant des postes de commandement au bureau confédéral a voulu oublier ou négliger les autres minorités syndicales. C'est également une grosse erreur, d'où sa faiblesse actuelle.

Devant le déroulement des événements, il serait prématuré d'envisager l'orientation du mouvement syndical, mais on peut dire que, d'ores et déjà, si on veut un redressement effectif on devra avoir une politique syndicale déterminée sans autre considération que l'intérêt ouvrier. Et d'autre part il ne faut pas que la bourgeoisie, sous prétexte d'anticommunisme refuse au monde du travail les légitimes revendications auxquelles il a droit, sinon le mouvement d'aujourd'hu ne sera que la préface de mouvements plus importants.

G. GAYE

Les impressions que je puis donner sur les mouvements actuels dans les métaux sont toutes superficielles, étant hors de lutte depuis bientôt dix ans par suite d'accident réduisant mon acuité visuelle de 80 p. 100. D'autres camarades y pourvoiront mieux que moi. Je ne puis que te donner ma pensée.

Englobés par l'action politicienne des staliniens, les métallurgistes, dans leur majorité, fanatisés, encadrés par une excessive et néfaste bureaucratie, ne pouvaient faire autrement de par l'absence des vieux cadres de militants ; les uns disparus, les autres systématiquement écartés du mouvement.

Le plus grave, pour moi, c'est le sabotage de l'idée de « grève générale » qui doit rester le symbole de notre émancipation totale. Son lamentable échec ne peut que renforcer l'autorité des maîtres et gouvernants ; semer en outre le découragement dans la masse des travailleurs ineduqués, réduits au rôle de machines à cotiser.

Pour réagir contre ce courant, autant que pour les motifs développés par notre ami Monatte, il est indispensable de créer une liaison entre tous les militants qui n'ont rien abdiqué des principes du syndicalisme révolutionnaire. Il faut créer nos Comités de défense syndicaliste. Il nous serait ainsi permis, à nous les « fossiles », de recommencer notre apostolat, de développer dans ces groupements notre vieille idéologie, ses moyens pour atteindre à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, du gouvernement de l'homme par l'homme.

Rappeler les principes fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire : l'action directe par exemple, qui n'a rien à faire avec le sabotage, mais qui développe chez les individus les principes d'initiative, de responsabilité, surélevant ainsi la personnalité ouvrière, s'opposant à l'action néfaste des partis, du parlement. Signifiant qu'au lieu de déléguer aux politiciens le soin d'agir en son lieu et place, la classe ouvrière entend agir par elle-même.

Ainsi le veulent les principes fondamentaux de notre vieux syndicalisme :

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Pour le rassemblement des syndicalistes

La crise actuelle est due à la carence des pouvoirs publics, et notamment des partis politiques qui se sont succédé à la tête de la France depuis la Libération.

Certes, nous n'oublierons pas que cette crise est mondiale, et due plus particulièrement à la guerre, engendrée elle-même par les rivalités impérialistes.

Par rapport à l'avant-guerre, les salaires sont au coefficient 6,5 ; les prix des denrées alimentaires sont au coefficient 16. Les revendications des travailleurs sont donc justifiées.

Le pouvoir politique a été incapable de résoudre le problème salaires-prix. Cette critique n'est cependant pas suffisante pour nous faire oublier les erreurs de la « grande centrale syndicale ». Nous avons le droit d'être sévères vis-à-vis de ses militants, et notre action, dans la situation présente, doit être déterminée suivant les principes mêmes du véritable syndicalisme.

Les revendications pleuvent de partout ; les grèves s'amorcent et se déclenchent successivement dans les corporations les plus diverses. La généralisation de tels mouvements dépasse le plan purement revendicatif. Nous sommes dans un climat insurrectionnel indiscutable.

Le problème est alors posé : la classe ouvrière peut-elle tirer un bénéfice certain ou même probable d'une action révolutionnaire ?

Cela dépend de sa capacité économique et sociale. De nombreux symptômes permettent certaines appréhensions. Les comités d'entreprise, malgré des pouvoirs étendus, se sont contentés de gérer quelques cantines. Ils sont plutôt embarrassés de leurs pouvoirs. Bien mieux, on a vu entre les patrons et les comités d'entreprise de véritables collusions. Il semble donc qu'à l'incompétence s'ajoute une véritable crise morale.

La responsabilité de la C. G. T. est grande en ce domaine. Elle a flirté, depuis la Libération, avec les partis dits de gauche installés au pouvoir. Elle a lancé les mots d'ordre : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite ». Les travailleurs ont été appelés à lutter pour les besoins électoraux de certains politiciens, pour approuver des Constitutions, alors que les paroles de Proudhon sont toujours vraies : « La Constitution, pour celui qui la subit, est un joug ; pour ceux qui l'appliquent : un bidet. »

Par un chauvinisme exagéré, on a fait perdre aux travailleurs le sens de l'internationalisme. Les forces combatives de la classe ouvrière ont été indiscutablement gaspillées, et les travailleurs eux-mêmes ne croient plus aux « lendemains qui chantent ».

La grève insurrectionnelle ne peut donc avoir qu'un caractère purement politique. Les travailleurs ne doivent pas être dupes. Le maître politique de demain ne sera pas meilleur pour l'ensemble des travailleurs, que celui d'aujourd'hui. L'exemple de la Révolution russe est là, vivant, devant nous. Aucune illusion à se faire à ce sujet, et je plains la naïveté de ceux qui pensent que le stalinisme français n'aurait pas la même inhumanité, le même sectarisme que le stalinisme russe.

Le drame des travailleurs français que nous vivons actuellement a malheureusement une étendue beaucoup plus grande, c'est le drame mondial. Deux blocs impérialistes se dressent l'un contre l'autre. Et les revendications des travailleurs ne sont qu'un prétexte pour les partisans d'un de ces blocs ; la stalinocratie française voit là un moyen puissant de servir l'impérialisme russe dans les tractations internationales en cours.

Face à la préparation de cette troisième guerre mondiale, il faut que les travailleurs français sachent dire non aux tenants des deux blocs.

Et la question se pose : comment soustraire le monde ouvrier à l'influence stalinienne ? En ce domaine, il est difficile de donner des directives précises. Les événements sont souvent les meilleurs éducateurs.

Le parti stalinien français, pour obéir aux ordres du Kominform ou de l'impérialisme russe, a été le diviseur de la classe ouvrière et le destructeur de la C. G. T. Pire, il a fait perdre confiance aux travailleurs de ce pays. Pour éviter que ces camarades désabusés ne s'abandonnent ou ne se dirigent vers l'autre bloc, il faut absolument sonner le rassemblement des syndicalistes sincères et désintéressés.

Entreprendre un travail d'éducation, en se souvenant de ces vers de Victor Hugo : « Sonnez, sonnez toujours, clairon de la pensée.— A la septième fois les murailles tombèrent », constituer des comités d'action syndicaliste partout où cela est possible, ne plus faire de liste commune avec la stalinocratie, apporter notre appui à tous ceux qui défendront les bases du véritable syndicalisme.

C'est ainsi que demain, au lieu d'entendre résonner encore des bruits de bottes sur ce globe, il y aura une immense envolée des travailleurs vers un monde nouveau dont les devises seront « Bien-être et Liberté ».

Henri LUBIN.

La grève des mineurs du Pas-de-Calais

Dans la première quinzaine de novembre, à la suite de divergences de vues entre le directeur des Charbonnages de France, Duguet, et le gouvernement, Duguet fut amené à démissionner; le directeur adjoint des Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais, Léon Delfosse, en désaccord lui aussi avec le gouvernement, fut révoqué. Le prétexte d'une grève était trouvé. Restait à l'exploiter jusqu'au bout.

Le samedi 15 novembre, sous la pression des dirigeants communistes des syndicats confédérés, quelques puits de mines, du groupe dont Léon Delfosse est le président du syndicat, débrayèrent ; le lundi 17, la tentative s'étendit à tout le bassin, mais ne réussit pas ; le mardi 18, les ouvriers se présentant pour prendre le travail se trouvèrent devant les trappes des lampisteries fermées. Demande d'explications ; il est répondu que le syndicat a donné l'ordre de grève.

A la fosse où je travaillle le délégué mineur vint expliquer les revendications que l'on voulait voir aboutir. J'ai pris alors la parole pour demander aux ouvriers s'ils étaient d'accord avec le programme extrêmement minimum que l'on venait de leur lire. Je leur ai rappelé l'attitude des dirigeants de la C. G. T. qui pendant une période recommandaient de produire toujours plus, de revenir pour augmenter la production à ce système Bedeaux exécré dans nos mines avant la guerre.

Dix-huit mois trop tôt

Je rappelai que lors du congrès des mineurs de mars 1946 j'avais déclaré devant tous les militants — à cette époque il y avait déjà eu une affaire Delfosse — qu'une menace de grève générale des mineurs aurait suffi pour éloigner les Vial et consorts (1) et ramener Delfosse à la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Hélas ! j'avais parlé de grève 18 mois trop tôt. Un silence hostile accueillit alors mes paroles. Dans diverses réunions et assemblées générales, j'avais affirmé que seule la grève générale pouvait sauver la classe ouvrière du marasme dans lequel elle se trouvait. Je m'étais fait insulter et traiter de fasciste, de serviteur des trusts. Aujourd'hui j'étais d'accord pour la grève, à la condition qu'elle soit générale et qu'on ajouta aux revendications que l'on venait de lire des revendications vraiment positives. Je fis donc approuver à l'unanimité par tous les ouvriers présents les trois points suivants : 1° Pension à 30 années de service sans limite d'âge ; 2° Egalité de prime d'ancienneté entre ouvriers et employés ; 3° Modification du chapitre licenciement dans le statut des mineurs (2).

Puis je déclarai que je n'étais pas d'accord avec une approbation de la grève à main levée et que la démocratie exigeait que l'on votât à bulletin secret.

Les dirigeants communistes du syndicat rugirent aussitôt que la grève avait été décidée par le syndicat et qu'il n'y avait pas besoin de voter. Je me déclarai d'accord avec eux si le syndicat avait effectivement pris la responsabilité de déclencher la grève. J'essayai d'obtenir au téléphone des renseignements, mais en vain.

J'appris que le syndicat de Courrières (3) avait déclenché la grève, mais qu'à la réunion où elle fut décidée il n'y avait que des responsables communistes ; les délégués n'étant pas de leur obédience n'avaient pas été prévenus.

Consultations démocratiques

Nous nous trouvons donc devant une manœuvre bien établie et exécutée de main de maître. La presse communiste, au milieu de son tintamarre, reproduit des appels émanant de la C.G.T. et de la Fédération du sous-sol, demandant que tous les ouvriers mineurs soient *consultés démocratiquement*. Voyons dans la réalité comment on pratique cette consultation. Elle consiste pour les communistes à réunir le plus grand nombre possible de leurs partisans quelles que soient leurs professions, des femmes, des enfants de tous les environs dans un meeting monstre, et cela à des jours différents pour que les mêmes troupes puissent assister à tous les meetings.

Pour ma concession, ce fut à Billy-Montigny que Léon Delfosse vint prendre la parole devant 6 à 7.000 personnes (la presse communiste en a annoncé 20.000). Là, dans une salle où dominaient les staliniens, Delfosse fit l'historique du mouvement de grève. Il se lança dans une attaque contre ceux *qui ne veulent pas respecter la démocratie :* c'est-à-dire ceux qui ayant voté contre la grève politique voulaient continuer le travail. Il déclara que les saboteurs et briseurs de grève auraient la gueule cassée. Il fit acclamer les mots d'ordre et les revendications du C. C. N. : minimum vital à 10.800 fr. en suivant l'échelle de la hiérarchie, c'est-à-dire que le simple ouvrier dans le bas de l'échelle aura 10.800 fr., soit une augmentation de 1.500 à 2.000 fr., tandis que les ingénieurs en chef auront près de 10 fois cette somme, cela grâce au statut des mineurs.

Au cours de son exposé, Delfosse déclara que l'on voulait que soit signée la convention collective, cette question étant en suspens depuis longtemps aux Charbonnages de France.

Si cette question leur tient tant à cœur aujourd'hui, comment se fait-il qu'ils ne l'aient pas tranchée hier lorsqu'ils étaient les directeurs des Charbonnages

Les communistes sentent que la majorité ouvrière ne veut pas de la grève dont elle a entrevu le but politique. Nous nous trouvons dans une situation paradoxale ; au dernier C. C. N., la minorité confédérale fut battue sur une motion où elle déclarait antistatutaire de demander l'avis de tous les salariés sans exception, alors que la majorité stalinienne faisait adopter à la majorité la consultation de tous les travailleurs syndiqués ou non. Lors de l'application de cette motion les communistes n'en veulent plus et les minoritaires veulent qu'on l'applique. Ni con-

---

(1) Dans le début de 1946, la direction des Houillères avait été nommée par un conseil d'administration où la C. G. T. détenait la majorité, mais l'opération avait été faite hors du cadre de la loi des nationalisations de décembre 1944. Léon Delfosse, qui avait remplacé Vial, fut obligé de se retirer.

La loi du 17 mai 1946 rétablit la situation et Léon Delfosse fut de nouveau directeur adjoint des H. N. du Nord et du Pas-de-Calais.

(2) Ce point fera l'objet d'un autre article.

(3) Depuis janvier 1947, l'ancien syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais est divisé en syndicats de concession.

sultation des seuls syndiqués ni consultation de tous les ouvriers. Il faut suivre le mot d'ordre des communistes. Pendant ce temps la C. G. T. ne prend pas position ; elle accorde au gouvernement un délai et demain les grèves cesseront sans qu'aucune revendication véritable ait été acquise par la masse des travailleurs.

Des éléments indignés de la manœuvre communiste ont essayé de faire reprendre le travail ; ils ont aussi fait déconsidérer le mouvement. Pour ma part, lors d'une réunion de Force ouvrière j'ai déclaré que ce n'était pas le jeudi, c'est-à-dire trois jours après la grève qu'il aurait fallu se réunir c'était avant et avec des mots d'ordre précis qui auraient écarté cette grève à but politique, mais qu'il ne fallait en aucun cas faire le jaune; personnellement, je m'y refuse catégoriquement et puisque le vin est tiré il faudra le boire jusqu'à la lie.

Demain la C. G. T. sera scindée ; il en sera fait de l'unité ouvrière. La place de la dictature sera faite. La situation est identique à celle de l'Allemagne avant l'avènement de Hitler et il est à remarquer que les responsables en seront les mêmes (4).

Et le résultat final des opérations staliniennes, si elles continuent, sera de faire faire l'unité des travailleurs... derrière les barbelés des camps de concentration.

25 *novembre* 1947 **E.-H. MENU.**

---

(4) Voir **Révolution prolétarienne** de 1932.

Bilan de faillite des Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais

Le numéro de novembre de la R.P. contient une étude sur la politisation des H. N. qui démontre l'effet néfaste de la mainmise sur celles-ci par les staliniens mais elle n'approfondit pas la situation de la libération à novembre 1947. Des faits nouveaux viennent de se produire ; parler du bilan des H. N. du Nord et du Pas-de-Calais est un sujet de brûlante actualité. Les grèves qui viennent de se produire dans le bassin ont eu pour cause ou pour prétexte la révocation du directeur adjoint de ce bassin, Léon Delfosse. Aussi je vais m'efforcer de compléter cette étude en fournissant les données qui manquent, à mon avis, pour établir un bilan complet.

Ce complément s'efforcera de rester dans le cadre de la précédente étude afin de permettre aux lecteurs de la R. P. de comprendre la situation qui se présentait dans nos mines et comment les mineurs de chez nous ont pu croire qu'ils faisaient grève pour défendre les nationalisations. Les chefs staliniens ne sont pas les seuls responsables du sabotage des nationalisations. Les anciens propriétaires des mines ont une bonne part de responsabilité mais leur attitude au cours de ces trois dernières années ne permet pas aux staliniens de se montrer très fiers.

LE SABOTAGE DES NATIONALISATIONS

Dès décembre 1944 fut votée la première loi sur les nationalisations des mines ; les textes touffus et imprécis de cette loi permirent aux anciens tenants des mines de commencer l'œuvre qui leur permettrait de remettre la main sur ce qu'ils considéraient comme leur propriété personnelle. Cette manœuvre consistait à ruiner les nationalisations tout en préservant leurs intérêts particuliers :

a) Le paiement d'une prime à la tonne ;

b) La mise en place d'un personnel supérieur et subalterne renforcé ;

c) Provoquer des dépenses d'autant plus fortes qu'elles étaient inutiles ;

d) Saboter par tous les moyens la production.

a) Paiement de la prime à la tonne

Nul ne peut reprocher à l'ex-patronat minier de ne pas voir plus loin que le bout de son nez. En faisant insérer dans la loi la continuation du paiement de dividendes en rapport avec le nombre de tonnes extraites, il savait que toutes les manœuvres qu'il ferait ultérieurement ne pourraient jamais lui être préjudiciables ; en effet cette prime est payée non sur le bénéfice réalisé, mais sur le prix de vente ; quoi qu'il advienne, il était gagnant.

b) Mise en place d'un personnel pléthorique

Dès que la loi sur les nationalisations fut votée, on mit en place un conseil d'administration qui, sans être à l'entière dévotion des barons de la mine, ne leur était pas complètement hostile. Aussi l'on commença à faire augmenter le haut personnel, c'est-à-dire les ingénieurs ayant la direction des principaux services dans les mines. Si l'opération fut audacieuse elle fut prudente. Pour ne pas attirer l'attention trop vite, les services du fond des sièges d'extraction restèrent sensiblement égaux avec ceux d'avant la guerre; seulement quelques emplois subalternes, c'est-à-dire dans le personnel de maîtrise, furent augmentés, d'où nomination de nouveaux employés (porions, porions contrôleurs, maîtres porions et sous-ingénieurs (1).

Mais dans certains services où les ouvriers étaient moins nombreux, il fut procédé à des nominations d'ingénieurs en surnombre. Mieux, l'on créa de toutes pièces des services permettant, sous couvert de la modernisation, l'introduction de techniciens et d'ingénieurs en chef, ce qui eut pour premier résultat, chacun essayant de justifier son emploi, que les contre-ordres succédèrent aux ordres et que les services du jour et du fond qui comprenaient avant guerre un personnel peut-être parfois un peu compressé, furent obligés d'augmenter ce personnel d'une façon considérable pour pouvoir faire face à la paperasserie sans cesse grandissante qui s'abattait sur eux.

Exemple : le bureau de comptabilité d'un siège d'extraction comprenait avant guerre le chef comptable et 5 ou 6 employés qui pouvaient assurer le service ; il comprend à l'heure actuelle, une vingtaine d'employés.

Il existe aussi les services centraux, surnommés chez nous grands bureaux ; là aussi il y eut une augmentation considérable d'employés. L'on fit mieux encore, la division du bassin en groupes eut pour résultat de supprimer l'autonomie des anciennes compagnies minières et d'unir deux ou trois de ces com-

(1) On désigne les employés du fond sous le nom de maître porion dans le Nord et de gouverneur dans les mines du Midi.

pagnies minières dans un groupe. Ainsi le groupe d'où je tire mes exemples s'appelle actuellement groupe IV d'Hénin-Liétard et comprend les anciennes compagnies de Courrières, Dourges et Drocourt, la première de celles-ci très riche, les autres pauvres.

Il se produisit un mouvement extrêmement complexe du personnel ; l'on assista à un ahurissant déplacement de personnel. Une partie de celui de Courrières fut muté à Dourges ; une partie de celui de Dourges à Courrières, ainsi que dans la troisième compagnie qui échange ses employés avec les autres services.

Tous les matins des services d'autobus fonctionnent pour transporter ce personnel de part et d'autre.

c) Dépenses inutiles

En sus de l'installation de nombreux postes superflus et du grossissement du personnel des bureaux et autres services dont l'effet immédiat a été de faire diminuer la production et d'augmenter le prix de revient, il y eut au chapitre des dépenses des sommes considérables allouées pour des frais qui n'auraient jamais dû être faits.

Avant guerre les ingénieurs disposaient d'habitations dont l'esthétique laissait peut-être à désirer, mais qui en tout cas étaient plus vastes et plus confortables que les maisons mises à la disposition des ouvriers. Ils n'avaient pas le droit d'y modifier quoi que ce soit sans autorisations préalables et celles-ci étaient rarement accordées par un patronat qui ne voyait dans les ingénieurs que des salariés d'une classe supérieure dont il voulait pouvoir se servir comme bon il l'entendrait. Dès que les nationalisations furent chose faite, des faits diamétralement opposés furent constatés. Des dépenses considérables furent faites pour l'aménagement et la transformation de ces habitations.

Voici quelques faits dénoncés par différents délégués lors de réunions au Comité de la Fédération syndicale de Courrières :

Transformation de la maison d'un ingénieur en chef : coût 1 million, ceci au début de 1946 ; installation et modification de l'éclairage chez un autre ingénieur en chef, plus d'un demi-million ; remplacement de cheminée de marbre évaluée à 200.000 fr. dans la maison du directeur ; création d'un centre automobile important ; pas mal de ces autos et camions sont utilisés à des fins qui n'ont rien à voir avec les houillères : voyages particuliers d'ingénieurs avec ou sans leur famille disposant d'autos, de chauffeurs et d'essence ; mise des camions des H .N. à la disposition d'organisations étrangères aux mines. Et bien d'autres faits dénoncés publiquement.

Tout ceci vint grever le budget des H. N. d'une façon impressionnante, étant donné que dans tous les groupes les mêmes agissements furent répétés.

d) Sabotage

Celui-ci fut exécuté d'une manière méthodique et les faits précédemment cités font partie de l'exécution de ce plan.

Dès les nationalisations, les ministres communistes demandèrent aux ouvriers de produire plus qu'hier et moins que demain. Les héritiers de M. de Peyerimhoff accédèrent à ces demandes d'augmentation de production puisqu'elles ne nuisaient pas à leurs intérêts, mais ils manœuvrèrent de telle sorte que l'augmentation de la production, au lieu de se traduire par une diminution du prix de revient, fit le contraire. Plus on produisait, plus le déficit s'accentuait. Aussi étrange que cela puisse paraître il en était ainsi.

Pourquoi ?

COMPARAISON

J'ai déjà parlé de la prime accordée aux anciens actionnaires payée sur toute tonne de charbon extraite et du renforcement pléthorique d'effectifs non productifs. Voyons le problème de la main-d'œuvre : en février 1939, la production était de 2.400.360 tonnes pour 154.089 ouvriers (2) ; en mai 1947, la production était de 2. 215.808 tonnes pour 248.967 ouvriers (3).

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Si l'on vient nous dire que la production a dépassé à certains moments la production de 1938, on joue uniquement sur le tonnage extrait sans faire la comparaison nécessaire avec l'effectif ouvrier.

Il est facile de comprendre que le charbon extrait en février 1939, compte tenu des fluctuations de salaires, avait un prix de revient moindre que celui de mai 1947. C'est ce qui fait que les H. N. vont inexorablement vers une faillite voulue et souhaitée par ceux pour qui tout est bon pour défendre leurs privilèges.

DIMINUTION DU RENDEMENT INDIVIDUEL

Examinons maintenant les diverses raisons pour lesquelles le rendement individuel est tombé aussi bas :

1° Pourcentage de non-productifs ;

2° a) Embauchage d'étrangers non-mineurs ; quoi qu'en dise certaine propagande, il n'est pas possible de faire un mineur en un mois ou même moins ;

b) Embauchage de beaucoup de Français victimes des destructions de la guerre venus du littoral (Calaisis, Boulonnais, etc.) eux aussi non-mineurs ;

3° Usure d'un matériel déjà suranné, impossibilité de moderniser ce matériel dans les délais les plus courts ;

4° Exploitation de la part de la direction des mines de veines ayant été délaissées pendant l'occupation (4) ;

5° Les conditions de vie n'étant plus les mêmes qu'avant guerre, les mineurs ne peuvent plus soutenir le même effort.

Ceci pour la diminution de rendement.

AUGMENTATION DU PRIX DE REVIENT

Voyons maintenant les causes d'augmentation du prix de revient ; en plus de celles déjà citées précédemment, elles sont encore nombreuses.

Salaires

La première que je citerai, mais qui ne rentre pas en ligne de compte pour la démonstration que je veux faire : les salaires ouvriers. Il ne faudrait pas que des esprits chagrins m'accusent de trouver que les ouvriers sont trop payés. Non il ne s'agit pas de cela, mais les mineurs ayant vu revaloriser les salaires de leur profession il est certain que cela a entraîné une faible hausse du prix de revient.

Les salaires des employés et des cadres supérieurs et même, ajouterai-je, des hors-cadres, ces salaires ont, eux, été l'objet d'une hausse sensible dès l'entrée en vigueur du statut du mineur (5).

La modernisation dans les mines

Ce point mériterait une étude plus complète, je vais m'efforcer de concrétiser dans le moins de phrases possible les erreurs, les abus et le véritable

(2) **Guide du mineur,** n° 6, de mars-avril 1939, édité par la F. N. S. S.

(3) Revue **Mineurs,** n° 6, du mois de juin 1947. Revue distribuée aux membres des comités d'entreprise par les soins des H. N.

(4) Pendant l'occupation allemande, la direction des mines fit exploiter les veines puissantes à grand rendement en employant tous les moyens de coercition dont elle pouvait disposer.

(5) Le statut des mineurs fera l'objet d'un prochain article.

sens de la modernisation telle que doit l'entrevoir le mineur.

Dès la nationalisation, l'on s'aperçut que le matériel de nos mines était défectueux, usé et incapable d'assurer la production charbonnière dans la mesure des besoins de la consommation.

Avant guerre déjà on importait un tiers de la consommation. Après guerre, ces importations ont considérablement diminué et dans le même temps, les exigences de la consommation augmentaient. Destruction pour cause de guerre de barrages de centrales hydrauliques d'électricité, incohérences dans la répartition de cette électricité, d'où augmentation en consommation de charbon des centrales thermiques (inutile ici de faire jouer la pluie ou le beau temps).

Matériel américain

Aussi fallut-il songer à remplacer un matériel désuet par un autre plus moderne. A la grande satisfaction des ex-patrons l'on créa des commissions d'achat pour le matériel d'exploitation minière. Achat, où ça ? En Amérique.

La moderne Amérique avait-elle un matériel ultramoderne ? Nos commissions reçurent là-bas un surnom. On les appela les 25 %, d'après le chiffre des ristournes exigées par les commissaires aux achats de la part des fournisseurs. On comprend très bien que c'était le gouvernement français qui payait ces ristournes, les businessmen yankees n'étant pas de ceux que l'on roule. Mais nos commissaires qui ne pensaient qu'à empocher des dollars ne se souciaient guère de la valeur et de l'utilité du matériel acheté.

Ces gens ne connaissaient probablement la mine que par la vue du chevalet représenté sur les actions dont ils étaient les détenteurs et dont on voulait les déposséder. Aussi on comprend qu'à la réception du matériel américain ça n'allait plus du tout. Si une partie de ce matériel pouvait être employé dans nos mines, une grande partie ne pouvait l'être pour diverses raisons.

Le gisement américain est plat, régulier, puissant, riche dans la plupart des cas et toujours, avec un toit solide permettant l'emploi d'un matériel moderne et une exploitation non pas difficile comme en France mais une exploitation comportant le creusement de voies et de chambres ne nécessitant l'emploi d'aucun matériel de soutènement.

En France, au contraire, les gisements sont irréguliers, pentés, de faibles puissances dans beaucoup de cas et ayant bien souvent un toit s'effritant sous la plus minime pression.

Certaines compagnies minières exploitent des veines de 0 m. 50 d'ouverture ; comment employer les machines dernier cri qu sont en honneur en Amérique ?

Si l'on avait des machines convenant à nos mines, il manquait des pièces de rechange, impossible de procéder à la réparation de ce matériel.

Il n'y avait pas que cela. Les Américains, voyant l'incompétence de nos commissions d'achat, n'hésitèrent pas à nous vendre un matériel neuf, mais qui était périmé avant même d'être mis en exploitation, autrement dit des rossignols.

En effet, si le matériel dont nous nous servions en France avait parfois une durée d'une vingtaine d'années, il n'en était pas de même pour l'Amérique qui renouvelait sans cesse son équipement. En aucun cas ce matériel n'avait plus de cinq ans. Il est facile à comprendre que devant ce renouvellement constant de l'outillage une partie de celui-ci restait pour compte aux constructeurs. Les commissions d'achat françaises sauvèrent ce matériel d'une mise à la ferraille, au bénéfice des constructeurs américains, à celui des commissaires français mais au grand détriment de la nation française tout entière que l'on privait de ressources pour avoir des devises or permettant l'achat de ce matériel.

Je n'entends pas jeter le discrédit sur tout le matériel américain ; il en est une partie qui pouvait convenir aux besoins de l'exploitation française, mais comme je l'explique plus haut et comme me le confirmait récemment un directeur de compagnie, les achats de matériel, bon ou mauvais, furent faits sans souci des accidents possibles et ne comportèrent pas l'achat de pièces de rechange permettant l'emploi intensif de ce matériel.

Il est compréhensible que tous ces faits réunis n'aient comme clairs résultats que de mener les H. N. à une faillite irrémédiable.

Cette faillite, on en cachait hier encore la gravité ! Aujourd'hui, où ils sentent la direction des Houillères leur échapper, les communistes en dévoilent l'étendue. Mais ils se gardent bien de dire qu'ils ont dans ce triste bilan une part de responsabilité.

Voici un premier chapitre sur la véritable situation dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Je me propose d'examiner prochainement quelques autres aspects du sabotage organisé et de retracer la vie de l'ouvrier mineur.

E.-H. MENU.

Une méthode typiquement stalinienne

Dans un rapport, reproduit par le *Monde*, (11, 12 et 13 novembre), le général Radesco relate comment le gouvernement roumain qu'il présidait dut abandonner le pouvoir en février 1945. Il raconte notamment que les soi-disant communistes, qui avaient besoin de sang versé, se chargèrent eux-mêmes de le répandre en abattant huit de leurs propres manifestants :

Le sommet de cette campagne fut la « démonstration de masses » organisée le 24 février 1945 dans les principales villes en vue d'amener le cabinet à démissionner sous la pression de la rue.

Comme ministre de l'Intérieur, je donnai des ordres pour que ces démonstrations pussent se dérouler sans le moindre obstacle de la part des autorités. A Bucarest quelques milliers de manifestants, recrutés surtout par contrainte parmi les ouvriers d'usines et les employés de syndicats, paradèrent toute la journée dans les rues principales en s'efforçant de provoquer des incidents. Il fallait des victimes pour justifier une intervention soviétique. Mais pas même les coups de feu tirés par des agents communistes contre le palais royal, la présidence du conseil et le quartier général de la police ne réussirent à décider les soldats qui les gardaient à se servir de leurs armes.

Lorsque dans la soirée l'affaire menaça de se terminer sans donner de résultats, ceux qui s'étaient nommés eux-mêmes représentants du « peuple » eurent recours à une méthode typiquement communiste : ils abattirent huit de leurs propres manifestants de façon à pouvoir me traiter d' « assassin du peuple ». Le soir même je tenais la preuve de ce plan en faisant faire l'autopsie des victimes. Les conclusions de l'autopsie furent décisives : les balles extraites des cadavres étaient toutes de fabrication et de calibre soviétiques. Ni la police roumaine ni l'armée n'avaient de telles munitions, tandis que la « Défense patriotique », c'est-à-dire la milice communiste, était pourvue d'armes et de munitions soviétiques. Je portai ce fait à la connaissance du monde entier dans une relation des incidents que je donnai à la radio dans la nuit du 24 février. Jusqu'à ce jour cette relation n'a été démentie de nulle part.

Victor Serge
et la défense de l'Homme

Nous venions de donner le « bon à tirer » pour le numéro de novembre de la R. P. — dans lequel passait l'article « Trente ans après la Révolution russe » — lorsqu'une information cueillie à la radio nous annonçait la mort de Victor Serge, emporté brutalement par une crise cardiaque, dans une rue de Mexico. Il avait cinquante-sept ans.

Le dernier article qu'il a donné à la R. P. prend la valeur d'un testament. Ce qu'il nous lègue, c'est sans doute une œuvre d'une richesse incomparable (des livres comme « l'An I de la Révolution russe », « S'il est minuit dans le siècle », « Naissance de notre Force », « Ville conquise », etc., outre leur valeur littéraire, marquent historiquement une époque de prodigieux espoirs révolutionnaires et d'irréparables déceptions dont 1918 fut le sommet) — c'est aussi une expérience humaine exceptionnelle, celle d'un jeune anarchiste individualiste qui s'est « engagé » dans une révolution prolétarienne née de la résistance à la guerre et qui — à travers l'échec de cette révolution dont il a subi physiquement et moralement les douloureux effets — s'efforce à la synthèse du socialiste et de l'humain : de sa prévision d'une « économie au service de la communauté » et des idées libertaires de sa jeunesse, purifiées par les épreuves.

Nous publions aujourd'hui des lettres de Victor Serge au fils de Marcel Martinet, écrites dès que les communications purent reprendre avec le Mexique.

Marcel Martinet, Victor Serge... leur présence parmi nous nous a permis — pour reprendre une formule que Jaurès appliquait à Tolstoï — de ne pas nous laisser aveugler par les lumières brutales d'en bas et de lever les yeux vers les clartés supérieures. Ils méritent l'un et l'autre, mieux qu'un banal article nécrologique. Dans l'abdication presque totale de ce que l'on appelle improprement « l'élite intellectuelle » — les gens de gauche et d'extrême gauche au moins aussi condamnables que les autres — ces deux écrivains authentiques, en participant à notre combat, sont demeurés courageusement fidèles aux hautes valeurs morales dont le mépris transforme tout effort socialiste et révolutionnaire en une entreprise d'asservissement et de corruption. Il faudra leur consacrer, dans la R. P. comme dans notre souvenir, la place à laquelle ils ont droit.

Sur sa jeunesse et sa formation, Victor Serge nous a laissé quelques pages publiées dans « Esprit » du 1er avril 1937, sous le titre « Méditation sur l'anarchie ».

Fils d'universitaire russe exilé, menant à Bruxelles au début du siècle, « la vie anxieuse d'un émigré », il subit le rude apprentissage de la misère. « Les mots pain, faim, argent, pas d'argent, travail, crédit, loyer, propriétaire, eurent pour moi depuis toujours, un sens rudement concret, ce qui devait, je le pense, me prédisposer au matérialisme historique. » Il en fut ainsi jusqu'à sa mort.

Une brochure de Pierre Kropotkine « Aux jeunes gens » détermine sa vocation — aussi le climat dans ces milieux d'émigrés russes, où reviennent sans cesse des histoires de prisons, de déportations, de pendaisons et la formule magique : « ...quand on fera la révolution ». Refus de se mettre au service de la société bourgeoise, par des études officielles et la conquête de diplômes — Mépris du socialisme... ou plutôt de « tout ce qui grouille d'intérêts nullement socialistes, autour du mouvement ouvrier ». Mépris de tous ces gens qui s'installent une vie régulière et confortable dans la puissante organisation socialiste belge. Mépris d'un socialisme qui, hors des combines de l'électoralisme, des « ristournes » des coopératives, n'offrait à ces jeunes gens « affamés d'absolu », qu'un plat réformisme ou que la « sécheresse doctrinale » d'un Jules Guesde, construisant « une cité future où toutes les demeures se ressembleraient, avec un Etat tout-puissant, dur aux hérétiques ». Et c'est l'évasion dans l'anarchisme le plus extrême « qui nous prit tout entiers, parce qu'il nous demandait tout, nous offrait tout, qui exigeait avant tout l'accord des actes et des paroles, un changement total dans la manière d'être ». C'est la vie dans ces colonies anarchistes, où le typo individualiste voisine avec l'ex-officier tolstoïen, avec le plâtrier romand spécialiste de la « chaussette à clous », avec le chimiste qui prépare la révolution sociale dans de « bons laboratoires »... C'est le contact avec ces individualistes de Paris victimes d'un pauvre scientisme — né des théories mal digérées d'Yves Le Dantec — où la lutte contre la société évolue d'un végétarisme touchant et ridicule à l'illégalisme aux tragiques conséquences.

Au procès de 1913, de la « bande à Bonnot, Garnier, Callemin, etc... », Victor Serge, poursuivi comme rédacteur de « l'Anarchie », et pour s'être refusé à toute délation, sans avoir participé à aucun des attentats, défend courageusement ses idées, prend pour dégager une jeune femme (qui fut acquittée) des responsabilités qui ne lui incombaient pas et encaisse cinq ans de réclusion.

On le retrouve en Espagne, pendant l'avant-dernière guerre, participant à l'action ouvrière. En 1917, non sans périlleuses aventures, il gagne la Russie soulevée par la Révolution. Il est en 1918 dans Pétrograd assiégé, combattant avec le « stylo et le fusil », chargé de missions presque désespérées, dont il ne survit que « par suite d'un certain nombre de hasards ». Notre jeunesse a été enfiévrée par les récits qui nous parvinrent en France de cette épopée de la Révolution. Je revois la petite brochure qu'Hasfeld publia : « Lénine 1917 ». Je la lisais, cependant que nous discutions de l'adhésion à la IIIe Internationale. L'anarchiste individualiste avait trouvé dans ce sacrifice d'un peuple combattant, le ventre creux, pour la défense de l'usine et de la terre conquises, une possibilité d'affirmation de sa force et de sa volonté par « le renoncement à l'exaltation de sa petite révolte personnelle ». Ses paroles résonnaient en nous comme des appels toniques et fiévreux, et nous n'écoutions plus les objurgations prudentes des politiques. Hélas ! la bolchevisation avait déjà dispersé les premiers défenseurs de la Révolution russe, lorsque Hasfeld sortit « l'An I de la Révolution russe », cette œuvre qui prit place, sur notre table, à côté des livres d'Albert Mathiez

sur la Révolution française et de « l'Histoire de la Commune » de Lissagaray.

Ce combattant de la Révolution, qu'il vive à Léningrad ou à Moscou, ou « missionnaire illégal » à Berlin (il fut l'un des premiers rédacteurs de « l'Internationale Communiste »), refusa toujours de « faire carrière », moyennant capitulations de conscience. Les vieux lecteurs de la R. P. n'ont pas oublié ce que représenta pour nous « le cas Victor Serge ». La bureaucratie stalinienne ne lui épargna pas les persécutions, alors qu'on fut assuré que l'on ne pourrait le corrompre et qu'il n'était pas facile de s'en débarrasser discrètement. Nous n'étions pas encore à l'époque de l'extermination physique des combattants d'Octobre. On utilisait des procédés plus raffinés. Victor Serge et sa famille connurent pas mal de souffrances, jusqu'à l'arrestation de Serge, le 8 mars 1933. La R. P. a publié, dans son numéro du 25 mai 1933, une profession de foi qui explique la haine des staliniens. Victor Serge précisait trois points essentiels, supérieurs à toutes les considérations de tactique :

« Défense de l'homme. Respect de l'homme. Il faut lui rendre des droits, une sécurité, une valeur. Sans cela pas de socialisme. Sans cela tout est faux, raté, vicié. Il ne faut jamais oublier qu'un être humain est un être humain. — Défense de la vérité. L'homme et les masses y ont droit. Ne consentir ni au tripapatouillage de la littérature, ni à la suppression de toute information sérieuse dans la presse. — Défense de la pensée. »

Ce n'est qu'en 1936 que l'action de militants et d'hommes libres réussit à tirer Serge et sa famille de l'enfer stalinien. Face à la meute des « intellectuels révolutionnaires », convoqués en congrès aux heures d'effusions antifascistes, Magdeleine Paz en défendant Serge avait dressé, avec un courage tranquille, notre protestation contre les méthodes totalitaires des fossoyeurs de la Révolution d'Octobre.

Victor Serge sortit de Russie comme il y était entré... « avec un chandail de prisonnier ».

A Paris, il reprit la lutte et ses descriptions du « cauchemar stalinien », au temps des procès de Moscou, nous ont préparés à la lecture du témoignage de Kravchenko, dont nous n'aurions pu supporter — si Serge, Yvon, Ciliga et quelques autres n'avaient déjà dissipé les légendes — l'hallucinant réalisme. C'est peut-être à Victor Serge et à Yvon que l'on doit d'avoir libéré la lucidité d'André Gide qui s'arracha non sans peine aux séductions du communisme officiel.

Serge quitta Paris, alors que les Allemands y entraient. Il quitta la France après l'armistice, fut interné à la Martinique et réussit enfin à gagner le Mexique, où il commençait seulement à jouir de quelque sécurité matérielle et morale.

En 1937, il écrivait : « J'ai subi pour ma part dix ans de captivité, milité dans six pays ; je n'ai rien, je suis tous les jours couvert de boue par une presse à grand tirage, parce que je dis la vérité. Derrière nous, une révolution victorieuse qui a mal tourné, plusieurs révolutions manquées, un si grand nombre de massacres que ça donne un peu le vertige. Et dire que ce n'est pas fini, que ce ne sera jamais fini ! »

Ce n'était pas fini, en effet... Dix ans après, la liste vertigineuse s'est considérablement allongée. Et cependant les dernières paroles de Serge sont lourdes d'espoir.

Nos jeunes nous demandent avec insistance — et comme on les comprend — de présenter quelque chose de positif. Il y a les programmes, les plans, les doctrines. Mais l'exemple d'une telle vie, d'une telle constance n'est-ce pas aussi édifiant ? Et ce « quelque chose » qui survit à toutes les occasions de désespoir ne mérite-t-il pas tous les dévouements et tous les sacrifices ?

Roger HAGNAUER.

Quatre lettres inédites
de Victor Serge

23 mai 1945.

J'ai déjà répondu par carte (1) à votre carte qui m'a fait tant de plaisir en dépit de la noire nouvelle de la mort de votre père. A peine si j'osais espérer qu'il survivrait à des temps comme ceux-là — et pourtant je voulais encore attendre bien des choses du poète et de l'homme de pensée. Je craignais aussi pour vous, les jeunes paraissant les plus menacés. Reprenons le contact, donnez-moi des nouvelles des amis et camarades. Lesquels survivent, lesquels ont su garder les fidélités essentielles ? « Maintenir », disait votre père. Chambelland ne m'a pas répondu — ou sa carte se sera perdue. Que sont devenus les Charbit ? Giraud, notre commun voisin ? Monatte ? Wullens — avec lequel j'avais presque rompu parce qu'il perdait dès 39 une partie de sa belle lucidité libertaire ? Les amis de « l'Ecole Emancipée » ? Je sais que Francine Theurroc a été grandement courageuse, mais je n'ai pas son adresse. A tous, salut et confiance !

Ici j'ai trouvé Marceau avec lequel j'ai longtemps collaboré par-dessus les divergences de vues, jusqu'au moment où ce n'a plus été possible, car je suis convaincu que les idées passe-partout d'hier, qui furent bonnes puisque nous n'en eûmes pas de meilleures, sont dangereusement dépassées. Il faut faire du vrai neuf à l'âge des techniques formidables, de l'inorganisation inhumainement rationnelle dont les totalitaires nous ont donné la leçon, de l'organisation puissamment rationnelle dont les Américains donnent un tout autre exemple. Je pense que les événements les plus beaux du passé récent ne peuvent plus se répéter que sous des formes inédites, que toutes les données des problèmes ont changé. La destruction du nazisme n'apporte pas de solutions et les menaces totalitaires demeurent grandes d'un autre côté. Ce qui doit surtout être défendu maintenant c'est le principe de liberté, mais il ne peut l'être que renouvelé au sein d'économies planifiées avec des institutions démocratiques d'un type nouveau et au prix d'une intransigeance ardente envers tout mensonge totalitaire. Je crois aussi que le temps des minorités sectaires est passé, que les minorités et les individus clairvoyants ne peuvent se rendre utiles qu'en participant avec personnalité aux vastes mouvements. Je vous indique en bref ma ligne de pensée qui est aussi celle de beaucoup d'amis, surtout aux Etats-Unis où l'on a fait et fait un beau travail de renouvellement des idées.

Nous avons, ma compagne et moi et mon fils, soutenu beaucoup de luttes quelquefois périlleuses et toujours difficiles. J'ai écrit trois gros livres qui auront leur utilité, des souvenirs embrassant 1905-1941 et qu'il faudra allonger, un roman qui doit attendre, un autre roman (français) publiable dès maintenant, mais moins fort, etc. Y a-t-il en France des possibilités d'édition ? Le Mexique a été pendant ces années une étrange oasis de liberté,

---

(1) Ces lettres ont été adressées à notre ami Daniel Martinet.

avec les plus beaux sites du monde, l'inclémence des tropiques, bien des révélations sur l'homme non européen et la complexité de ses problèmes. J'y ai âprement rencontré, plus puissants que nulle part, mes adversaires de toujours et il ne nous a pas été facile de tenir le coup ; mais le gouvernement mexicain a maintenu envers tous les réfugiés politiques une attitude de ferme et bienveillante hospitalité vraiment admirable.

Le proche avenir est obscur, il est inévitable qu'il le soit au cours d'une aussi violente transformation du monde, mais je crois que nous devons mûrir une confiance sans illusions, durement réaliste et que nous sommes en tout cas sur le seuil d'une ère de reconstruction qui peut justifier les plus grandes espérances : je ne déplore quant à moi que d'avoir dix ans de trop...

*
**

1er septembre 1945.

Vos impressions confirment nettement mes intuitions. Je m'étais séparé, à l'époque de la libération, de certains camarades qui professèrent alors un enthousiasme puéril, crurent à des élans de masses genre 89 ou 17 et cœtera. Le monde a tellement changé que ça me paraissait exclu — et je connais bien les effets de la terreur, de la sous-alimentation, de la fatigue : ils s'appellent nervosité, cafouillage et prostration. Mais la capacité de récupération de l'homme est quelque chose de surprenant, vous savez où je l'ai observé pendant une quinzaine d'années. (Si maltraitée qu'elle ait été, la France n'a pas traversé des épreuves comparables à celles auxquelles je fais allusion ; il est vrai que, grâce à sa vieille civilisation si aimable, elle a un organisme plus délicat...) Je crois raisonnable de penser que deux ou trois bonnes récoltes, quelques échanges internationaux et le tassement des souffrances se fera, les énergies intérieures renaîtront, les hommes qui se sentent diminués — sans le vouloir admettre, ce qui est souvent fâcheux — récupéreront une vigueur fécondée par l'expérience qui donnera à la France un visage nouveau. D'ici là, pas grand-chose à espérer sinon des efforts tâtonnants, un retour à la démocratie, la reconstitution des mouvements sociaux, peut-être des changements de structure qui s'imposent tellement dans l'intérêt général qu'ils font partie de la nécessité. Il m'est arrivé d'écrire que les vrais espoirs européens se situent vers 1948. C'était à la fois une idée réfléchie et une image littéraire 1848, date d'une révolution bourgeoise confuse. titubante, manquée mais dont on s'aperçut vingt ans plus tard qu'elle avait tout de même triomphé. Il faut prévoir de même un acheminement incohérent et trébuchant vers une Europe nouvelle ; cela paraîtra rater bien des fois, mais comme la planification, la collectivisation de la production, la sécurité économique de l'individu, les institutions démocratiques, les collaborations internationales et intercontinentales répondent aujourd'hui aux nécessités techniques de la vie civilisée, une sorte de socialisme est latent partout et s'imposera — sauf catastrophes. Dans peu de temps cela se verra — et voyez déjà les élections anglaises à un moment où il n'y a plus de place pour les abdications opportunistes naturelles en un monde confortable. Tout cela se fera autrement que nos meilleurs théoriciens ne le prévoyaient et c'est pourquoi je pense en premier lieu à réviser les notions apprises — en spécifiant bien que les mises à jour n'ont rien de commun avec les abandons. J'ai vu tant de minorités intéressantes s'user et succomber finalement que je crains leurs traditions et surtout le sectarisme qui enferme les cerveaux dans un système clos et les isole inutilement du reste du monde. L'initiative des petits groupes, ferment précieux quand elle s'assure un terrain, se perdra demain si elle est coupée des grands mouvements qui en ont besoin. Voilà ce que je voulais dire. Les enfants d'Eldé, à cet égard, donnent par excellence l'exemple à ne pas suivre.

Au Mexique, il n'y a rien de vivant (idées, mouvements), mais aux E. U. c'est très différent, de bonnes publications, beaucoup d'intellectuels pensants, un formidable mouvement ouvrier fort différent de l'européen, très pratique, formant de petits états dans l'Etat, très vaguement socialisant, nullement idéaliste dans l'ensemble mais sachant fort bien défendre ses intérêts immédiats et en train de former des cadres nouveaux. (Ex. : une vaste entreprise de l'industrie automobile du temps de guerre ayant été déclarée non rentable par les capitalistes, le Syndicat des Travailleurs de l'Auto, dirigé par Walter Reuther, a aussitôt proposé de la... racheter et d'en continuer l'exploitation ! — avec le concours de l'Etat bien entendu). Le trade-unionisme américain est si profondément différent du syndicalisme européen qu'il faudrait un gros travail pour le décrire. De dures épreuves l'attendent, mais il me semble en pleine progression sous tous les rapports.

*
**

11 janvier 1946

Vous me parlez de revues intéressantes. Lefeuvre a cessé bizarrement de m'écrire — ou ses lettres se sont égarées... J'aimerais recevoir ses publications. J'en ai reçu d'autres et j'ai pu enfin me rendre bien compte d'une foule de choses. Mon pessimisme général pour l'immédiat s'est trouvé rudement confirmé... J'ai constaté aussi que l'ensemble d'idées auxquel je suis arrivé est latent dans beaucoup de têtes, mais sous des formes incohérentes et même vagissantes... J'ai surtout constaté qu'il y a un état d'esprit presque général de capitulation — démission — réserve — de conscience devant le totalitarisme dont j'imagine que la pression est colossale (tout en m'étonnant du manque de courage et de clairvoyance qu'elle rencontre. N'aurions-nous qu'une dizaine d''hommes de la trempe de votre père toute l'ambiance s'en ressentirait !). C'est le même phénomène psychologique que celui qui se produisit au début devant le nazisme et c'est bien la chose la plus inquiétante. Je vois de très honnêtes gens fausser délibérément les vérités essentielles et chercher mille subterfuges idéalistes et politiques pour s'aveugler eux-mêmes. Tout cela finira par coûter cher. Nous vivons dans le transitoire, ce serait folie que de croire les catastrophes épuisées et je reste persuadé que rien ne les aggrave et ne les facilite comme le manque de courage, d'abord du courage de voir clair.

Vous avez encore un hiver dur, à la russe de tant d'années, nous y pensons ici d'autant plus que le Mexique jouit d'un perpétuel été, puissamment ensoleillé. Vous avez su, je pense, la mort à Paris de mon vieil ami et adversaire Boris Voline, le libertaire intrépide, l'animateur autrefois du mouvement Makno. Vers 65 ans, de suites de privations, juste au moment où il allait recevoir de quoi se remettre. En 41, je lui proposais le Mexique et il refusa, tenant qu'il devait rester là où les événements seraient les plus intéressants et que père de plusieurs soldats français, on ne l'internerait pas... Il ne le fut pas en effet, mais la misère matérielle a suffi. Un vrai grand caractère d'autrefois.

Je me rends compte que mes premières lettres à vous et quelques amis de France étaient pénétrées d''un optimisme injustifié. Pour que du nouveau puisse germer, il faut un terrain meilleur — que nous aurons peut-être quand les privations seront finies et quelques expériences amères faites...

20 avril 1946.

Je ne vous ai pas écrit depuis quelque temps par suite d'un surcroît de préoccupations et de malaises physiques (cette sacrée altitude !). Mais je sais que vous avez établi le contact avec le Comité de solidarité de N.-Y. J'espère que vous recevez aussi des publications anglaises qui vous tiennent au courant des idées dans cet hémisphère. J'ai reçu un numéro de « Maintenant » où j'ai eu le plaisir de trouver des poèmes de votre père... Il m'est arrivé d'entrevoir Alfred et Marguerite (2), fermes et fidèles à leur passé, demeurés si droits en plus de vingt ans que je les rencontre de loin en loin... Jean Guéhenno est venu donner des conférences à Mexico, si vous avez des projets de voyage vous pourriez le voir de ma part, avec la certitude de trouver un homme sincèrement idéaliste et bien disposé.

Mes affaires personnelles vont sensiblement mieux, j'ai des propositions d'éditeurs de divers pays, des livres en fabrication, des tas de choses commencées, j'ai même envoyé à Paris un manuscrit pour compléter un livre qui doit paraître chez G. Cela n'amoindrit pas encore les difficultés de l'immédiat, qui n'ont jamais été plus embêtantes.

Des publications que j'ai reçues de France me confirment dans l'impression d'une indécision plus que pénible et d'"un vasouillage idéologique plein de perplexité. Ce n'est certes pas en fermant les yeux sur les problèmes les plus graves qu'on les résoudra ; et la disposition à s'accommoder d'une puissance montante, quand celle-ci est implacable et talonnée par sa propre faiblesse intérieure, ne peut mener qu'à des complications coûteuses... Les solutions de la lucidité et de la fermeté me paraissent toujours les meilleures. On ne saurait imaginer ni accommodement ni moyens avec un totalitarisme qui n'obéit qu'à ses propres nécessités.

Dans ces parties du monde, aux Amériques, la grande politique reflète bien des tendances analogues, mais je les crois plus superficielles que réelles. On voit très clair, on publie sans cesse une information abondante et terrifiante, sans la moindre agitation visible. La vue d'ensemble qui s'impose est celle d'un conflit ouvert, durable, qui ne permet d'entrevoir que deux solutions schématiques : ou un changement de régime à M. ou un état de crise permanent avec au bout, à une échéance maximum de quelques années, des complications catastrophiques. D'ici là, la pauvre Europe ne connaîtra ni reconstruction véritable ni paix intérieure, tout restera en suspens.

Vous savez sans doute que les social-démocrates berlinois qui se sont prononcés en majorité contre la fusion avec le P.C. ont été envoyés en grand nombre au camp de concentration de Buchenwald. Le « N.-Y. Times » a publié des dépêches sur l'impossibilité de s'entendre avec Vienne et même évoqué la perspective d'une minuscule Autriche indépendante avec Salzburg pour capitale, vu l'intention irréductible des Russes de demeurer à Vienne. La Hongrie est affamée par une inflation telle que le dollar doit valoir entre un et deux millions de pengoes (il en valait un il y a quinze jours...).

Il s'est confirmé qu'une profonde crise du pouvoir se produisait en Russie en novembre et décembre caractérisée par la fuite des grands personnages devant les responsabilités, le banditisme, les troubles, les revendications à haute voix. Le Chef a jeté du lest ,fait relâcher les manifestants incarcérés, fait baisser les prix des vivres et finalement l'appareil policier a repris le dessus, mais cela n'arrange rien, évidemment.

L'affaire de l'espionnage russe au Canada a eu un retentissement extraordinaire et il ne faudrait pas s'étonner de voir des affaires du même genre surgir ailleurs... On a publié à N.-Y. que le F.B.I. (police secrète) tient en mains une vaste documentation, mettant en cause des communistes américains, sur de sombres intrigues tramées autour de l'assassin de L. Trotski, qu'il s'agirait de faire évader ou disparaître. Les intellectuels libéraux des E. U., ceux qui ont fait preuve d'une complaisance idiote à l'égard du totalitarisme, commencent à se réorienter. Ailleurs, Norman Thomas a publié au nom du P.S. américain une remarquable brochure intitulée « Russie, Promesses et Accomplissements », dont le vrai thème est l'incompatibilité entre totalitarisme et socialisme. Des intellectuels américains et britanniques (Wells, Koestler, Matthew Woll, de l'A.F.L., Dorothy Thompson, James T. Farrel, George N. Schuster, Harry Gideonse, A. Philipp Randolph, William Rose Benet, Oswald Garrisson Willard et autres) ont publiquement posé la question du « complot Hess-L.T. », inventé aux procès de Moscou par Vychinski. Presque tous les documents secrets du nazisme étant entre les mains des alliés, il est désormais facile de constater que les accusations des procès de 36-38 contre les vieux bolcheviks étaient forgées. Des messages ont été adressés dans ce sens à la cour de Nuremberg. Celle-ci ne fera rien bien sûr, mais la question sera quand même vidée. John Dewey et Suz. Lafollette se sont abstenus, estimant qu'il y a chose jugée et que les conclusions de la Commission qui innocenta formellement L. T. n'ont pas à être remises en question. La biographie (incomplète) de S. par L. T. va paraître chez Harpers, après avoir été mise sous le boisseau pendant plusieurs années.

J'ignore si ce bref tour d'horizon vous apprendra quelque chose, dites-le moi.

(2) Il s'agit de nos amis Alfred et Marguerite Rosmer.

Pour la réconciliation des victimes

Ce que je voudrais préconiser en même temps que la lucidité et l'action audacieuse, c'est la réconciliation des victimes. Rien n'est plus naturel que la rancune, au lendemain de si vastes tueries, mais rien aussi n'amoindrit et ne divise davantage l'homme européen contre lui-même. La réconciliation des victimes exige un grand effort moral et c'est ce qui la rendra féconde. Tous les peuples ont été broyés par d'infernales machineries qui les dominaient; pour guérir de ce bloc psychologique il faut qu'ils se refassent une âme fraternelle en vue d'un avenir commun.

Victor SERGE

(déclarations à **Combat** du 16-11-47)

Notes d'Economie et de Politique

L'ENJEU : LA FRANCE ALLAIT-ELLE DEVENIR UNE NOUVELLE TCHECOSLOVAQUIE ?

Dans un article écrit, il y a quelques semaines, pour une revue de nos camarades d'Angleterre, je disais : « Maintenant que nous sommes entrés dans l'ère de l'impérialisme, tout est subordonné aux luttes que se livrent les candidats à l'empire du monde; tout, même les luttes de classes. » La crise que nous venons de vivre en France a apporté rapidement la confirmation de cette affirmation.

Personne n'a pu, en effet, se méprendre sur la signification des grèves générales ordonnées par les staliniens de la C. G. T. Il s'agissait de profiter de la politique criminelle de bas salaires qu'avaient continué à pratiquer les socialistes et le M. R. P. après l'expulsion des czaristes français du gouvernement, pour faire une démonstration de force, au bénéfice de la Russie, à l'occasion de la conférence de Londres. Jadis, quand un Etat voulait plier à ses vues un autre Etat, il ordonnait des grandes manœuvres militaires à proximité des frontières de cet Etat, ou envoyait des navires de guerre dans les eaux proches de ses côtes. La Russie stalinienne est à même d'utiliser un autre procédé, sensiblement plus puissant : elle suscite chez l'adversaire, ou chez ses alliés possibles, des troubles sociaux qui démontrent qu'elle pourra y disposer d'une forte cinquième colonne, le moment venu. Les récents événements d'Italie et de France constituaient le chantage qui, dans l'esprit des hommes du Kremlin, devait permettre à Molotov d'obtenir à Londres le maximum de concessions de la part de Marshall et de Bevin. Les travailleurs italiens et français furent transformés en moujiks russes obligés de se battre, ou même de se faire tuer, pour le compte du petit père.

Mais ce qui ne devait être sans doute, dans l'esprit de Staline, qu'une manifestation de force, est devenu rapidement, par la volonté de Schuman, inspiré probablement par les habiles politiques du Gésu et du Vatican, une épreuve de force. Il paraît bien, en effet, que Schuman n'a rien fait pour enrayer les grèves à leur début, car comment comprendre autrement que Mayer ait présenté, comme dernière proposition, cette invraisemblable exigence que les salaires ne seraient pas révisés avant juin prochain, quelle que soit la montée des prix, et comment comprendre la présentation à grand orchestre d'une nouvelle loi sur la « défense de la liberté du travail », alors que la législation existante fournit déjà tous les moyens de répression, et contre les atteintes à la liberté du travail et contre le sabotage ? Mais les gens du M. R. P. ont voulu obliger les czaristes français à s'engager à fond, afin... de pouvoir leur briser les reins.

Les Russes avaient cru qu'ils pourraient se contenter de prouver leur force alors que les choses en sont arrivées à ce point qu'il faut que désormais cette force triomphe totalement, ou... soit écrasée. L'enjeu de la bataille était devenu celui de l'indépendance même de l'Etat français. Celui-ci devrait-il ou non n'avoir qu'un gouvernement qui lui serait dicté par Moscou ? La France devait-elle devenir, sinon une nouvelle Yougoslavie, au moins une seconde Tchécoslovaquie ? Un pays dont l'Etat ne pourrait prendre aucune mesure qui ne serait approuvée par Moscou ? C'était là la vraie question, la seule question, l'enjeu réel de la lutte qui a été déclenchée à la fin du mois dernier.

Aussi le gouvernement ne pouvait-il céder, sans se suicider. Mais comme la véritable question, celle de savoir si la France deviendrait, ou non, un Etat satellite, ne pouvait se poser dans le cas présent que par l'intermédiaire d'une question de salaires, il en est résulté que les salaires des ouvriers de ce pays sont dépendants maintenant, en dernière analyse, d'une question de politique étrangère ; des revendications pour lesquelles on aurait été en droit de penser qu'elles aboutiraient facilement ne sont point satisfaites à cause des conséquences politiques qui en auraient découlé. Les développements de l'impérialisme commandent, désormais, même les salaires nationaux !

LA LUTTE DE CLASSES DEGENERE EN SE SUBORDONNANT A L'IMPERIALISME

Mais l'événement que nous venons de voir n'est qu'un cas particulier d'un phénomène général. Aujourd'hui comme il y a deux mille ans et comme il y a six cents ans, la lutte de classes tout entière tombe sous la dépendance des rivalités impérialistes.

La lutte de classes est le grand moteur du progrès. Si l'on a pu dire que « toute l'histoire n'est que l'histoire des luttes de classes » c'est que la seule partie positive de l'histoire est celle du progrès humain, et que toutes les époques de progrès humain se caractérisent par l'intensité des luttes de classes qui s'y livrent ; la grandeur d'une époque se mesure par l'importance de ces luttes.

La Grèce, la Grèce classique, a été le pays d'élection des luttes de classes. Les VII[e], VI[e] et V[e] siècles ont vu toutes les Cités grecques « déchirées » par des luttes de classes d'une ampleur et d'une violence sans égales. « Ce sont les marchands qui commandent », disait le poète aristocrate de Mégare, Théognis, « ah ! puissé-je boire leur sang ! » Eh bien ! non pas malgré ces luttes de classes, mais grâce à elles, cette Grèce-là, cette Grèce des luttes de classes exacerbées fut la Grèce du « miracle », celle qui fit éclore le règne de la raison, celle qui a donné naissance à la philosophie et à la science, celle qui traça les canons de l'art. La Grèce d'Héraclite et de Pythagore, la Grèce de la Tragédie et du Parthénon.

La seule période qui puisse lui être comparée au point de vue du progrès humain est celle de nos XVIII[e] et XIX[e] siècles ; or qu'a-t-elle été, celle-là aussi, si ce n'est, avant tout, l'époque des grandes révolutions ? On disait, au siècle dernier, que désormais la « question sociale » primait tout, ce qui signifiait que la lutte de classes était, à ce moment, le facteur déterminant de l'histoire.

La lutte de classes on la retrouve même comme l'une des principales caractéristiques de cette première renaissance que fut le bas moyen âge (1),

(1) En appelant moyen âge toute la période comprise entre le V[e] siècle et le XV[e] siècle, la terminologie française se montre très défectueuse, car elle groupe ainsi, sous un seul nom, deux époques essentiellement différentes. La première partie du moyen âge, qui s'étend jusqu'au X[e] siècle environ, est une période de régression caractérisée, c'est la dernière phase de la décadence antique ; la seconde partie du moyen âge est, au contraire, une époque d'éveil et de progrès, elle annonce les temps modernes. Les Anglais ont été beaucoup mieux inspirés en attribuant à ces deux époques deux noms entièrement différents ; ils appellent la première « dark ages », l'âge sombre, tandis qu'ils réservent l'expression de moyen âge (« middle ages ») à la seconde.

lorsque, grâce aux invasions arabes, l'Occident européen eut retrouvé la culture antique et put ainsi échapper à la nuit du christianisme : l'époque des cathédrales, de la scholastique et des premiers balbutiements de la science expérimentale. Lutte de classes sur deux fronts, comme le furent nos luttes de classes du siècle dernier. D'une part, lutte de l'ensemble des classes issues des nouvelles techniques contre les tenants de l'ancien ordre de choses : lutte des bourgeois et des ouvriers réunis contre les seigneurs aux XIIe et XIIIe siècles, contre les monarques, les nobles et les prêtres aux XVIIIe et XIXe siècles ; d'autre part, lutte, au sein même de ces nouvelles classes, entre la classe des patrons et celle des prolétaires. Dans les villes de la Flandre médiévale, les luttes ne le cédèrent en rien, comme durée et comme violence, à celles qui opposaient nos modernes bourgeois et prolétaires, les ouvriers des plus basses qualifications parvenant même parfois jusqu'à exercer seuls le gouvernement de la Commune.

Mais rien n'est immortel ! Pas plus que ne durent les périodes de transformations techniques et de progrès de la civilisation, pas plus ne durent les luttes de classes.

Avant de disparaître elles dégénèrent. Or la forme de leur dégénérescence consiste précisément en ce que, abandonnant leur mission, cessant d'être des classes « pour elles-mêmes », n'agissant plus d'une manière autonome pour leurs propres fins, les classes se mettent au service d'éléments étrangers à elles-mêmes. Les périodes de dégénérescence de la civilisation et des luttes de classes coïncidant avec les périodes où les formations politiques territoriales s'agrandissent, les classes se mettent au service de l'un ou l'autre des rivaux qui cherchent à constituer ces formations politiques agrandies.

Le cas de « la fin de la Grèce » est typique à cet égard. Aux IIIe et IIe siècles, le heurt violent des classes existe toujours, mais chacune des classes n'est plus que l'auxiliaire de l'une des deux Grandes Puissances qui se disputent l'empire de la Méditerranée orientale : la République romaine et le royaume de Macédoine.

Au moyen âge c'est la même chose. Durant ce grand bouleversement qu'on appelle la Guerre de Cent Ans et qu'on a voulu bêtement réduire à une guerre de la France contre l'Angleterre, il s'agissait de mettre un point final au morcellement féodal par l'établissement de grands Etats nationaux. Plusieurs candidats, le roi de l'Ile-de-France, le duc de Guyenne (également roi d'Angleterre), le roi de Navarre, le duc de Bourgogne rivalisèrent à qui ferait l'unification de ce que nous appelons maintenant la France et qui forme le cœur de l'Occident européen en unissant l'Angleterre à l'Italie, la Flandre à l'Espagne ; or, les classes se mirent au service de ces différents prétendants, abandonnant ainsi leurs objectifs propres, tels qu'elles les avaient élaborés durant les siècles précédents, ou, plus précisément, ne comptant plus sur elles-mêmes pour atteindre leurs objectifs, chacune d'elles se fit le soldat de l'un des candidats au trône de France, parce qu'elle espérait simplement en être récompensée. Ainsi que l'a montré Funck-Brentano, la Guerre de Cent ans fut plus une guerre civile qu'une guerre étrangère, une guerre de classes qu'une guerre entre princes, mais une guerre où les classes étaient les subordonnées des princes. Contre la noblesse groupée autour du Valois de l'Ile-de-France, et qui devait, vers la fin, être appuyée par l'ensemble de la paysannerie (Jeanne d'Arc), bourgeois des villes, avec Etienne Marcel, prolétaires des petits métiers, avec Caboche, soutinrent successivement, les premiers Philippe de Navarre, les seconds le duc de Bourgogne, et les Etats généraux, entre temps, où l'influence du Tiers dominait, portaient au trône de France Henri V, roi d'Angleterre. Les luttes de classes dans la France des XIVe et XVe siècles dégénérèrent ainsi autant, et de la même manière, que celles de la Grèce des IIIe et IIe siècles.

Aujourd'hui, hélas ! nous assistons au même spectacle. Il n'y a plus que deux partis politiques en France : le parti américain et le parti russe et les classes en sont réduites à s'y inféoder, dans l'ensemble ; l'une d'elles est au service du parti russe, l'autre à celui du parti américain. L'opposition de leurs intérêts demeure, mais au lieu d'être l'origine et la fin de leur action, elle n'est plus qu'un instrument entre les mains des impérialismes rivaux. La lutte de classes cède la première place dans le développement historique à la lutte pour l'empire du monde.

Terminons par une remarque. Jusqu'ici, le camp auquel se sont ralliées les classes opprimées fut le camp perdant. C'est de la Macédoine, et non de Rome, que les démocrates grecs se firent les agents, c'est le duc de Bourgogne, et non le roi de France, que le peuple des villes françaises soutint, et c'est... du côté russe que se porte le prolétariat français d'aujourd'hui.

L'ETATISATION DES SALAIRES SECONDE CAUSE DES BAS SALAIRES

Si, pour la première fois depuis les débuts du capitalisme, les salaires, en France, ne se sont pas accrus plus vite que les prix, la raison essentielle en réside dans cette perte d'autonomie de la classe ouvrière, dans le fait que les travailleurs français sont devenus les soldats de l'impérialisme russe au lieu de demeurer uniquement les soldats de leur propre cause.

Il y a, cependant, aussi une autre raison, qui y est d'ailleurs indirectement liée, et qui joue un rôle important.

Rappelons que si, normalement, le salaire, en valeur réelle, augmente en période de hausse des prix, cela est dû à ce que la hausse des prix entraîne une surexcitation de l'activité économique. En de telles périodes, les commandes abondent, les usines tournent à plein ; dès lors, les patrons se font concurrence afin d'avoir chacun le plus d'ouvriers possible. Tout patron, grand ou petit, a peur que ses salariés ne le lâchent pour aller chez le voisin ; tous les patrons essaient de débaucher les ouvriers du voisin pour qu'ils viennent travailler chez lui, et aux uns et aux autres il n'est pas d'autre moyen de parvenir à leurs fins que d'offrir des salaires plus élevés.

Mais il va de soi que lorsque, comme c'est le cas aujourd'hui, les salaires sont uniformément fixés par l'Etat, cette concurrence entre les patrons ne joue plus. Le patron ne demande pas mieux que d'augmenter les salaires, ainsi que le prouve la fréquence des « salaires noirs » payés de la main à la main, mais l'interdiction légale qui frappe ces salaires freine partout leur augmentation et elle l'empêche à peu près complètement dans certaines grandes industries, dans les services publics et dans les entreprises étatisées notamment.

Le danger que tous les vrais socialistes dénoncent depuis tant d'années se trouve donc ainsi confirmé par les faits : avec le capitalisme d'Etat ou le capitalisme contrôlé par l'Etat, le travailleur se trouve en face d'un unique employeur, d'un immense monopole de l'emploi, un trust parfait, qui lui supprime la possibilité de jouer de la concurrence entre patrons, alors que chez lui la concurrence continue à sévir, les ouvriers ne cessant point de se concurrencer pour essayer de décrocher « la bonne place ». La concurrence, d'un côté, le monopole, de l'autre, il est fatal que le monopole dicte sa loi, une loi infiniment plus dure que celle qu'on peut obtenir lorsque la concurrence joue des deux côtés, et sur-

tout lorsque, grâce à la cohésion syndicale, la concurrence entre ouvriers se trouve à peu près éliminée, comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Mais cette fixation des salaires par l'Etat n'est elle-même qu'une conséquence de la fixation des prix par l'Etat. Il est évident que si l'Etat fixe les prix maxima auxquels les marchandises peuvent être vendues, il lui faut également fixer les salaires maxima qui seront payés aux travailleurs qui fabriquent ces marchandises. Fixation des salaires et fixation des prix ont toujours été de pair. La fixation des prix est donc une mesure qui, en dernière analyse, se retourne contre la classe ouvrière.

Dans l'immédiat, on ne voit qu'une chose : l'avantage que l'on a à ne pas sortir plus d'argent du porte-monnaie pour faire son marché ; ce qu'on ne veut pas se donner la peine de regarder c'est l'événement de demain : d'une part, que la fixation légale du prix risque, si ce prix est trop bas — et il n'est intéressant que s'il est trop bas — d'amener une raréfaction de la marchandise, et, d'autre part, qu'en obligeant à la fixation légale des salaires, elle déplace, au détriment du travailleur, le rapport des forces entre les patrons et lui.

EN QUOI L'ECHELLE MOBILE SERAIT-ELLE DESASTREUSE ?

A la veille de la fin de la grève paraissait un communiqué officiel déclarant que l'application de l'échelle mobile des salaires serait « désastreuse ». C'est d'ailleurs ce que ne cessent de répéter depuis des mois, voire des années, toutes les autorités et tous les gens bien-pensants. Ils le répètent à satiété, par la presse, par la radio, dans les conversations particulières, mais on en est toujours à attendre le moindre argument à l'appui de cette affirmation. Pourquoi, en quoi et **pour qui** l'échelle mobile serait-elle désastreuse ?

A ces questions on ne donne aucune réponse, et cela pour une raison bien simple : c'est que l'échelle mobile ne serait un désastre que pour les capitalistes, plus généralement, pour tous ceux qui, directement ou indirectement, vivent de la plus-value produite par les travailleurs.

En effet, puisque l'effroyable situation morale dans laquelle se débat la classe ouvrière française, qui la rend bien capable de se battre pour l'impérialisme russe mais non pour elle-même, fait que, depuis des années, les prix haussent plus vite que les salaires, la plus-value, c'est-à-dire l'excédent de ce que l'ouvrier produit sur ce qu'il touche, ne fait qu'augmenter. Or, avec l'échelle mobile, la plus-value se trouverait automatiquement stabilisée, elle demeurerait considérable, mais elle ne croîtrait plus : c'est cela le « désastre ». Il n'en est pas d'autre, et il ne saurait y en avoir d'autre.

LA BAISSE DES PRIX EN ITALIE

On sait que les prix italiens qui n'avaient cessé de croître depuis l'armistice — à une allure encore plus rapide que les prix français — ont, le mois dernier, sensiblement baissé. La cause s'en trouve dans la politique suivie par le nouveau ministre des Finances, Einaudi, un homme de quelque 80 ans, c'est-à-dire appartenant à la génération qui n'était pas encore celle de la décadence capitaliste.

En France, l'ineffable Blum avait prétendu faire baisser les prix par une mesure de force, un simple décret décidant que les prix seraient diminués de 5 %. On sait quel beau fiasco ce fut ! Si Einaudi réussit là où Blum a si piteusement échoué, c'est tout simplement qu'il a pris exactement le contre-pied de la politique blumiste : les mesures qu'il a appliquées furent des mesures **libérales** et **rationnelles**, non des mesures arbitraires et aveugles ; or liberté et raison, deux mots presque synonymes, ne sauraient trahir. Einaudi a réussi.

En quoi ont consisté ces mesures, ou plutôt cette mesure, car il n'en est encore qu'une qui a eu le temps de faire sentir ses effets. Elle fut tout simplement celle que nous avons si souvent indiquée comme la seule opérante : l'arrêt, ou, tout au moins, la diminution de l'inflation. C'est-à-dire arrêter, ou, tout au moins diminuer l'émission de faux billets de banque, je veux dire par là : les billets de banque dont l'émission ne correspond pas à la mise en vente d'une nouvelle marchandise.

En Italie, comme c'est le cas en France, l'inflation avait deux sources. L'une d'elles était constituée par les billets émis par la Banque pour être remis à l'Etat afin que celui-ci s'en serve pour payer ses dépenses, l'autre, par les billets émis en contrepartie de **faux** effets de commerce, ceux que l'on appelait autrefois, dans l'argot des affaires, de la « cavalerie ».

Lorsqu'un industriel vend à un commerçant, à crédit, le produit qu'il vient de fabriquer et que le commerçant s'engage à lui en verser le prix dans trois mois, puis lorsque notre industriel porte l'engagement que lui a souscrit le commerçant à la Banque d'émission pour que celle-ci le lui « escompte », c'est-à-dire lui remette immédiatement en échange de cet engagement à trois mois des billets de banque d'une valeur correspondante, la mise en circulation de ces billets correspond bien à la mise en vente d'un produit nouveau, d'une valeur égale ; l'équilibre entre la quantité des marchandises et la quantité des moyens de paiement n'est donc pas rompu; aussi ne se produit-il pas de hausse des prix ; il n'y a pas inflation. Mais si notre industriel se fait souscrire par le commerçant un engagement de lui payer une certaine somme dans trois mois, sans lui remettre en contrepartie une marchandise, s'il se fait ainsi octroyer un « billet de complaisance », et qu'il l'escompte ensuite à la Banque, les billets que celle-ci va lui remettre s'ajoutent à ceux déjà en circulation sans qu'il y ait eu un accroissement quelconque dans la quantité des produits à vendre ; l'équilibre entre choses à vendre et moyens de paiement est alors rompu, et il ne se rétablit que par l'élévation des prix.

Or le soi-disant « portefeuille commercial » de la Banque d'Italie était encombré de tels effets de complaisance, de « cavalerie ». La première mesure d'Einaudi a été d'interdire la continuation de cette pratique, d'exiger que la Banque n'escompte plus désormais que de **véritables** effets de commerce, qu'elle revienne, selon l'euphémisme des communiqués officiels aux « règles strictes » de l'escompte commercial.

L'effet a été immédiat. Il fut d'autant plus rapide que tous ceux qui avaient ainsi lancé de la « cavalerie » et qui allaient devoir payer à leur échéance, coûte que coûte, les faux effets de commerce qu'ils avaient signés, ont dû, pour s'exécuter, s'empresser de vendre les stocks de marchandises qu'ils détenaient, même si ceux-ci n'avaient rien d'illicite ni d'exagéré, et que, pour les vendre rapidement, il n'était pas d'autre moyen que d'en baisser le prix.

La première phase de la politique d'Einaudi a donc été couronnée d'un plein succès ; une première source d'inflation se trouvant aveuglée, les prix ont baissé verticalement.

Mais il reste la seconde source à boucher : celle que constituent les billets que l'Etat demande à la Banque pour payer ses dépenses. C'est à cette tâche, de beaucoup la plus difficile, qu'Einaudi s'est maintenant attelé. Les nouvelles mesures annoncées consistent dans l'établissement d'un impôt supplémentaire sur le revenu et dans l'élévation du prix de certaines denrées de grande consommation, jusqu'ici subventionnées, deux choses qui doivent diminuer le

déficit budgétaire et, par conséquent, le nombre de nouveaux billets demandés à la Banque par l'Etat.

Je ne connais pas assez le budget italien pour pouvoir pronostiquer si ces dernières mesures, ou d'autres à venir, permettront d'équilibrer ledit budget. D'ailleurs, l'équilibre budgétaire est aujourd'hui beaucoup plus qu'un problème financier, un problème politiqnue et social, et les conditions politiques et sociales de l'Italie comportent beaucoup trop d'inconnues pour qu'on puisse se hasarder à prévoir ce qu'elles permettront et ce qu'elles interdiront.

Mais une chose est certaine : si Einaudi ne parvient pas à équilibrer le budget, s'il n'arrive pas à supprimer l'inflation due aux besoins de l'Etat, les prix recommenceront à monter ; son premier succès n'aura été qu'un feu de paille.

LA RUSSIE DIMINUE DE MOITIE LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Le 26 novembre dernier, la radio de Moscou a annoncé qu'un décret venait d'être pris, qui réduisait de moitié les allocations aux mères de familles nombreuses ainsi que celles aux femmes seules chargées de famille.

N'est-ce là que la première d'une série de mesures destinées à accroître encore la plus-value fournie par les travailleurs à la caste des bureaucrates ? Ou bien est-ce une mesure prise dans l'intention de ralentir l'accroissement de la natalité ? Et, dans ce dernier cas, pourquoi ce renversement subit de la politique « démographique » suivie jusqu'ici par l'Etat stalinien ?

Toutes questions auxquelles nous ne sommes pas en état de répondre, pour l'instant.

R. LOUZON.

Pour être un bon secrétaire de syndicat

Gutenberg, l'organe des typos de Suisse romande, fait un sort à cette amusante revue des qualités requises d'un secrétaire de syndicat, d'un bon secrétaire, bien entendu :

Pour être secrétaire, il faut :

Jouir d'une bonne santé ; savoir se lever tôt et se coucher tard ; se résigner à ne plus se reposer, à n'avoir plus aucun dimanche ; supporter le chemin de fer ; négliger la vie de famille, abandonner son home.

Savoir mettre au point un rapport, saisir le sens d'une proposition, adapter une idée ; savoir dominer une réunion, sentir le vent, résister aux attaques impérieuses de collègues toujours fort bien intentionnés, assommer un adversaire avec le sourire.

Ne jamais aller voir seul une autorité et savoir alors écouter de très vieilles histoires avec la déférence utile.

Ne jamais négliger de répondre à un syndiqué, même si c'est inutile.

Ne rien ignorer des importantes petites questions locales. Se tenir au courant des questions syndicales et corporatives. Connaître les grands mouvements internationaux.

Savoir distinguer un syndiqué et un syndicaliste.

Ne jamais croire en la reconnaissance ; savoir encaisser les réflexions et les insinuations. N'être sujet ni au découragement ni aux émotions.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er NOVEMBRE. — En **Grande-Bretagne,** élections municipales marquant un important succès des conservateurs.

MARDI 4. — Grave crise politique en **Slovaquie.**

VENDREDI 7. — Anna Pauker, militante communiste, devient ministre des Affaires étrangères de **Roumanie.**

A **Moscou,** violent discours de Molotov contre l'impérialisme américain.

MARDI 11. — Maniu et Mihahache sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité par la cour **roumaine.**

MERCREDI 12. — **Comité national confédéral.** La minorité de Force ouvrière s'oppose sur tous les points à la majorité stalinienne.

Violents incidents à **Marseille,** le prétexte en est l'augmentation des transports.

A **Milan** grève générale déclenchée par les communistes.

VENDREDI 14. — Augmentation des tarifs des transports, du gaz et de l'électricité. — Opération de police au camp russe de Beauregard.

LUNDI 17. — Grèves dans les **mines du Nord** et dans la métallurgie parisienne.

MERCREDI 19. — **Démission** du cabinet Ramadier.

JEUDI 20. — **Rappel** du 1er contingent de la classe 1947.

VENDREDI 21. — A **Budapest,** poursuite contre les leaders du parti de l'indépendance hongroise, de la Ligue du peuple, du parti social-démocrate.

A **Bucarest,** mise en accusation des chefs du parti socialiste indépendant.

Grève des instituteurs de la **Seine.**

SAMEDI 22. — **M. Schuman** devient président du Conseil.

Grèves dans certaines gares parisiennes.

LUNDI 24. — Extension de la **grève des cheminots.** — **Grève chez les postiers** parisiens.

MARDI 25. — **La Fédération des Cheminots** lance l'ordre de grève générale.

JEUDI 27. — La confiance au **cabinet Schuman** est votée par 322 voix contre 186.

Constitution d'un **Comité national de grève** par 20 Fédérations, à direction stalinienne.

Le **Cartel des Services publics** repousse la grève immédiate.

VENDREDI 28. — Projets de loi sur l'amélioration de la situation des salariés et le maintien de l'ordre. Rappel du 2e contingent de la classe 1946.

SAMEDI 29. — Reprise des pourparlers entre la **C. G. T.** et le gouvernement, sur l'initiative du groupe Force ouvrière.

DIMANCHE 30. — **L'Assemblée nationale** adopte le projet de loi sur la défense de la République, après une séance de trente heures. — La minorité du bureau de la C. G. T. garde le contact avec le ministre du Travail.

Qui est Joanovici ?

Un grand mystère entoure cet homme. Les renseignements suivants ont été donnés en fin novembre par une publication de l'Institut des Hautes Etudes américaines :

De 1937 à 1941, Joanovici, dont on a dit dans la presse qu'il était alors un « petit chiffonnier », occupait une place de premier rang parmi les agents secrets russes et avait à sa disposition des fonds de propagande considérables.

En 1938, Paris devenait le quartier général du bureau européen de l'I. K. K. I. (Comité Exécutif de l'Internationale Communiste). Au début de 1937, Moscou confiait à Raymond Guyot, secrétaire général de l'Internationale Communiste de la Jeunesse et membre du Bureau politique du parti communiste français, la tâche de former les cadres de la jeunesse communiste en France. En sa qualité de chef de la section de la Jeunesse du bureau parisien du Komintern, Guyot était assisté par un certain Louis Berthol, alias André Sauvage, alias Louis Ivascu, aujourd'hui mieux connu sous son véritable nom de Joseph Joanovici.

En 1937, Joanovici n'était pas un nouveau venu dans le bureau de Paris du Komintern. Auparavant, il avait exercé pendant trois ans les fonctions de « courrier » entre Paris, Bruxelles et Rotterdam, d'agent dans les colonies arménienne et roumaine de Paris et de délégué financier de Lalmand, alors directeur de la section du Komintern à Anvers et maintenant secrétaire général du parti communiste de Belgique. Enfin, en automne de 1936, Joanovici était guide à Paris des volontaires pour les brigades internationales, recrutées dans les Balkans par Geza Koszegi (de son véritable nom Benjamin Stern). Le Komintern doit à « M. Joseph » le passage de nombreuses recrues vers le point de dispersion de Perpignan.

Dans l'été de 1937, les fonds gérés par Joanovici s'élevaient à 80 millions de francs. L'assistant de Joanovici était Martin Wilski, d'origine slovaque, officiellement propriétaire d'une petite agence de tourisme à Paris. Joanovici demeurait lui-même dans le quartier Saint-Paul où il était enregistré comme marchand d'objets d'occasion. En plus de son travail pour le Komintern, il possédait en effet une entreprise qui employait une vingtaine de ramasseurs de chiffons.

En août 1937, sous le pseudonyme de Georges Gabrielli, Joanovici entrait au « Centre de liaison des Travailleurs immigrés » de Paris, déjà fortement noyauté par les agents de Moscou. Dans cette organisation, il fait partie d'une équipe expérimentée comprenant : Louis Dumour, André-Marie Bouille, le docteur Ion Aranyosi (alias Sandor Falusi) et Arno Fulup.

En 1938-1939, Joanovici est un des six membres dirigeants du bureau parisien du Komintern ; les autres se nomment : Franz Dablem (ancien membre du Bureau politique du parti communiste allemand, plus tard commissaire politique principal de la Brigade internationale allemande en Espagne), Rudolf Feistmann, Raymond Guyot, Maurice Bessel (directeur de la section des informations) et Henry Levin (directeur technique du bureau de Paris).

A la veille de la guerre, des changements dans le personnel du bureau parisien du Komintern sont dus au fait que l'émissaire spécial de Moscou, Chougarine (alias Bruno Becke) découvrit que certains de ses employés mettaient plus de zèle à travailler pour la Gestapo que pour le Guépéou. Joanovici survit à l'épuration. En mars 1940, il est nommé trésorier général du bureau de Paris. Le 13 avril 1941, il reçoit un passeport soviétique à l'ambassade de l'U. R. S. S. à Paris.

Du début de 1940 à juin 1941, Joanovici demeure, comme agent principal du Komintern, en contact permanent avec Harold Bormann devenu, après l'occupation de Paris par les Allemands, chef de liaison entre la section politique de l'Abwehr et le bureau du Komintern en France. Grâce à ce contact, lors de l'attaque allemande contre l'U. R. S. S. en juin 1941, Joanovici, au lieu de filer à Marseille sous le pseudonyme de Gaston Therier, ainsi qu'il avait été prévu officiellement, ramassait dans son bureau 400.000 dollars environ qu'il mettait à l'abri avant de se présenter au quartier général de la Gestapo, avenue Foch.

On connaît la suite. Mais l'activité au profit de Moscou de cet aventurier, profiteur et corrupteur de consciences — les cloisons entre la Gestapo et le Guépéou (N. K. V. D. ou M. V. D.) étant beaucoup moins étanches qu'on ne le pense — explique bien des choses et la liberté dont il jouit actuellement.

Cinq tentatives de paix séparée entre Staline et Hitler

Finira-t-on par être renseigné sur les tentatives de paix séparée russo-allemande qui eurent lieu en 1943 et 1944 ? Des documents officiels secrets trouvés en Allemagne établiraient que ces tentatives furent au nombre de cinq. Tandis que la propagande russe les attribuait aux Alliés, c'était Moscou, au contraire, qui s'abouchait avec Berlin.

Dans *Carrefour* du 26 novembre, M. Robert de Saint-Jean résume ainsi les documents officiels trouvés à Berlin :

Staline décida de prendre l'initiative de l'entreprise après la résistance victorieuse de Stalingrad. Il proposa alors que l'U. R. S. S. reprît les frontières qu'elle avait le 22 juin 1941. Ce fut l'attaché naval nippon à Stockholm qui transmit à Ribbentrop les propositions apportées par un expert du Kremlin. Les Allemands prorusses (dans l'armée et à la Wilhelmstrasse) demeuraient encore trop faibles pour emporter l'acquiescement de Hitler : l'offre fut rejetée.

Mais après les échecs allemands de l'été 1943 au Caucase et en Afrique, Hitler, à son tour, songea à un armistice, mais à un armistice qui aurait été conclu... secrètement. Staline fut à tel point surpris par « l'originalité » de la proposition allemande que, pour l'étudier à loisir, il différa de mois en mois de répondre à l'invitation que Roosevelt lui avait faite de le rencontrer. (Roosevelt dut renouveler ses offres quatre fois avant que se réunît, enfin, la Conférence de Téhéran). Tactique dilatoire analogue à celle d'août 1939, quand Moscou ayant à choisir entre les propositions de la mission franco-anglaise et l'offre secrète de Hitler trouva cette dernière plus avantageuse et opta pour elle. Staline réclama la ligne Riga-Constantinople, et vit avec étonnement Hitler mordre à l'hameçon ; il éleva alors ses prétentions, que transmit Sofia. En plus des Dardanelles, les Soviets demandaient un débouché dans le golfe Persique (Quatar ou Kuweit).

L'offre trouva les Allemands plus divisés que jamais. Les SS étaient contre. Certains généraux étaient d'avis de conclure la paix séparée, mais voulaient d'abord se débarrasser de Hitler. Moscou désirant obtenir à tout prix une réponse avant Téhéran (novembre 43) envoya, à travers les lignes, comme parlementaires, quelques officiers allemands de l'état-major de von Paulus capturés à Stalingrad. Ceux-ci ne revinrent jamais.

Avant d'aller à Téhéran, Roosevelt qui savait en partie ce qui se tramait voulut faire comprendre aux Russes qu'il se doutait de quelque chose. C'est alors qu'Harry Hopkins publia dans l' « American Magazine » (octobre 1943) un article où se trouvait une phrase qui parut, à l'époque, quelque peu sibylline : « Si nous perdons la Russie, déclarait de façon inopinée le confident du président, je ne crois pas un instant que nous perdrons la guerre, mais la date que j'ai prédite pour la victoire (1945) devrait être retardée. »

A Téhéran, Staline comprit que son chantage opérait, qu'il pouvait manœuvrer Roosevelt, mais il n'était pas encore tout à fait sûr d'avoir carte blanche pour toute l'Europe orientale : ce qu'il n'obtint qu'à Yalta... D'autre part les armées russes chassaient maintenant l'ennemi devant elles. Quand les Allemands, où le camp prorusse relevait la tête, firent de nouvelles offres au début de 1944, ces offres intéressèrent les Russes. Après des semaines de discussions l'accord se fit sur tous les points sauf trois : l'Allemagne réclamait la constitution d'un Etat ukrainien dirigé par Skoropadsky et voulait un corridor avec l'Ukraine pour obtenir du blé ; elle demandait, en outre, des livraisons de mineral et de pétrole, car son intention était de continuer la guerre contre l'Ouest avec toutes ses forces. Ces prétentions, exorbitantes si l'on songe à l'état dans lequel se trouvait déjà le Reich, firent rater l'affaire.

Tan Malaka et la République indonésienne

La revue américaine *Time* a publié dans son numéro du 22 septembre l'information suivante, provenant d'Indonésie. (Texte abrégé).

Tan Malaka fut un des fondateurs du P. C. indonésien qui semble prospère dans les coulisses du gouvernement républicain de l'Indonésie. Mais Tan Malaka s'était trouvé en désaccord avec le commissaire officiel et devint trotskyste. Il se trouva aussi en désaccord avec son grand ami le président Sojekarno... Ce dernier fit emprisonner Tan Malaka et le camarade Alimin devint en Indonésie le communiste no 1.

Un voyageur récemment revenu d'Indonésie demanda à un membre du gouvernement républicain : « Quand allez-vous mettre Tan Malaka en liberté ? — Je n'en sais rien, répondit le fonctionnaire... C'est difficile à dire. Vous comprenez, Malaka a été incarcéré à la prison de Cheribon, il y a un an, en juillet, et je ne crois pas qu'on lui ait donné quoi que ce soit à manger depuis lors ».

Si de tels faits se passent dans une jeune république nationale, quelle sympathie devons-nous à une « émancipation » caractérisée par de tels faits ?

Les noirs dans le mouvement syndical américain

D'un article de A. Philipp Randolph, président du Syndicat des porteurs de wagons-lits affilié à l'American Federation of Labor et auquel adhèrent 15.000 travailleurs noirs :

Près d'un million de nègres adhèrent à l'A. F. of L.; de plus, plusieurs centaines de milliers sont membres du C. I. O. L'ouvrier nègre est donc un facteur puissant du mouvement syndical dont les effectifs totaux s'élèvent à 13 millions.

Le nègre est un bon syndicaliste. La population ouvrière nègre dans le Nord aussi bien que dans le Sud constitue le terrain le plus propice à tout effort dans le domaine de l'organisation et de l'éducation ouvrières. Mais ce travail d'organisation, qu'il soit entrepris par l'A. F. of L. ou par le C. I. O., exige que les nègres soient traités en membres de plein droit et sur le pied de complète égalité. Il existe malheureusement certains syndicats locaux qui continuent à considérer les nègres comme membres de second ordre et à leur refuser le droit de pleine participation aux affaires du syndicat.

Néanmoins c'est le mouvement syndical qui constitue pour les nègres le meilleur moyen d'éliminer les préjugés de race, puisque ce problème ne peut être résolu que sur la base d'un programme vigoureux et imprégné des principes de la démocratie politique et économique. Partout où les nègres travaillent, il est de leur devoir d'adhérer à un syndicat authentique et d'essayer de participer à l'élaboration de sa politique à l'égard des questions de salaires, de la durée et des conditions de travail. Là où ils ne sont pas acceptés comme membres à cause de leur race, ils doivent mener la lutte pour le droit d'adhérer aux syndicats sur un pied de complète égalité avec les ouvriers blancs.

Les mesures législatives à promulguer immédiatement, en vue de garantir les droits démocratiques des nègres, devraient comprendre des lois garantissant des méthodes équitables d'embauchage, le plein emploi, l'abolition du « poll tax » dans les différents Etats où il existe et la compétence des procureurs fédéraux dans les cas de lynchage. Il s'agit ici de mesures minima destinées à sauvegarder les droits sociaux, économiques et civiques des nègres. Dans les syndicats, les écoles et les œuvres sociales, les nègres d'Amérique apprennent comment il faut se comporter dans la dure lutte pour le droit de vivre en individus libres. Leur lutte est la lutte de tous ceux qui croient en la préservation de nos institutions démocratiques.

Les progrès réalisés par les nègres américains ont été achevés dans le cadre des institutions démocratiques. Les instruments de la liberté sont des armes puissantes dans les mains de gens qui souffrent continuellement de méthodes qui leur portent préjudice. Ni le fascisme de droite, ni le communisme de gauche ne peuvent offrir aux nègres une perspective quelconque de liberté politique, sociale et économique. La politique des gouvernements totalitaires dans le passé et à l'heure actuelle n'a apporté aux masses de toutes les races que tyrannie politique et infortunes économiques.

En dépit de tous ses défauts, la démocratie reste la seule méthode réellement capable de résoudre les problèmes d'un peuple opprimé. La question nègre est vaste et compliquée, mais il n'existe aucune raison de désespérer de sa solution. Il n'y a pas de tâche plus digne pour ceux d'entre nous qui ont voué leur vie à la cause de l'accomplissement total de la démocratie. Au sein du mouvement ouvrier nous avons deux tâches à poursuivre : 1) empêcher l'infiltration communiste ou fasciste dans le mouvement ouvrier et 2) donner à tous les ouvriers la possibilité de participer à l'effort commun en vue de l'augmentation du niveau de vie de tous les ouvriers américains sans distinction de race, de religion ou de couleur.

Le mouvement syndical aux Etats-Unis

Dans une « Lettre de New-York » adressée à *Masses* (oct.-nov.), Louis Clair envisage une nouvelle crise comme inévitable et relativement prochaine. Il fait en outre quelques remarques d'ensemble, d'autant plus utiles à consigner que beaucoup de camarades ont tendance à oublier les caractères essentiels de ce mouvement :

Le « New York Times » imprimait récemment en manchette : « On craint que les ouvriers ne se tournent vers le marxisme. » Or l'article qui suivait ne traitait pas de la crainte exprimée par un chef d'industrie, mais d'une conférence de Louis P. Marciante, président de la Fédération Ouvrière de l'Etat de New-Jersey, mettant en garde ses auditeurs contre les dangers qui menacent l'économie de la libre entreprise. Il déclara qu'il est essentiel que le mouvement ouvrier collabore étroitement avec le patronat « de façon que les ouvriers se voient accorder une part juste des profits de l'industrie et que le patronat soit assuré d'un juste profit sur ses investissements ». Il ajouta : « Quand le système du profit aura à livrer une lutte à mort avec le marxisme, il aura besoin de l'aide du mouvement ouvrier. » Donc, conclut ce chef syndical, le patronat aura tout intérêt à s'opposer aux menées réactionnaires tendant à restreindre la liberté syndicale puisque les syndicats seront les meilleurs soutiens du système capitaliste...

L'état d'esprit qui s'exprime ici est tellement éloigné des préoccupations et de l'idéologie du mouvement ouvrier européen, que nous avons choisi cet article pour bien mesurer l'immense abîme qui sépare encore le syndicalisme américain du syndicalisme européen. Je ne dirai pas que ce discours révèle une attitude générale, mais il n'est pas une exception et est certainement typique. Il y a quelques mois, le président de l'A. F. of L. (American Federation of Labor), William Green, employa le même argument pour s'opposer aux projets de lois tendant à restreindre la liberté syndicale : « Si vous essayez, par de telles mesures, d'embrigader le mouvement syndical, vous aurez un jour le socialisme. » Horrible danger !

Quand, un jour, on demanda au fondateur du mouvement syndical américain moderne, Samuel Gompers : « Mais que demande le mouvement syndical ? », il répondit simplement : « Davantage. » Et cette philosophie continue toujours à dominer aujourd'hui malgré le « New Deal », malgré la création du C. I. O. (Congress of Industrial Organization), malgré les efforts timides pour élever le niveau politique du mouvement, qui ont été faits récemment.

Le mouvement syndical, dans sa grande majorité, continue à être une force essentiellement conservatrice. Il est étroitement basé sur la défense des intérêts immédiats des ouvriers membres, contre les patrons, et contre les non-membres, mais il s'est refusé jusqu'à maintenant à toute action qui pourrait mettre en danger le statu quo de la société tout entière. Depuis la période rooseveltienne, les syndicats sont devenus de plus en plus de larges monopoles qui vendent la force de travail au prix le plus élevé possible en s'opposant aux monopoles capitalistes qui dominent l'industrie dans les secteurs essentiels.

Angelica Balabanoff et le Kominform

Notre vieille amie Balabanoff a fait à l'United Press des déclarations tout à fait judicieuses sur la caricature d'Internationale communiste née à Varsovie. *Le Monde* du 12 octobre a reproduit ces déclarations :

James Murray, correspondant de l'United Press, a interviewé à Rome « la grand'mère du socialisme mondial » Angelica Balabanoff, une petite vieille aux yeux bruns dans lesquels brille toujours la flamme de la révolution. L'ancienne camarade de combat de Lénine et de Trotsky, qui fut autrefois secrétaire de l'Internationale communiste avant d'en être chassée en 1921 parce qu'elle s'élevait contre le caractère trop nationaliste de cette institution, vécut ensuite en exil en France et aux Etats-Unis avant de s'installer en Italie ; elle a actuellement soixante-douze ans.

A son avis le Komintern n'a jamais cessé d'exister : « Le manifeste qui vient d'être publié — et qui n'a surpris que les naïfs, dit-elle — n'est qu'une manœuvre, comme l'a été l'annonce de la dissolution du Komintern en 1943. Le Komintern n'a jamais fonctionné aussi intensément et efficacement que pendant la durée de son apparente disparition. Sa « renaissance » n'est qu'un nouveau truc communiste : elle suit tout naturellement l'échec de l'expédient que constituait la collaboration avec les autres partis, spécialement au sein des gouvernements de France et d'Italie. Au demeurant cette mesure, qui semble avoir un caractère international, n'a pour but au fond, comme toutes les autres, que l'intérêt de l'U. R. S. S. : elle n'aura d'autre résultat que de compromettre la cause des travailleurs, non seulement en Russie, mais dans le monde entier ».

Le journaliste ayant demandé quelles seront les conséquences probables de cette mesure sur le plan international, Mme Balabanoff a répondu :

« Elle ne fera qu'augmenter la psychose de guerre, surtout en Amérique. Elle traduit l'abandon de tout espoir d'accord. Mais elle est aussi une manifestation de faiblesse, et non pas de force, de la part de la Russie. Elle révèle en effet l'impossibilité dans laquelle se trouve le régime bolchevik de servir la cause de la paix. Elle chassera des partis communistes ceux des internationalistes de bonne foi — s'il en existe encore dans les rangs des communistes — qui croient encore dans l'internationalisme en tant qu'instrument de paix.

Choix restreint...

Les lois du 7 juillet 1947 instituent la représentation proportionnelle, pour les élections des Comités d'entreprise et des délégués du personnel.

Mais s'agit-il d'assurer aux ouvriers la possibilité d'avoir des représentants qui ne seront pas exclusivement les agents de la bureaucratie syndicale ?

Il ne semble pas. Car seules les organisations syndicales représentatives auront le droit de présenter des listes — et le panachage demeure interdit...

Voici, en effet, pour éclairer la loi, l'avis du rapporteur M. Meck (« Journal officiel » du 27 juin 1947) :

« **Les arguments développés par M. Croizat sur le panachage et la possibilité pour des éléments trotskystes de posséder une représentation sont devenus sans objet par le retrait des amendements de M. Morice. Le texte qui vous est soumis ne comprend pas le panachage et ne reconnait qu'aux seules organisations représentatives, le droit de présenter des listes. »**

Tous les partis sont donc d'accord pour que ne se glissent pas d'éléments trotskystes — c'est-à-dire n'importe quelle variété de nonconformistes — dans la représentation ouvrière. Les travailleurs n'ont pas le droit de choisir leurs délégués.

ENTRE NOUS

Notre assemblée du 23 novembre

Pour la première fois, depuis la renaissance de la R. P., nous avons invité nos abonnés et amis de la Région parisienne à une réunion consacrée à la vie de notre revue et aux possibilités de la Ligue syndicaliste.

Environ 400 invitations, plus de 200 présents, ce 23 novembre, un dimanche après-midi, alors que les grèves en cours rendaient les communications difficiles. Résultat satisfaisant ! Mais ce qui fut plus satisfaisant encore, ce fut l'atmosphère de la réunion. Une conversation sérieuse, sans bavardages, sur les sujets les plus graves. Des militants, comprenant que la vie de « leur » revue est liée à la renaissance d'un véritable mouvement ouvrier, sentant leurs périlleuses responsabilités en ces heures difficiles aux résonances tragiques, mais remontant la pente et s'arrachant à l'isolement.

Nous aurions voulu analyser les principales interventions. La place nous manque. Contentons-nous aujourd'hui, d'un compte rendu trop bref, en souhaitant que la conversation continue, qu'elle se nourrisse de la participation de nos amis de province...

Chambelland préside et salue la mémoire de Victor Serge enlevé brutalement, alors qu'il avait repris sa place dans la rédaction de la R. P.

Finidori parle de l'administration et de la diffusion de la revue. Il présente le bilan de la situation à fin octobre, en faisant remarquer que la trésorerie nous permet de boucler le budget. Mais il ne s'agit pas seulement de durer. Si la R. P. veut être l'organe de ralliement du syndicalisme révolutionnaire, elle doit augmenter son champ d'action.

3.000 abonnés, 5.000 lecteurs, un numéro de 48 pages. Avec un peu d'allant, on doit y arriver bientôt, surtout dans la situation actuelle : par des listes de possibles, et surtout par l'activité des abonnés sur leur lieu de travail (chasse à l'abonné, vente au numéro dans l'usine, le chantier, le bureau).

Il rappelle aux abonnés parisiens (Région parisienne) qu'ils ne sont que 428 et leur demande s'ils ont fait autour d'eux seulement le possible pour la diffusion de la R. P. !

Hagnauer parle de la rédaction et de l'orientation de la R. P. Il précise la composition « idéale » d'un numéro, avec deux grandes monographies consacrées l'une à une question intérieure, l'autre à une question internationale, et les huit rubriques ordinaires dont la permanence constitue l'originalité propre de notre revue et demeure l'héritage, non seulement de la R. P. d'avant 1940, mais encore de la **Vie ouvrière** d'avant 1914. Il note quelques-uns de nos projets et souligne l'insuffisance de certaines de nos rubriques comme la Renaissance du syndicalisme. Il insiste sur l'impérieuse nécessité du regroupement de nos collaborateurs et d'une participation permanente de nos amis à la rédaction, par des articles, des notes, des lettres, des visites, etc...

Enfin il souligne que la R. P. n'est ni un organe de tendance ni une revue de doctrine (au sens étroit du terme), qu'elle doit se consacrer essentiellement à **l'étude du mouvement ouvrier** et que son but est de fournir aux militants et aux travailleurs les moyens de construire librement leurs propres opinions.

Monatte précise les tâches de la R. P. et des militants de la R. P. et de la Ligue syndicaliste.

Nous avons dit au lendemain de l'autre guerre que le mouvement ouvrier se redresserait par le retour à la lutte de classes et à l'internationalisme. Rien de changé en ces idées fondamentales. Nous gardons confiance en la Révolution qui vient. Nous devons lutter contre la guerre : le fait d'en rendre le capitalisme responsable ne doit pas affaiblir notre action. Nous luttons contre le capitalisme d'Etat.

Il faut refaire une opinion publique ouvrière. Les slogans satisfont de moins en moins les ouvriers.

Il faut reconstituer une équipe semblable à celle qui a soutenu la vieille **Vie Ouvrière** et la **R. P.**

On néglige partout l'examen des grands problèmes.

Nous avons le devoir de nous y consacrer, en réhabituant les militants à l'esprit critique et à la libre discussion.

Monatte évoque le souvenir d'Hattenberger (notre grand César) qui voulait 100.000 camarades autour de la **Vie Ouvrière** de 1919 et au moins 10.000 abonnés. C'est une ambition qui ne doit pas nous paraître excessive.

Il demande de constituer des commissions par corporations, ce qui donnera à la Ligue syndicaliste une solide base de départ. Il parle de l'essai de regroupement des minorités syndicalistes, tenté l'année dernière et dont l'échec ne doit pas nous décourager. Il insiste sur les problèmes qui n'ont pas été étudiés, s'étonne que l'opinion publique ne soit pas informée de la véritable situation des métallurgistes, que l'on ne sache pas grand-chose sur les nationalisations, que le grave problème de l'Enseignement soit à peine abordé. Que de travail sur la planche pour la R. P. ! Si les événements se précipitent, la confusion dans les idées entraînera le prolétariat vers toutes les aventures et toutes les servitudes.

Monatte termine en parlant du centenaire de 1848, de cette époque qui offre tant d'analogies avec la nôtre. Si nous ne réagissons pas, sans perdre de temps, nous allons vers un nouveau juin 1848... et vers un nouveau « 2 décembre ».

Robert parle du rassemblement de la minorité confédérale et de l'échec de la tentative de l'année dernière. Il faut admettre que l'on envisage de rompre avec l'église « orthodoxe » et de sortir de la C. G. T.

Thevenon appuyé par **Delaunay** demande la création d'une commission des jeunes.

Berlot (des cheminots) se déclare satisfait de la présentation et de la tenue de la R. P., outil de documentation incomparable et dit que les études historiques sur le passé syndical, hommes et faits, sont nécessaires et d'une grande utilité pour les jeunes militants, et aussi pour les anciens.

Il rappelle l'époque des luttes de la minorité de la C. G. T. U. à l'intérieur même de l'organisation, et tout en estimant que c'est là le meilleur terrain d'opposition, reconnaît qu'il peut se trouver des cas dans lesquels il est impossible à une minorité de s'exprimer autrement qu'à l'extérieur. Il aimerait, par conséquent, que la R. P. fasse entendre à ce sujet l'opinion d'un certain nombre de ses militants.

Un camarade maître d'internat déclare que les jeunes ne pensent pas que le syndicalisme révolutionnaire puisse être une fin en soi. Devant le pire danger représenté par de Gaulle, les jeunes auront tendance à se rallier au parti communiste.

Jacquet rend hommage à la rédaction de la R. P. Il est nécessaire qu'à côté d'articles traitant de la façon la plus large les problèmes qui se posent à l'échelle mondiale, la R. P. publie des monographies très poussées, car nous sommes des fédéralistes. Méfions-nous des plans trop vastes.

Notre attitude syndicaliste est commandée par la **coutume ouvrière** ; on fait œuvre réactionnaire en s'en écartant, car selon le mot admirable de Proudhon, il n'y a de révolution que **par** et **dans** la tradition incessamment renouvelée dans la même ligne initiale.

La coutume ouvrière tient en quelques mots : égalité, liberté, bien-être, souveraineté du militant de base.

Quitter la C. G. T. ? C'est à l'individu de résoudre cette question, car M. Tout-le-Monde a plus d'esprit que M. de Voltaire.

L'essentiel c'est d'unir toutes les forces fidèles à la coutume ouvrière.

Il faut renouer les contacts entre jeunes et anciens afin que les jeunes retrouvent la coutume ouvrière. Ce qui ne leur semble pas actuel l'est toujours.

Un certain nombre de camarades dont **Prudhomme** et **Chéron** (des Métaux), **Delsol** (de l'Eclairage), **Boschet** (des Menuisiers), **Lubin** (de l'Economie nationale), **Martin** (du Livre), etc., interviennent sur la question de la lutte à l'intérieur ou à l'extérieur de la C. G. T.

Delsol pense que le gaullisme nous frappera après avoir frappé les staliniens.

Martin juge le danger stalinien pire que le danger gaulliste.

Kéraudy (de l'Eclairage) attire l'attention sur la nécessité de lutter contre la guerre imminente.

Chéron voudrait que l'on publie des articles qui soient à la portée des ouvriers.

Le caractère fasciste du mouvement gaulliste contesté par un camarade est nettement affirmé par d'autres. Un camarade des **Métaux** demande à la R. P. de prendre position sur les conditions de « l'épuration » syndicale.

Poussel (des Métaux) regrette que certaines notes de Louzon ne facilitent guère la pénétration de la R. P. dans les milieux socialistes. Il pense qu'il faut rester à la C. G. T. A propos des grèves, il importe de distinguer entre les revendications justifiées et leur utilisation politique.

Yvon regrette que le syndicalisme ne se soit pas enrichi depuis 1914, alors que le communisme s'est développé et qu'il s'est affermi en un néo-nationalisme. Il faut travailler à ce renouvellement du syndicalisme et préciser nos conceptions sur la société de demain, sur la gestion des entreprises après la prise du pouvoir. Opposer nos solutions aux solutions bureaucratiques des staliniens.

Delaunay appuie les observations d'Yvon. Il estime que la R. P. ne peut se prononcer pour ou contre la scission. Il faut lutter à l'intérieur jusqu'à l'extrême limite. Il est nécessaire de regrouper temporairement les minorités syndicales, afin de recréer les conditions propres au départ d'un ultérieur mouvement authentiquement révolutionnaire. Solution préconisée par l'U.D. de Maine-et-Loire, amorcée par la réunion des diverses minorités, avant le congrès confédéral de 1946.

Chambelland rappelle que la R. P. demeure le seul organe qui publie régulièrement son compte rendu de gestion. Il signale la constitution d'une Union des syndicats autonomes.

Hagnauer répond aux camarades qui sont intervenus sur la rédaction de la R. P. Il relève les observations sur les notes de Louzon dont il affirme qu'elles nous obligent à « repenser » des questions que nous jugions résolues.

Que la R. P. ne soit pas une revue doctrinale ne signifie pas qu'elle se désintéresse des doctrines. Nous préférons « l'empirisme » du mouvement aux certitudes de l'utopie. Et le syndicalisme de 1906 lui semble beaucoup plus vivant que le communisme de 1919.

Monatte va clore les débats par une revue rapide de toutes les questions soulevées.

Sur l'épuration, nous condamnons l'intervention de l'autorité politique dans le mouvement ouvrier. C'était aux organisations qu'il appartenait de juger librement et démocratiquement les « déviations » de la guerre et de l'occupation.

Sur notre programme post-révolutionnaire, nous affirmions en 1918 que nos syndicats devraient jouer le rôle des Soviets russes. Travaillons pour qu'ils ne fassent pas faillite, comme ceux-ci.

Les staliniens veulent-ils la grève insurrectionnelle, ou veulent-ils démontrer que leur place est au gouvernement ? Le « parti de la renaissance » devient le « parti du gâchis » et pousse le pays à droite. Les staliniens travaillent pour de Gaulle, qui bloquera sur son nom toutes les forces réactionnaires. Nous ne voulons être ni les jouets de de Gaulle ni de Thorez.

Notre effort doit tendre à l'union de tous les syndicalistes, qu'ils soient dans la C. G. T. ou en dehors.

Encore une fois, nous avons à notre disposition, deux ou trois ans, tout au plus, avant la crise décisive. Nous n'avons plus le droit de gaspiller nos forces.

La discipline et la liberté ne sont pas inconciliables. Discipline dans l'organisation, dans la production. Liberté pour tout ce qui est extérieur.

A la suite de l'intervention de Monatte, la séance est levée. Mais des groupes se forment et les conversations se prolongent. Pour beaucoup, c'était la première rencontre depuis 1939. Ce fut une erreur de ne pas se voir plus souvent. Ce serait un crime de demeurer isolés dans les circonstances présentes.

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32



Le gérant : J.-P. FINIDORI

D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN NOVEMBRE

RECETTES

Abonnements :		
ordinaires	12.270	
de soutien	1.250 =	13.520
Souscription		2.700
Vente « R. P. »		8.640
Vente brochure « Où va la C.G.T. ? »		130
Publicité		10.300
Total des recettes		35.290
En caisse au 1er novembre		176.961
		212.251

DEPENSES

Frais divers		
P. T. T. et frais de bureau		7.535
SOLDE		
En espèces	4.394	
Aux chèques postaux	200.322 =	204.716

Dû à fin novembre

Frais d'impression des numéros d'octobre et novembre	105.405	
Founitures de bureau : circulaires, étiquettes, bandes, papier à lettres	8.550 =	113.955

Nombre d'abonnés à fin novembre : 1.059

SOUSCRIPTIONS

MOIS DE NOVEMBRE. — J. Séchet (Paris), 20 ; Soulier (Seine), 400 ; Mad. Surbled (Paris), 50 M. Méneclier (Seine), 20 ; C. Werner (Paris), 20 ; F. Boissier (Loire), 50 ; M. Sitbon (Tunisie), 50 ; A. Villette (Seine), 50 ; R. H. (S.-et-O.), 250 ; A. Bouyssou (Paris), 40 ; Lafferrière (Paris), 70 ; Divers (réunion R. P.), 280 ; Prudhomme (Paris), 100 V. D. (Paris), 500 ; G. Duyck (Paris), 500 ; Ménard (Loiret), 250 ; Chestier (Cher), 30 ; Veiller (Cantal), 20. — Total : 2.700 francs.

Un ancien parle aux jeunes syndiqués, sans galons... et les « moins jeunes »... et les anciens, même s'ils sont légèrement galonnés, peuvent l'entendre...

OU VA LA C. G. T. ?

une brochure de Pierre MONATTE

L'exemplaire : 10 francs

En vente à la **Révolution prolétarienne**

14, rue de Tracy - PARIS (2e)

Chèque postal : 734-99